



La bataille

La bataille décisive,
mythe ou réalité ?

Nouvelle histoire :
bataille au service
des études tactiques



01
2019

Revue de
tactique générale

La bataille

Général de division Pascal FACON, directeur du CDEC

Produite par le centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), nourrie nous l'espérons par de nombreux contributeurs, cette nouvelle revue de tactique illustre à sa manière un aspect du renouveau de la pensée militaire au sein de notre armée de terre. Elle répond par ailleurs à trois principales exigences.

La première est liée à la nécessité croissante de combler un vide et de redonner une visibilité à la Tactique, à la fois art et science, quelque peu délaissée ces dernières décennies au profit des niveaux stratégique et opératif de réflexion et d'action. Notre environnement opérationnel a ainsi été fortement marqué par des opérations de contre-insurrection qui ont constitué progressivement le cadre normatif d'emploi et le champ d'application, somme toute limité, d'une tactique de moins en moins apprise et pratiquée dans sa complexité.

La deuxième a trait au contexte de nos engagements actuels et à la concomitance de situations variées. La nature des opérations conduites sur le territoire national, la projection de nos forces sous la forme de corps expéditionnaires, l'évolution prévisible du champ de bataille futur sous l'effet des développements techniques et le retour possible des conflits de haute intensité, tout cela impose le retour aux « fondamentaux » ... et « les fondamentaux » pour les militaires, c'est la compréhension et la pratique de la tactique, l'art opérationnel consistant à combiner l'action des armes face à son ennemi.

La troisième repose sur une idée simple. Apprendre et connaître la tactique, c'est comprendre la guerre par l'étude et la pratique, c'est ainsi s'y préparer. Parce que son champ est vaste et évolutif, la réflexion tactique est salutaire en ce sens qu'elle nous engage à ne pas exagérément confondre l'expérience opérationnelle avec le savoir à acquérir pour vaincre demain. En 1918, Foch, dans *Des principes de la guerre*, ne disait pas autre chose en évoquant Prussiens et Français entre 1815 et 1870 : « Les premiers ont fait la guerre sans la comprendre ; les seconds l'ont comprise sans la faire mais l'ont étudiée ».



Puisse cette publication trimestrielle, s'inscrivant dans le prolongement des travaux de la chaire de tactique générale du CDEC, nouvellement créée par le CEMAT, contribuer au renouveau de la réflexion tactique, à son développement nourri par l'innovation et l'histoire militaire et à sa plus large diffusion dans nos rangs.

MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF

*Colonel Christophe de LAJUDIE, CDEC, adjoint
à la division « enseignement militaire supérieur – terre »*

Désigné pour être le premier rédacteur en chef de cette nouvelle revue générale de tactique, je mesure déjà l'importance de l'enjeu et l'exigence de qualité qui s'impose à nous. Le général CEMAT et le directeur du CDEC souhaitent revitaliser la réflexion tactique, réinvestir le champ de la pensée militaire que nous avons trop longtemps abandonné à des experts et à des passionnés civils pour nous concentrer sur des questions plus immédiatement vitales pour l'avenir de nos armées et leurs capacités futures : questions d'organisation, de budget, de ressources humaines, de « maquette », de « contrats opérationnels », etc.

Il ne s'agit pas de mettre en cause la qualité de ce qu'écrivent nombre de camarades civils (dont une proportion non négligeable de réservistes d'ailleurs). Leurs travaux d'historiens, de chercheurs, d'archivistes, de vulgarisateurs, sont souvent de très grande qualité et nous sont extrêmement utiles. Il s'agit encore moins de faire avec moins de moyens ce qu'eux-mêmes font très bien. Il s'agit de reconnaître qu'un militaire prétendant exercer des commandements en opérations ou participer aux choix d'équipements et à l'élaboration de doctrines de combat pour l'avenir, devrait consacrer une part nettement plus importante de son temps et de son énergie à apprendre et à réfléchir sur le fond de ce qui constitue tout de même le cœur de notre métier. Il s'agit de participer à la renaissance d'une pensée autonome de l'armée de terre, lui permettant d'apporter une contribution plus décisive aux opérations qui nous attendent.

La chaire de tactique dont la création vient d'être décidée a pour mission d'animer cette résurgence. Elle ne la créera pas. Il s'agit que chaque officier, considérant qu'il est « toujours de service », se convainque du devoir impérieux d'approfondir toujours plus ses connaissances et ses réflexions historiques, géographiques et professionnelles. Il s'agit également que chacun prenne conscience de la nécessité de partager ses propres réflexions et de les confronter à celles des autres.



Le rédacteur en chef invite donc chaleureusement tous ceux qui viendront à lire ces pages à lui adresser leurs réflexions, leurs questions, leurs remarques, leurs propositions, qu'elles prennent la forme de contributions abouties ou de questionnement appelant des orientations. La seule exigence est de parler ici de tactique donc de la mise en œuvre des armes dans la bataille et le combat.

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ÉDITORIAL | 5 |
| LE MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF | 7 |
| LA BATAILLE | 11 |
| Sujet essentiel de la tactique et moyen essentiel de la politique | 11 |
| L'ordre de bataille, métier du chef d'armée et sujet de la tactique | 12 |
| Drame ou tragédie : pérennité d'une fonction sacrée | 14 |
| Hier, aujourd'hui et demain : persistance du mythe et évolutions des formes | 20 |
| La bataille décisive, mythe ou réalité ? | 25 |
| À propos de l' <i>Essai sur la non-bataille</i> du commandant Brossollet | 33 |
| Une capacité iconoclaste de réflexion | 33 |
| L'innovation technologique au service de la tactique | 36 |
| Les implications stratégiques de la réflexion tactique | 38 |
| Conclusion | 40 |
| Histoire-bataille... Histoire-globale | 43 |
| L'accusation : la vision du monde académique | 44 |
| La parole est à la défense | 47 |
| L' « histoire-bataille » devenue histoire globale ? | 49 |
| LA TACTIQUE PAR LE 7 ^e ART | 53 |
| Quelques réflexions autour de <i>Gladiator</i> | 53 |
| « <i>Roma victor !</i> » La relation entre la tactique, la stratégie et la victoire | 55 |
| « <i>À mon signal, déchaîne les enfers !</i> » La manœuvre : la relation entre le choc et le feu | 57 |
| « <i>Les hommes devraient savoir lorsqu'ils sont vaincus.</i> <i>La saurais-tu Quintus ? Le saurais-je ?</i> » | 60 |

| | |
|---|------------|
| LA TACTIQUE AU RISQUE DES CLICHÉS | 63 |
| L'arc anglais face à l'arbalète et face à la chevalerie : vraies fausses leçons de tactique. | 63 |
| L'épreuve des guerres de Galles et d'Écosse | 63 |
| Les armées au XIV ^e siècle | 65 |
| Les gens de trait | 67 |
| « Leçons » et adaptations | 69 |
| 1 ^{re} leçon : attaquer à pied | 69 |
| 2 ^e leçon : se débarrasser d'abord des archers : facile à dire... | 70 |
| 3 ^e leçon : les faire sortir de leur trou..... | 71 |
| 4 ^e leçon : l'invention de la contre-batterie | 72 |
| | |
| GRANDES ET PETITES UNITÉS | 75 |
| Le corps d'armée français. | |
| Essai de mise en perspective | 75 |
| AVANT-PROPOS | 75 |
| CHAPITRE I. De la création à la consécration. 1804-1914. ... | 65 |
| I-1. <i>Boulogne 1804. Napoléon crée le corps d'armée.</i> | |
| <i>La bataille napoléonienne</i> | 78 |
| I-2. <i>Le cas particulier de la réserve de Cavalerie</i> | 80 |
| I-3. <i>Le réveil militaire après 1870.</i> | |
| <i>Les lois d'organisation de 1872 et 1882.</i> | 81 |
| ANNEXE 1. <i>Titulaires des commandements de corps d'armée en 1872</i> | 83 |
| CHAPITRE II. Les deux guerres mondiales, des guerres de corps d'armées | 85 |
| II-1. <i>Du corps d'armée rigide à l'adaptation du C.A. à la bataille</i> | 85 |
| II-2. <i>Verdun, bataille de corps d'armée, conduite par une armée.</i> | 89 |
| II-3. <i>L'entre-deux-guerres</i> | 92 |
| ANNEXE 2. <i>Commandants de corps d'armée en 1914.</i> | 92 |
| ANNEXE 3. <i>Commandants de corps d'armée en 1918.</i> | 94 |
| II-4. <i>La Seconde Guerre mondiale</i> | 98 |
| | |
| LE DICTIONNAIRE AMOUREUX | 101 |
| Battre | 101 |

Sujet essentiel de la tactique et moyen essentiel de la politique

Colonel Christophe de LAJUDIE

Il peut sembler curieux de consacrer une livraison de cette nouvelle revue de tactique à un sujet aussi usé, rebattu, éculé, et apparemment obsolète, que la bataille. Par ce choix, nous souhaiterions recentrer la tactique sur son champ d'étude spécifique, celui de la mise en œuvre des forces dans le combat et la bataille, au détriment assumé des considérations de haute tenue sur les grandes idées et les grands principes, gloses qui avaient fini par constituer la quasi-totalité de la réflexion *tactique*.

C'est qu'en effet, un usage général tant civil que militaire a peu à peu donné à la tactique un sens fourre-tout de stratégie, de stratagèmes, de combinaisons, de manœuvres. Cette tendance s'est renforcée depuis plus de vingt ans par l'influence exclusive sur les réflexions militaires d'opérations marquées par l'extrême modicité des moyens, l'extrême immensité des espaces et l'excessive importance des problèmes non militaires à résoudre. Dans ces opérations, les esprits se sont focalisés sur les questions politiques et stratégiques d'une part, sur les questions logistiques d'autre part. On en est venu à inventer un *niveau* pour parler de ces *opérations*, à en faire une doctrine et un art, et la tactique est devenue en comparaison un gros mot, une matière gluante et déplaisante réservée à des niveaux subalternes réputés besogneux.

On a fait de la paresse, tendance naturelle de tout esprit à éviter les sujets techniques exigeant des connaissances précises, un motif de satisfaction : le vrai tacticien serait au-dessus de ces détails triviaux. L'Histoire démontre qu'il n'en est rien et, qu'au contraire, il ne saurait y avoir de stratège ou d'*opérateur* de valeur qui ne maîtrise les connaissances triviales qui fondent la tactique. Derrière les victoires d'Alexandre, on ne trouve pas qu'Aristote, on trouve aussi l'obscur capitaine qui lui enseigne à grouper, instruire, mouvoir, nourrir, ou déployer une troupe. Derrière une intention opérative pertinente, il y a toujours une saine compréhension des délais

nécessaires à une compagnie d'infanterie engagée pour rompre le contact en emportant son matériel et ses blessés, rejoindre ses véhicules, faire l'appel, rembarquer ses gens, et rendre compte. **Nous souhaitons que la compréhension de ces facteurs triviaux trop longtemps négligés, de leur évolution et de leurs conséquences tactiques, soit le cœur des réflexions exposées dans cette revue. C'est pourquoi nous commençons par une digression sur la bataille. Parce qu'elle délimite le champ de la tactique ; parce qu'elle est le lieu où se rencontrent, d'une part la dimension la plus sacrée de la politique, d'autre part la trivialité tactique ; et parce qu'elle est le cadre dans lequel cette trivialité s'impose avec la plus grande évidence.**

L'ordre de bataille, métier du chef d'armée et sujet de la tactique

Selon des conventions classiques admises depuis le XVIII^e siècle, la théorie de l'art de la guerre est divisée en deux grandes matières : la stratégie qui désigne l'art et la science de la guerre, depuis la détermination des buts de guerre par le souverain jusqu'au commandement des différentes armées dans leurs marches et leurs batailles ; la tactique qui désigne l'art et la manière de ranger l'armée et de livrer la bataille, et toutes les activités *mineures* qui en découlent, mouvements, combats, engagements, etc¹.

Tactique vient de τακτικός, relatif à l'ordre, qui lui-même dérive de τάξις, *taxis*, qui désigne en Grec l'ordre simple² ordonné à un but concret, par exemple l'ordre dans lequel l'artisan range ses outils sur l'établi. Les auteurs du XVIII^e siècle, s'inspirant des Grecs, ont retenu ce mot pour désigner l'art de déployer l'armée et de combiner l'action des trois armes³ dans la bataille. Comme tout vocable, son sens résulte d'un usage, lequel résulte lui-même d'une convention. Discuter cette convention est de peu d'intérêt. Le sujet de notre revue sera la tactique telle qu'elle est comprise ici, en dépit de toutes les contradictions théoriques qu'on pourrait nous opposer.

¹ Le XVIII^e siècle déjà, notamment par la plume de Pierre de Bourcet, introduisit une matière intermédiaire, la logistique, ou la partie de l'art consistant à déplacer et nourrir l'armée avant et après les batailles, partie qu'on tendra à compter alternativement dans la tactique (les *parties supérieures de la tactique* ou *la grande tactique* de Bonaparte) ou dans la stratégie et dont la pratique contemporaine pourrait logiquement faire l'essentiel de l'opérative.

² Par distinction avec κόσμος, *kosmos*, l'ordre complexe, opposé directement au Χάος, le *chaos*, qui désigne l'absence d'ordre, le désordre originel du monde.

³ On ne connaît alors que trois armes, l'infanterie, la cavalerie et l'artillerie. Et seule les deux premières disposent d'un état-major à l'armée.

Ainsi comprise, la tactique est le *métier* du chef militaire, du général en chef au capitaine, au sens où on entend le *métier* de l'artisan. Ses outils sont des hommes (effectifs, instruction, recrutement, formation, entraînement, etc.), des organisations (grandes et petites unités), des équipements et armements, des ressources, etc. Le *champ de bataille* est son établi. Son manuel porte sur le déploiement de l'armée et de ses éléments constitutifs en vue de la bataille et sur les mouvements et combats constituant la bataille. Comme la *matière première* à transformer est *l'ennemi*, matière animée, rétive et hostile, il en résulte à la fois le *chaos* dès que le combat est commencé et la complexité des décisions à prendre pour y mettre un ordre de nature *cosmique* : là commence le domaine des ordres complexes et là commence la stratégie⁴, *dialectique des volontés recourant aux armes pour régler leur conflit*.

La tactique range et met en œuvre dans la bataille les outils dont elle dispose. Par l'action d'une multitude de facteurs, ces outils ont énormément évolué au cours des siècles, et la manière de les ranger et de les employer a changé de même. Comprendre quelles conséquences aurait sur le champ-de-bataille l'apparition de tel type d'armement ou de telle unité, imaginer par quel usage nouveau on pourrait s'opposer à la tactique de l'adversaire, et quels changements il faudrait apporter à la tactique pour y parvenir, fut le casse-tête de tous les stratèges à toutes les époques. Référence garder envers le Chevalier de Folard, nous ne croyons pas comme lui que la guerre, et tout particulièrement la tactique, soit « *une science plus spéculative qu'expérimentale* ». Il nous semble au contraire que la tactique évolua toujours par tâtonnements successifs consistant à imaginer un usage nouveau, à en instruire les troupes, à le mettre en pratique au combat, puis à tirer les conséquences de l'expérience. La rareté des batailles⁵, l'impossibilité d'isoler l'adoption de ce nouvel usage parmi les facteurs de succès ou d'échec, les contraintes de toute nature imposées aux interprétations, tout cela concourait à ralentir les évolutions et à leur donner un caractère erratique. Les Romains, de l'avis de tous les spécialistes, passèrent maîtres dans cet art d'adopter à l'expérience les armes, les outils et les tactiques qui semblaient avoir donné l'avantage à leurs adversaires.

⁴ Dans cette acception, stratégie et tactique ne représentent pas deux *niveaux* de commandement mais deux activités essentielles et complémentaires de tout chef de guerre.

⁵ Jean Flori (*La chevalerie*, Gisserot, Paris, 1998, p. 54) observe que, statistiquement, peu de chevaliers aux XI^e et XII^e siècles ont pu prendre part à une grande bataille et qu'aucun n'aurait pu en vivre deux. Et on parle d'une période que nous imaginons comme extrêmement belliqueuse...

Dans beaucoup de cas, ces évolutions furent initiées par les plus humbles acteurs, dans une démarche purement expérimentale que nous pourrions utilement dénommer aujourd'hui *adaptation réactive*. Ce fut notamment le cas tout au long du Moyen Âge, période d'immenses évolutions, aussi méconnue qu'incomprise, sans doute parce que l'écrit y fut rare et la spéculation plus encore. Pour n'en citer qu'un exemple, si on en croit la *Tapiserie de la Reine Mathilde*, les chevaliers franco-normands en 1066 pratiquaient encore indifféremment trois escrimes de la lance⁶ : quelques-uns l'employaient encore comme un javelot, la lançant sur l'ennemi à la manière antique, la plupart la brandissaient comme le javelot mais pour porter le coup d'estoc à main ferme de haut en bas, et seule une infime minorité chargeait déjà la lance en arrêt à hauteur de la ceinture, manière qui s'imposera bientôt, semble-t-il par la rançon de l'expérience et sans qu'aucun écrit spéculatif ne l'ait préalablement imaginé.

Drame ou tragédie : pérennité d'une fonction sacrée

Qu'est-ce qu'une bataille ? L'usage a longtemps employé ce mot pour désigner l'affrontement de deux généraux en chefs et de deux armées entières, soit qu'il n'y ait de part et d'autre qu'une seule armée en guerre, soit qu'il s'agisse des deux armées déployées l'une face à l'autre sur un théâtre particulier de la guerre. Suivant la nomenclature donnée par Colin dans ses « *transformations de la guerre* », on distingue cinq niveaux : *l'engagement* qui est l'action de guerre la plus élémentaire par laquelle deux petites unités, *partis* ou *détachements* se prennent mutuellement à *partie* ; le *combat* qui désigne tout engagement de détachements importants mais ne mettant pas en jeu le gros des deux armées ; la *bataille* dans laquelle les deux armées présentes sur un théâtre se livrent un combat général et cherchent mutuellement à s'anéantir ou à se neutraliser ; la *campagne*, suite de grande envergure de marches, de combats et de batailles, poursuivant des buts élevés, souvent même directement politiques⁷ ; la *guerre*, conduite par une combinaison et une succession de campagnes, en vue de buts exclusivement politiques.

Héritière d'affrontements ritualisés dans lesquels deux armées aux effectifs modestes, deux tribus ou deux cités, jetaient toutes leurs forces parce qu'elles y jouaient leur survie politique et souvent physique, la

⁶ Jean Flori, *ibid.* pp. 47-50.

⁷ La campagne est le niveau de ce que Guibert et Bonaparte appellent la *grande tactique* et que Bourcet puis Jomini appellent *logistique*, le deuxième n'y incluant d'ailleurs pas les ravitaillements. Il est évidemment tentant de mettre ce « niveau » en regard des fonctions de notre *niveau opératif*.

bataille conserve le caractère d'une dramaturgie dans laquelle un des deux adversaires doit inéluctablement mourir. La *corrida* ou une finale de Tournoi entre les XV de France et d'Angleterre en sont des modèles symboliques particulièrement efficaces. Comme la tragédie, elle suppose l'unité de temps, de lieu et d'action, le stade, les lices ou le champ-clos. L'échelle modeste, aussi bien en termes d'effectifs que de durée, des batailles antiques et médiévales, rendait aisée l'identification du *champ de bataille* aussi bien que du *jour de bataille*. La croissance continue des effectifs et l'augmentation subséquente de la durée des batailles entre le XVIII^e et le XX^e siècles altérèrent cette évidence: ainsi, si nul ne doute que l'affaire du 18 juin 1815 fut bien une bataille, où s'affrontèrent d'ailleurs deux armées contre une, où était situé le champ de bataille? À Waterloo? À la Belle Alliance? Entre Hougomont et la Haie Sainte? Et que dire de la bataille de la Marne de 1914, où s'affrontèrent plusieurs armées de part et d'autre, où les divisions tenaient, sur une *ligne de bataille* très approximative, le rôle des bataillons de jadis, et où presque personne ne combattit sur les berges de la rivière éponyme? Aussi bien cet affrontement, comme bien d'autres avant lui, dut être en quelque sorte inventé et ne fut dénommé bataille que parce qu'il en fallait une: comment conserver le public sans mettre une pièce à l'affiche?

Comme toute œuvre dramatique, la bataille a ses acteurs et son metteur en scène, il est rare qu'on les oublie. Elle a aussi son titre. Lorsqu'il manque il faut l'inventer et il arrive que son titre naturel ne soit pas bon et qu'il faille en trouver un meilleur: c'est ainsi qu'une bataille commencée de travers et de nuit par l'attaque d'une redoute sise près d'un village nommé Chevardino, livrée par deux armées russes sur une position près d'un autre village nommé Borodino, resta chez nous sous le nom d'une rivière sans rapport aucun avec le champ de bataille, sinon qu'elle permettait d'appuyer, comme en sous-titre, l'idée d'une *grande bataille sous les murs de Moscou*, murs distants en réalité de plus de 100 kilomètres.

Comme toute pièce enfin, la bataille a ses spectateurs, et peut-être n'existe-t-elle que pour ces derniers. Il y a ceux de la loge d'honneur, le souverain – lorsque celui-ci n'est pas lui-même metteur en scène – et son entourage. Ils peuvent être présents, comme Louis XV à Fontenoy, ou assister à la pièce en différé, par l'entremise des comptes rendus: « *On parlera de nous dans la chambre des dames...* » disait Joinville. Et il y a ceux du parterre, des balcons et du paradis. Sauf les naturels de l'endroit, plus souvent victimes que proprement spectateurs, et en dehors de quelques cas historiques fameux, le peuple n'a droit qu'au différé par l'intermédiaire des gazettes et des communiqués, lesquels maquillent

les acteurs, redessinent la scénographie, adaptent décors et événements pour rendre le spectacle plaisant. Une bonne bataille, cela sert à faire vendre, en commençant par l'audimat du journal télévisé.

La bataille s'engage selon un synopsis, le plan préconçu du général en chef, mais ce plan est rarement respecté au-delà du premier acte, il ne va d'ailleurs souvent pas plus loin : dans cet art dramatique, un bon metteur en scène est un bon improvisateur. Le drame se joue dans une succession d'actes et de scènes, entrées en scène, exposition, péripéties, dénouement, comme le note Napoléon lui-même : « *Une bataille est une action dramatique, qui a son commencement, son milieu et sa fin. L'ordre de bataille que prennent les deux armées, les premiers mouvements pour en venir aux mains, sont l'exposition ; les contre-mouvements que fait l'armée attaquée forment le nœud, ce qui oblige à de nouvelles dispositions et amène la crise, d'où naît le résultat ou dénouement.* »

On observera que la plupart des scènes passées à la postérité doivent leur succès plus à leur efficacité symbolique qu'à leur effet tactique : les *trois coups*, frappés par les légionnaires sur leurs boucliers, ou par la *grande batterie* matraquant la ligne anglaise à Waterloo⁸ ; les *grands monologues de l'acte 1* comme l'ordre du jour de Joffre à la Marne ou la harangue de Guillaume le Maréchal à Lincoln⁹ ; les entrées en scène fameuses comme le salut, peut-être inventé, du Comte d'Antherroches à Fontenoy ; les duos et arias qui ponctuent la pièce de péripéties héroïques souvent sur jouées (le trompette-major des chasseurs de la garde brisant sa trompette sur des artilleurs russes à Austerlitz) ; les réparties en cascades, attestées, inventées ou enjolivées, source inépuisable de devises régimentaires (« *Grenadiers de la 48^e, que dites-vous de ces gens-là ? – Général, ils sont morts !¹⁰* ») ; les *mots de la fin* célèbres (« *Tout est perdu, fors l'honneur¹¹* » ou celui de Cambronne) ; la figure du « méchant » ou du traître, la face sombre de l'histoire (le connétable de Bourbon à Pavie ou le fameux capitaine de cara-

⁸ Pendant tout l'Empire, l'usage fut que la bataille fut déclenchée par trois coups tirés par une batterie de la Garde.

⁹ « *Pour défendre notre valeur, pour nous, pour ceux qui nous aiment, pour nos femmes et nos enfants, pour la défense de nos terres, pour conquérir le très haut honneur, pour la paix de l'Église aussi, pour la rémission de nos péchés, soutenons bien le poids des armes... Vous êtes la demeure du pays... Voyez ceux-là dans votre main. Ils sont à nous si le cœur et le hardiment ne nous font défaut. Si nous mourons, Dieu nous mettra dans son paradis. Si nous les vainquons, nous aurons acquis honneur durable pour nous et notre lignage. Ils sont excommuniés et ceux qui recevront de mauvais coups iront en enfer.* » Cité par Georges Duby, Guillaume le Maréchal ou Le meilleur chevalier du monde, Paris, Arthème Fayard, 1984.

¹⁰ Prêté au Général de division Richepanse à Hohenlinden, 1800.

¹¹ Prêté à François I^{er} dans une lettre à sa mère et régente Louise de Savoie, après Pavie, 1525.

biniers à Waterloo); et, pour attester qu'on livre bien une tragédie, la mort du héros et son inhumation dans le crépuscule, comme celles du jeune duc de Longueville au Passage du Rhin, du Chevalier d'Assas à Klosterkamp, ou de Caulaincourt à la Grande Redoute de la Moskova.

On remarquera d'ailleurs que le metteur en scène est aussi acteur, qu'il est par excellence un des héros de la pièce, et qu'il est bon qu'il en meure un de temps à autre pour faire une bonne histoire, comme Gustave-Adolphe à Lützen ou Turenne à Salzbach. Le souverain lorsqu'il commande en personne, tient spécialement ce rôle sacrificiel, soit qu'il meure ou qu'il tente de mourir (comme Napoléon à Waterloo ou Guillaume II en octobre 1918, empêchés de se lancer dans la bataille pour y mourir au milieu de leur armée), soit qu'il accepte d'être pris: notre époque juge sévèrement Jean II le Bon et François I^{er} pour s'être laissés prendre¹², mais tout ce que nous savons de l'opinion publique de leur temps donne tort à nos commentateurs. Charles V se verra justement reprocher d'avoir obéi à l'ordre de son père de quitter la bataille tandis que Philippe fondera sur sa désobéissance et sur son surnom de *hardi* la puissance de la maison de Bourgogne qui bientôt dépècera le Royaume. « *Demain dans la bataille, le Roi portera le péché de son armée* »¹³. Toute bataille, heureuse ou non, décisive ou pas, est livrée pour entrer dans le Livre d'Or. Si on ne peut la gagner, au moins faut-il lui mériter d'être citée dans la Légende des Siècles ou être racontée à *une heure de grande écoute*. « *Il faut être beau* » disait le lieutenant de Gironde en se rasant la veille de son dernier combat. Car l'opinion, aujourd'hui comme autrefois, est versatile et irrationnelle, et vote pour le *beau* geste quand ce n'est pas pour le *joli garçon*.

La scénographie, les règles régissant la place et le jeu des acteurs sur la scène, les nuances d'interprétation, le rôle du chœur (la grande batterie encore?), le rôle des appariteurs et des machinistes, celui du souffleur (la cellule conduite de l'état-major?), tout cela constitue la tactique. La scène

¹² Le premier à Poitiers, ou Nouaillé-Maupertuis, en 1356, le second à Pavie en 1525.

¹³ Alexandre Sanguinetti (*Histoire du soldat, de la violence et des pouvoirs*) cite ainsi Shakespeare dans le monologue d'Henri V la veille d'Azincourt. Nous conservons la citation dans le sens qu'il lui donne, quoiqu'elle semble fautive dans sa lettre aussi bien que dans son esprit. Après un dialogue avec des soldats dans lequel le Roi a rejeté au contraire cette responsabilité, Shakespeare fait dire à Henri V au début de son monologue: « *Sur le compte du roi ! Notre vie, nos âmes, nos dettes, nos tendres épouses, nos enfants, et nos péchés, mettons tout sur le compte du roi ! — Il faut donc que nous soyons chargés de tout.* » (Henri V, Acte IV, scène 1.) « *Demain dans la bataille* » est tiré de l'apostrophe du fantôme du duc de Clarence à Henri III la veille de Bosworth (Henri III, acte V, scène 3): « *Demain dans la bataille pense à moi et que ton épée tombe émoussée.* » Ce sont d'ailleurs ses propres crimes qu'Henri III porte dans la bataille et non ceux de ses soldats.

est la *position* sur laquelle une des deux armées a décidé de livrer bataille et où l'autre l'aura acceptée. Car la bataille est un cadeau qu'on *offre*, qu'on *donne*, qu'on *livre*. On peut l'*accepter* ou la *refuser*, pour peu qu'on dispose de la *liberté* d'action.

Les préliminaires, la mise en place du décor et des acteurs, consistent pour une des armées à s'assurer d'une *position* convenable en fonction d'intentions offensives ou défensives. Une *position offensive* doit permettre d'assembler l'armée et de déboucher dans différentes directions en assurant dans toutes les hypothèses une ligne de communication. Une *position défensive* doit à la fois obliger l'ennemi à prendre l'offensive et permettre de recevoir son attaque. Son étendue doit être proportionnelle à la taille de l'armée, ses ailes doivent s'appuyer à des obstacles susceptibles de décourager ou d'interdire le contournement, et elle doit mettre la ligne de communication à l'abri des entreprises de l'ennemi. *L'ordre de bataille* désigne tout ce qu'on appelle aujourd'hui le *dispositif* (ou la *formation* pour les petites unités en marche), l'*organisation* (quelles unités sont affectées à l'armée) et l'*articulation* (comment l'organisation est adaptée à la mission, à la position occupée, à la manœuvre envisagée).

La bataille est le cadre espace-temps dans lequel l'action tactique produit d'un coup tous les effets politiques et stratégiques. Marches et contre-marches, manœuvres et combats, donc toutes les actions tactiques, ne sont que les scènes d'un drame et ce que nous appelons *phases* ou *temps* en sont évidemment les actes. C'est pourquoi on les conçoit autant dans un but de communication que dans un but d'efficacité tactique, les deux se rejoignant dans la nécessité qu'a le chef de se faire comprendre et obéir des acteurs. C'est pourquoi encore, lorsque la conception n'a pas donné aux monteurs¹⁴ des scènes photogéniques et suffisamment aisées à couper et monter, on redécoupe le film, changeant l'ordre d'apparition des acteurs, enjolivant le rôle de l'un ou noircissant celui d'un autre. Que les chroniqueurs de jadis aient ainsi réécrit l'histoire ne devrait pas surprendre et encore moins choquer nos contemporains : ce ne fut jamais rien d'autre que de la STRATCOM, et une STRATCOM apparemment assez efficace, dont les méthodes pourraient utilement nous inspirer...

Enfin, il nous faut comprendre que la bataille a toujours cristallisé la dimension sacrée et religieuse de la guerre et de la politique au sens large : elle est le *Jugement de Dieu*, l'*ordalie* par excellence, c'est pourquoi elle cristallise les attentes du politique comme du peuple. D'innombrables

¹⁴ On les appelait chroniqueurs. On les nomme aujourd'hui *communicants*...

poètes, philosophes, et dramaturges, dans toutes les traditions, expliquent leurs résultats par l'intervention des divinités les plus diverses, celles dédiées à la guerre (Mars, Athéna, Odin, etc.) mais aussi et avant tout celles qui personnifient le hasard et la nécessité: *Anankè* ou *Necessitas* et leurs filles les *Parques*, divinités des destins individuels; *Tyché* ou *Fortuna*, divinité de la destinée de la cité et du hasard, représentée les yeux bandés et tenant la roue du destin et la corne d'abondance. La bataille est le lieu où on prend tous les risques pour tout perdre ou tout gagner. Les Anciens avaient compris que la chance (*Fortuna*) y tenait une plus grande place que les qualités humaines, techniques ou tactiques, et c'est la raison pour laquelle les batailles sont rares.

La bataille est une liturgie où s'affrontent nécessairement le Bien et le Mal. Elle commence toujours par des excommunications solennelles et des sacrifices (la messe du dimanche de Bouvines) par lesquelles chaque camp entend s'attacher la faveur des dieux. Cela n'a guère changé depuis l'Antiquité: nos porte-paroles modernes ne cessent de répéter à longueurs de journaux télévisés que les ennemis ne sont que des *terroristes*, les excommuniant de la communauté des nations comme de celle des gens respectables. Rien ne sert de combattre si on n'est dans le bon droit car « *les gens d'armes batailleront, [mais seul] Dieu donnera la victoire*¹⁵ ». Il n'est pas certain que ces comportements soient rendus nécessaires uniquement par la nature démocratique de nos sociétés. Tout porte à croire, au contraire, qu'ils résultent de besoins individuels et collectifs enfouis au plus profond de l'âme humaine et qu'on continuera d'en user ainsi dans les guerres de l'avenir, quelles que soient leurs formes technologiques et le mode d'organisation des nations en cause.

Cette dimension sacrée de la bataille et son importance politique ne sont d'ailleurs pas sans conséquence sur la liberté tactique d'accepter ou de refuser la bataille. Refuser la bataille fait encourir le déshonneur – on dirait aujourd'hui encourir une chute de popularité ou une baisse dans les sondages – ce qui a parfois un coût politique très supérieur à celui de l'éventualité d'une défaite. La pression des barons et de l'opinion, ulcérés par l'inaction royale apparente face aux chevauchées anglaises de 1339 et 1345, n'est pas pour rien dans la précipitation dans laquelle Philippe VI et son armée engageront à Crécy-en-Ponthieu une bataille qu'ils ne croyaient ni pouvoir perdre ni pouvoir refuser. La même pression des grands propriétaires et du peuple conduira en 1812 le Tsar à relever de

¹⁵ D'après la réplique de Jeanne d'Arc aux prélats de Chinon qui lui demandaient pourquoi Dieu aurait eu besoin de gens d'armes s'il voulait libérer la France.

son commandement Barclay de Tolly, coupable de refuser la bataille et de reculer indéfiniment en brûlant le pays devant la Grande Armée. Son successeur Koutouzov poursuivra pourtant la même méthode jusqu'à la position de Borodino.

Hier, aujourd'hui et demain : persistance du mythe et évolutions des formes

La puissance rituelle, religieuse, et politique de la bataille a eu pour corollaire l'érection de mythes comme celui de la « bataille décisive ». Le plus fort fut toujours tenté de s'en remettre au Jugement de Dieu pour s'épargner les longs désagréments d'une guerre. Mais si on excepte le règlement de « la crise » des Cimbres et des Teutons par Caius Marius¹⁶, on trouve fort peu de bataille qui ait été réellement « décisive » à l'échelle d'un conflit. La Turbie, Trasimène et Cannes, aussi « décisives » qu'elles aient été, n'ont pas permis à Hannibal de vaincre Rome. Qu'est-il resté aux rois anglais des résultats « décisifs » de Crécy, Poitiers et Azincourt ? Austerlitz a permis d'obtenir une trêve fort temporaire dans un conflit qui se termine dix ans plus tard là où il avait commencé, en Belgique. L'histoire nous a légué fort peu de batailles et presque aucune « décisive ». À moins qu'elles n'aient été « décisives » qu'en tant qu'elles ont duré dans les mémoires, donc comme des outils de communication, de « signification ».

La réalité est que la bataille ne donne militairement qu'une « décision limitée » : elle conclut souvent une campagne, presque jamais la guerre. Elle change le rapport de force militaire ou politique pour la suite. La guerre ne prend presque jamais (et moins encore aujourd'hui) la forme du *coup du berger*, mat en trois coups pour débutants.

Parce qu'on a pris l'habitude de n'imaginer la bataille que sous ses formes anciennes, on peine à comprendre ce que seraient des batailles aujourd'hui et ce qu'elles pourraient être demain. Or, de la plus haute antiquité à nos jours, les batailles ont souvent changé de forme et surtout d'échelle. Si elles en sont devenues plus difficiles à « isoler », leur nature est demeurée. À l'origine, et jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, on eut des *batailles d'armées* opposant des armées groupées aux effectifs modestes (entre quelques milliers et une trentaine de milliers d'hommes) sur des champs de bataille n'excédant pas un compartiment de terrain, et des durées allant

¹⁶ Aix (- 102) et Verceil (- 101). Peut-être le seul exemple de « solution militaire » à un conflit que l'histoire nous ait légué puisque les sources disent que même les femmes se suicidèrent après avoir tué leurs enfants.

de la demi-heure à quelques heures¹⁷. Du milieu du XVIII^e siècle à 1914, on eut des *batailles de divisions*, livrées par des armées nettement plus nombreuses (jusqu'à 100 000 hommes), divisées c'est-à-dire *articulées* en corps relativement autonomes¹⁸, sur des fronts n'excédant guère la dizaine de kilomètres, et avec des durées encore limitées à une journée dans la plupart des cas : il est alors encore très facile d'identifier des batailles, avec leur général en chef, leur champ de bataille, leur jour de bataille. L'avènement de la guerre industrielle et des systèmes de mobilisation générale bouleversa complètement cette vision. L'affrontement général et apparemment permanent de groupes d'armées comprenant des millions d'hommes, alignés au coude à coude sur un front continu de plusieurs centaines de kilomètres, les pertes effroyables engendrées par l'échec répété et coûteux de grandes offensives dont on espérait toujours qu'elles mettraient fin à la guerre, tout cela remit en cause l'idée qu'une bataille – telle qu'on l'imaginait jusque-là, assez étroitement circonscrite dans ses effectifs, dans l'espace et dans le temps – puisse être décisive, voire qu'on puisse encore en livrer¹⁹.

On a pris l'habitude de théoriser les solutions adoptées alors par les états-majors pour résoudre ce problème et d'y distinguer des solutions tactiques – lire « rétrogrades » – et d'autres opératives ou « opératives ». Cette compréhension mériterait d'être corrigée : les solutions pratiques adoptées par les uns et les autres se ressemblent en réalité énormément et ne diffèrent guère que par la sémantique adoptée sur le moment et par des interprétations élaborées après coup. Pour ne prendre qu'un exemple, la méthode élaborée par Pétain en 1917 et 1918 pour épuiser les réserves allemandes par des coups de boutoirs successifs donnés à des endroits différents du front, est considérée par les Français comme une nouvelle manière de faire de la tactique et non comme un nouveau niveau de la guerre. On persistera à appeler *batailles* les grandes actions successives de groupe d'armée (batailles de la Fère, du Tardenois, du Matz, etc.). Les Russes de leur côté vont appeler *opérations* ces grandes actions successives

¹⁷ Les batailles ayant duré plus d'une journée sont exceptionnelles et bien connues : Marignan (1515), Fribourg-en-Brisgau (3, 5 et 9 août 1644) et quelques autres.

¹⁸ Initialement les divisions du système de Guibert puis les corps d'armées. Le facteur essentiel à l'origine de la division de l'armée réside dans la capacité nouvelle qu'a un détachement de combattre en retraite parce que, notamment, la portée et la mobilité de son artillerie lui permet désormais d'engager l'ennemi à une distance suffisante pour éviter un abordage. Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, deux troupes ne pouvaient se combattre qu'en étant à quelques mètres l'une de l'autre donc à la merci d'un abordage, incapables de reculer sans risquer de recevoir un assaut dans une formation défavorable. Un détachement ne pouvant combattre en reculant ne pouvait permettre de gagner du temps et courait le risque d'être perdu pour rien.

¹⁹ Cela commence peut-être en Sibérie en 1905.

menées par des *fronts*²⁰, ce qui les conduira à imaginer un niveau particulier et un *art opératif*. Ce qui demeure dans les deux cas, c'est la distinction de batailles et le changement d'échelles de celles-ci par rapport à celles de la période précédente: la bataille n'est plus physiquement un match privé sur un ring fermé: on appellera désormais bataille une action d'ensemble, suite de grandes manœuvres, de combats, d'actions d'intoxications, etc. menant à un but commun et identifiable à deux grands chefs opposés: bataille de France, bataille d'Angleterre, bataille des convois de l'Atlantique, etc. Certaines de ces batailles auraient pu aussi bien être appelées *campagnes*, et il semble que le nom de bataille ne leur ait été attribué qu'en raison de sa résonance morale. Ce qui n'a pas empêché d'ailleurs la résurgence de batailles plus classiques, comparables à celles de la guerre précédente: batailles de Gazala, d'El Alamein, de Cassino, des Ardennes, etc. En bref, plutôt qu'à une signification d'ordre technique dans la hiérarchie des actions militaires, le mot bataille reste attaché à l'instant sacré, au moment de la violence extrême, de l'effort surhumain, du jugement des dieux... et aux nécessités de la communication politique.

Les choses ne semblent pas avoir tellement changé sur ce registre, si l'on en croit les analystes, les témoins, les communiqués, et les modernes chroniqueurs que sont nos journalistes. En quoi consisterait la guerre au Proche Orient – ou que pourrait-on en dire, ce qui revient à peu près au même – sans Afrin, Kobané, La Gouttah, Mossoul ou Palmyre? À la lumière de ce constat et des promesses quotidiennes des chercheurs, des industriels et des analystes géopolitiques, que sera une bataille dans l'avenir? À quels nouveaux changements de forme ou d'échelle devrions-nous nous attendre? La réponse dépend, d'une part de l'évolution peu maîtrisable d'une multitude de facteurs (qualités techniques et coûts des matériels, évolutions des sociétés, évolutions des ressources rares, etc.), d'autre part de choix à faire pour adapter le recrutement, l'organisation, l'équipement et la tactique, aux exigences du moment. Or ces exigences dépendront également des buts que se fixeront les belligérants à un instant donné. Esquissons deux hypothèses.

La première est celle d'une *bataille de nano-divisions*. Les armées de demain seront rares et chères en raison de l'extrême augmentation du coût de possession des équipements modernes. Leur capacité de manœuvre pourrait être renouvelée grâce aux capacités de combat collaboratif et de bataille info-centrée et aux capacités accrues de protection. *A contrario*,

²⁰ Dans les immensités russes, le front n'a jamais été continu, même pendant la Seconde Guerre mondiale. D'où la dénomination de *front* donnée au groupe d'armées: le *front* n'a de réel équivalent chez nous que le groupe d'armées attaché à un théâtre particulier, considéré comme isolé (comme le commandement des armées alliées d'Orient par exemple).

la multiplication d'engins et de drones autonomes, la capacité à délivrer des tirs à tuer à longue et très longue portées avec des pouvoirs de destruction inédits (munitions thermo-bariques, etc.), les menaces cyber, tout cela pourrait au contraire produire un blocage tactique comparable à celui des années 1914-1917²¹, et obliger à enterrer les troupes, à disperser les modules, à en réduire les volumes, à cloisonner les réseaux comme les dispositifs. Face à cette hypothèse, un courant de pensée constant depuis bientôt 50 ans, partant du maillage du commandant Brossolet, se continuant par le général de Giuli et sa *manœuvre vectorielle*, jusqu'aux dispositifs zonaux du général Hubin, préconise l'adoption d'une tactique que nous dirons *atactique*²². Parce que tactique signifie organiser et ranger l'armée, alors que ce courant se propose de ne plus ranger ni organiser du tout l'armée (c'est la proposition extrême de la *manœuvre vectorielle*) ou au moins de ne la ranger et organiser que partiellement. Ce n'est pas faire injure à ces innovateurs que de dire qu'eux-mêmes ou leurs disciples n'ont pas apporté encore de réponses détaillées et convaincantes aux questions redoutables posées par leurs propositions en termes de soutien, de commandement, de coordination, de moral, d'adaptation aux nécessités d'une guerre aux objectifs majeurs, etc.

La deuxième hypothèse pourrait partir de l'observation des batailles actuelles et de l'idée que les armées de demain pourraient bien ressembler à celles de 1918 et 1940 : armées aux effectifs importants en proportion des objectifs poursuivis dans le conflit, combinant des forces nombreuses classiques dans leur équipement et leur organisation, économiques en termes de coûts de possession, avec des unités « d'élite » équipées de toute la gamme des moyens dits « de quatrième génération », *réseau-centrées, géolocalisées, cyber-capables, hyper-véloces* grâce notamment à la mise en œuvre de méthodes permettant un *soutien hyper-mobile*, etc. Il va sans dire que l'armée française du début de l'ère Scorpion pourrait bien *de facto* ressembler à cela pendant les trente prochaines années et que la nouvelle tactique pourrait bien consister à manœuvrer des forces aux capacités très différentes.

Il y aura donc toujours des batailles et lorsqu'on en manquera, il faudra encore en inventer. Parce que le monde ne semble pas plus ordonné qu'hier et que la guerre se rappelle à notre bon souvenir, parce que la guerre passera toujours, sous une forme ou sous une autre, par la mise en œuvre de moyens concrets dans des moments de violence paroxystique, et

²¹ C'est en tout cas ce qu'on observe dans le conflit ukrainien.

²² Néologisme formé par référence à la musique atonale.



parce que la politique exigera toujours des *morceaux choisis* pour mettre la guerre en scène devant la troupe et le peuple, les faire adhérer aux buts du conflit et leur en faire accepter les coûts et les conséquences. La bataille demeurera donc évidemment comme la *bonne page* par excellence et l'histoire bataille comme une sorte d'anthologie de « *la politique continuée par d'autres moyens* ».

La bataille décisive, mythe ou réalité ?

*Colonel Gilles HABEREY,
chef d'état-major du CDEC*

« Le général qui se lance dans la guerre (...) avec la certitude qu'il peut et qu'il doit anéantir l'adversaire jettera tout dans la balance dès la première bataille en espérant qu'il emportera toute la décision ».

Carl von Clausewitz

La guerre est un phénomène durable des relations internationales où l'affrontement des volontés politiques s'exprime sur un large spectre d'activités. Pour autant, sa forme la plus emblématique est d'ordre physique et militaire, expression concrète et paroxystique de la force et de la violence. **Il n'est donc pas étonnant que, dans l'histoire et l'imaginaire des nations, la bataille continue de constituer un moment clé.** Ce concentré de violence armée, ce lieu où s'entrechoquent volontés et moyens, occupe une place fondamentale tant il marque profondément la vie des civilisations. En effet, même si en la matière les contre-exemples existent, il n'en demeure pas moins que les rapports conflictuels entre peuples et nations se sont le plus souvent soldés sur le champ de bataille.

Or, comme les conséquences de ce moment extrême sont souvent radicales pour les hommes comme pour les états, les dirigeants en charge du destin de la cité ont toujours cherché à maîtriser la complexité de la campagne militaire afin d'obtenir la victoire. Il n'est guère étonnant que la recherche des conditions de la destruction physique et de l'effondrement moral de l'adversaire ait irrigué au plus haut point les travaux et réflexions des plus grands stratèges, et en premier lieu de Carl von Clausewitz. Ce dernier consacre d'ailleurs, dans son œuvre « De la guerre » et plus particulièrement dans un de ses livres majeurs baptisé « l'engagement », une analyse relative à l'importance de la bataille décisive. Celle-ci, par son caractère absolu et son effet politique – puisqu'elle est censée finaliser la séquence de guerre –, a pris, dès la parution de l'ouvrage, **une dimension**

fondamentale dans la réflexion tactique et stratégique de ses lecteurs. Sacralisée, relativisée ou critiquée, cette notion n'a pas été sans peser sur la manière de comprendre et de conduire la guerre.

Aujourd'hui encore, il apparaît que **l'idée-même de « bataille décisive » garde toute sa pertinence dans le sens où elle s'inscrit parfaitement dans le spectre étendu des formes de la conflictualité**. À bien y regarder, au-delà des évolutions des formes de la bataille, et sous réserve d'une lecture large de la pensée clausewitzienne, il est aisé de constater qu'elle n'a rien perdu de son actualité tactique.

* * *

Incontestablement, il convient de considérer que cette approche de la « bataille décisive » prête à débat et peut paraître datée. En effet, en premier lieu, il est indubitable que **Clausewitz est d'abord un penseur, fut-il brillant, marqué par son époque** et que le concept peine à trouver des équivalences exactes dans la réalité actuelle. Les chocs entre nations qu'il intègre comme références, même s'ils ne se limitent pas aux seuls affrontements d'armées symétriques¹, sont profondément marqués par les empreintes frédéricienne et napoléonienne. Or, à cette période, il convient de reconnaître que la manœuvre tactique pensée et conduite par ces grands chefs militaires atteint une forme de perfection dans les liens entre bataille, campagne et guerre. Clausewitz, témoin et acteur de cette période, en vient notamment à formaliser l'idée qu'au terme d'une campagne longue ou non, **l'atteinte directe ou indirecte du centre de gravité ennemi, moment hautement politique, se conclut par une bataille de haute intensité**. En substance, le stratège allemand écrit dans « De la guerre »² que « *la destruction des forces ennemies est le principe primordial de la guerre et, dans l'action positive, la voie la plus directe vers le but. C'est fondamentalement dans le cadre de l'engagement qu'a lieu cette destruction des forces. Il faut de grands engagements pour obtenir de grands succès* ». Partant du postulat que la guerre s'articule autour de trois objets que sont les forces militaires dans ses dimensions humaines et matérielles, le territoire et la volonté de l'adversaire, il paraît peu contestable qu'à cette époque, dans la majeure partie des cas, la destruction des forces armées, quelles que soient leurs formes et leurs modes d'action, constitue un préalable aux deux autres objets. **Or, aujourd'hui, l'atteinte directe de la volonté de l'adversaire, par des voies militaires ou économiques, constitue un axe d'approche privi-**

¹ Clausewitz, contemporain des « petites guerres » du Tyrol ou d'Espagne, est assez bon historien pour ne pas méconnaître des formes alternatives de combat.

² Livre IV.

légié pour imposer sa volonté sans passer par le choc des armées. En témoignent par exemple les effets de l'emploi de l'arme nucléaire contre le Japon en 1945 qui n'est que la suite paroxystique de la campagne de frappes aériennes alliées sur le Japon et l'Allemagne et qui seront reprises contre le Viet Nam ou encore l'opération conduite par l'OTAN au Kosovo en 1999 qui ne visent pas les armées, mais les populations ou des cibles à haute visibilité ou emblématiques.

En second lieu, **les formes de la bataille ont sensiblement évolué à compter du XIX^e siècle** alors que la guerre entrait dans une phase de mutation, et il est désormais bien hasardeux d'imaginer retrouver à l'avenir des conditions où deux armées se font face dans un espace limité : avec l'industrialisation du phénomène conflictuel, l'augmentation exponentielle des effectifs et des arsenaux, l'extension géographique des espaces d'affrontement et l'imprégnation des esprits par des idéologies totalitaires, politiques comme religieuses, la bataille est devenue plus consommatrice en moyens et en hommes, plus longue dans sa durée, étendue à l'échelle de régions entières : à titre d'exemple extrême, la bataille de Verdun dure du 21 février au 18 décembre 1916, sur 2 500 km² et cause 700 000 tués, blessés et disparus³. Dès lors, **la bataille est devenue multiple, fragmentée, moins localisable et les échelles tactiques et opératives tendent à se brouiller.** Les notions de zone de contact ou zone de front sont plus complexes à identifier et il devient difficile parfois même de faire la part des belligérants, parfois nombreux et aux buts de guerre peu convergents voire évolutifs⁴. La fin des crises et guerres ne se solde plus systématiquement lors d'un engagement gagné ou perdu, car **des acteurs refusent la sanction des armes en se réfugiant dans une succession de combats infra-tactiques**⁵. Nous sommes donc loin de l'image traditionnelle de la bataille, et encore plus de la finalisation de la guerre par un acte guerre suprême qui confine au duel.

En dernier lieu, **ériger la « bataille décisive » en concept absolu l'a, d'une certaine manière, rendu inaccessible** à deux titres. D'une part, le risque est réel de considérer, à l'échelle des opérations, que la recherche de la rencontre constitue le « Graal » de l'action tactique. Cela reviendrait à admettre que la bataille doit constituer le moment ultime de la campagne et demande l'engagement de tous les moyens et de toutes les volontés, quelles qu'en soient les conséquences, avec une éventuelle **montée**

³ Les batailles de Léninegrad ou Stalingrad constituent d'autres illustrations.

⁴ Le conflit qui se déroule actuellement en Syrie en témoigne tout particulièrement.

⁵ Ce qui doit amener à relativiser les notions de victoire et de défaite à ce niveau.

aux extrêmes dans un choc frontal et meurtrier. Dès lors, une lecture rapide du concept d'anéantissement de l'adversaire⁶, comme ce fut le cas de l'école allemande portée par Moltke l'ancien et expérimentée par le maréchal Ludendorff, et la volonté de sanctionner rapidement les conflits compte tenu de leur coût humain et financier, est de nature à privilégier la rencontre hyperbolique dans la bataille. Les deux guerres mondiales ont hélas parfaitement illustré cette approche tactique⁷, semblant avoir invalidé la notion de « bataille décisive ». D'autre part, **l'irruption du fait nucléaire et sa théorisation dans le cadre d'une guerre devenue froide pourrait l'avoir rendu définitivement obsolète** : en effet, aucun belligérant détenteur de l'arme atomique ne se mettrait en situation de prendre le risque de perdre sa souveraineté suite à un affrontement décisif : il faut donc considérer que l'escalade des chocs tactiques conventionnels pourrait rapidement se conclure par la menace de l'emploi de l'arme ultime. À moins que le déclenchement du feu nucléaire ne soit devenu l'unique « bataille décisive », postulat qui ne repose que sur la volonté de l'emploi⁸.

* * *

La « bataille décisive » clausewitzienne peine à trouver une application parfaite dans la conflictualité d'aujourd'hui. Pour autant, avant de statuer définitivement sur la disparition de ce concept, celui-ci mérite sans doute une analyse plus complète pour en définir les ressorts et les expressions et juger *in fine* de leur actualité.

* * *

D'un point de vue strictement pratique, il apparaît que cette notion a sans doute été pervertie par une lecture partielle ou orientée de Clausewitz. En effet, « la bataille décisive » s'inscrit dans un double contexte de « guerre illimitée », mais aussi de « guerre limitée ». Et **le rapport de deux belligérants à l'affrontement ultime reste toujours au cœur des affrontements militaires**, même si la forme de la bataille prend des aspects assurément nouveaux.

Dans la « guerre illimitée », les objectifs politiques ne peuvent être atteints que par la destruction totale de l'ennemi, et en particulier de ses forces armées. Ainsi, le plan de campagne vise, combat après combat, à obliger

⁶ Liée, dans cette extension qui dépasse la lecture originelle de Clausewitz, à la certitude de la suprématie du militaire sur le politique une fois que la guerre est engagée...

⁷ Une lecture exclusive de la pensée clausewitzienne a parfois amené à justifier des excès dans la préparation des forces et la conduite de la guerre, jusqu'à donner un socle conceptuel à la stratégie nucléaire de représailles massives.

⁸ Ce qui ouvre à un autre débat.

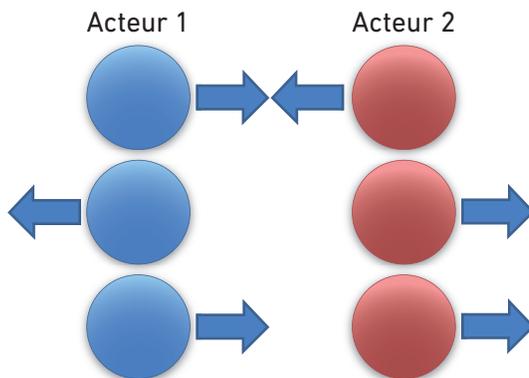
son adversaire à devoir placer l'ensemble de ses forces militaires en situation d'affrontement ultime, si possible en position de rapport de force inférieur, de sorte que cette dernière bataille annihile définitivement toute capacité à exercer la violence⁹. La « bataille décisive » trouve ici toute sa pertinence tant militaire que politique. Pour autant, elle ne couvre pas à elle seule la vision clausewitzienne de la guerre. **Moins connue, une partie de l'œuvre du stratège s'articule aussi autour de la notion de « guerre limitée » : dans ce cas, il s'agit moins de détruire son ennemi que de l'obliger à négocier dans des conditions moins favorables qu'au début de la guerre.** Une succession de batailles est de nature à faire évoluer les rapports de force, de sorte que seule la violence utile est mise en œuvre. Ainsi, si la « guerre limitée » est globalement celle qui prévaut dans un XVIII^e siècle sensible aux équilibres européens¹⁰, elle trouve une nouvelle pertinence dans la stratégie de contrôle du phénomène guerrier par les deux superpuissances de la « guerre froide », avec des affrontements limités à des conflits périphériques. **« Guerre limitée » et « guerre illimitée » sont donc bien les deux faces d'un même système stratégique d'autant plus souple qu'il s'adapte, dès la conception, à la définition des buts de guerre.** Hans Delbrück, grand spécialiste d'histoire militaire et remarquable lecteur de l'œuvre de Clausewitz, est un des premiers analystes à relever que, selon les attendus politiques, le chef de guerre veillera à utiliser une force militaire dimensionnée au niveau de violence nécessaire, qu'il soit total ou maîtrisé. La « bataille décisive » n'est donc pas une fin en soi, mais une modalité pratique de l'objectif politique.

Par ailleurs, il convient de ne pas perdre de vue que si « **la bataille décisive** » vise à créer la décision, c'est-à-dire mettre un terme à l'affrontement, elle **ne s'impose pas forcément d'une manière identique aux deux belligérants**. Trois types de relations sont à considérer :

- les deux acteurs recherchent la bataille car ils estiment chacun être en mesure de l'emporter ;
- les deux acteurs veulent éviter la bataille car pensant la perdre et attendent des temps plus favorables ;
- l'acteur qui pense être le plus fort cherche à pousser son adversaire à la bataille alors que ce dernier cherche à l'éviter à tout prix.

⁹ « À la lumière de toutes ces caractéristiques intrinsèques de la stratégie, nous estimons qu'il n'y a qu'un seul résultat qui compte : la victoire finale. En ce qui a trait à la guerre illimitée, nous ne devons jamais perdre de vue que la fin couronne l'œuvre. » Clausewitz.

¹⁰ Et au coût relatif à l'entretien d'une armée professionnelle dont les hommes sont difficiles à remplacer en cas de fortes pertes.



D'emblée, il apparaît donc que la perception qu'a chacun des belligérants du rapport de force est fondamentale dans la recherche ou l'évitement de la « bataille décisive ». La campagne, succession de batailles et de manœuvres, visera donc à ajuster les rapports de force, soit jusqu'à ce qu'un acteur dispose d'une suprématie permettant l'atteinte d'une décision par annihilation (ce qui revient à conduire la guerre sous sa forme politique illimitée), soit jusqu'à créer les conditions d'une supériorité ponctuelle afin d'amener l'un des acteurs à négocier (guerre limitée). La « bataille décisive » n'est donc qu'une approche tactique des fins politiques. **Si l'expression des deux premières postures s'avère aisée, le cas de l'évitement est particulièrement intéressant dans le sens où il s'inscrit parfaitement dans les mécanismes de guérilla ou d'insurrection.** En effet, face à une armée moderne et bien équipée, l'insurgé n'a d'autre option, à moins de prendre le risque d'être définitivement détruit, que de refuser le combat symétrique pour s'inscrire dans une guerre aux multiples combats dont aucun ne sanctionne véritablement la conduite des opérations. Souple et agile dans ses configurations, l'ennemi se fixe pour objectif, en se plaçant au cœur des populations dont il fait souvent partie, d'épuiser son adversaire en refusant la « bataille décisive ». D'ailleurs, à chaque fois que des insurgés tentent le combat décisif sans disposer d'un rapport de force nettement favorable, l'échec militaire est patent – Cholet en octobre 1793, Na-San 1952 en Indochine, la « bataille du Têt » en 1968 au Viêt-Nam ou Daesh en Irak récemment en sont l'illustration. Le recours au terrorisme ou au harcèlement permet d'éroder le potentiel moral et physique de l'adversaire afin d'établir une nouvelle équation militaire et politique pour mieux négocier. Éventuellement, si l'un des deux partis devient assez puissant, il peut reprendre l'initiative et battre finalement son adversaire¹¹. **Le passage**

¹¹ La guerre civile chinoise entre 1934 et 1949 ou encore la bataille de Dien Bien Phu illustrent parfaitement ce moment de bascule et d'accession à une forme de maturité organisationnelle, matérielle et tactique.

de la forme insurrectionnelle à la forme classique des armées est donc souvent une affaire de temps et de circonstance. L'actualité de la lecture clausewitzienne est donc attestée.

Au-delà des formes traditionnelles d'affrontements militarisés, il conviendra néanmoins d'intégrer **de nouvelles formes de conflictualités naissantes de nature à emporter la décision sur le champ de bataille.** La « bataille décisive » serait alors d'un autre ordre plus large que celui de la violence armée et de la destruction. Historiquement, il n'a pas été rare que des pressions politiques ou économiques transforment radicalement une situation militaire pourtant victorieuse : la pression exercée par les deux superpuissances en 1956 sur la France et la Grande-Bretagne à l'occasion de l'opération de Suez. Mais l'idée propre aux théoriciens de la « révolution dans les affaires militaires » selon laquelle la supériorité technologique tuerait l'idée même de bataille grâce aux frappes de précision et à la « quasi-transparence » de la zone d'opérations offerte par les radars et les drones, montre ses limites : outre le fait que « **brouillard** » et « **friction** » **constituent des facteurs non réductibles**, la guerre au milieu des peuples rend complexe l'emploi de la technologie qui ne permet pas de contrebattre toujours efficacement la volonté des combattants, l'absence d'architecture formalisée de commandement, la versatilité des acteurs, l'intelligence tactique et le recours à la surprise, à la prise de risque, à l'irrationnel. D'ailleurs, **la maîtrise technologique n'est pas l'apanage d'un seul camp** : à titre d'exemple, aujourd'hui, compte tenu de la dépendance des armées occidentales aux technologies du numérique, le domaine cyber devient un enjeu majeur du champ de bataille. Concrètement, qui imagine de nos jours une division manœuvrer sans ses ordinateurs et outils de simulation ? Or, un virus informatique intégré par l'ennemi, aussi faible militairement soit-il, pourrait sans doute, plus sûrement qu'une frappe d'artillerie, immobiliser un poste de commandement et de nombreuses unités subordonnées. En dépit des précautions prises pour contrer ce type de menace, **celui qui détruirait un système informatique de commandement ou brouillerait des satellites n'obtiendrait-il pas d'emblée le rapport de force de nature à gagner la « bataille décisive » ?** Et que penser des frappes réalisées par des essaims de drones à faible coût contre des postes de commandement ou des bases logistiques ?

* * *

La notion de « bataille décisive », si elle est comprise comme la sanction d'une campagne où se succèdent combats d'attrition – physique ou morale – jusqu'à atteindre la bataille ultime, demeure toujours pertinente. Si chaque acteur cherche, aujourd'hui encore, à écraser son adversaire



pour mettre fin le plus définitivement possible à un phénomène toujours trop coûteux en vies et en équipements, **l'histoire militaire, et plus largement les rapports conflictuels entre les nations, témoignent combien la guerre est avant tout un duel tragique où alternent, dans la durée, coups et parades.** La pensée de Carl Von Clausewitz, parfois dénaturée, résume parfaitement cette complexité entre des formes illimitées et limitées qui doivent être considérées conjointement en termes de finalité et donc, *in fine*, de styles de manœuvre face à l'ennemi. Car si le fait nucléaire a rendu moins avérée la bataille dans sa forme classique, la guerre continue de s'exercer sous des formes multiples et en constante mutation qu'il convient de continuer à étudier, sans idéologie ni conformisme, sous l'angle du tacticien comme du stratège.

À propos de l'*Essai sur la non-bataille* du commandant Brossollet

*Général Michel DELION,
général adjoint au directeur du CDEC*

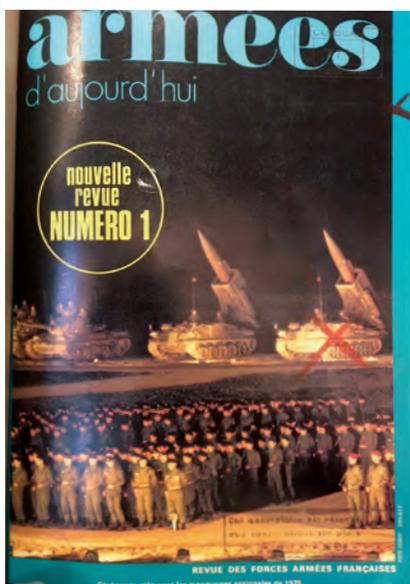
*Essai sur la non-bataille, Guy BROSSOLLET,
Paris, Belin, 1975*

Relire Brossollet, plus de quatre décennies après la parution de son *Essai sur la non-bataille* peut relever de la « madeleine de Proust » pour tout breveté de l'École de guerre, mais offre aujourd'hui encore d'authentiques pistes de réflexions, d'une singulière actualité. Il est en effet possible d'analyser sa pensée au prisme de trois idées : tout d'abord admirer la **capacité iconoclaste de réflexion** puis de rédaction d'un jeune officier stagiaire de l'École de guerre alors que la même École de guerre - Terre vient de voir sa durée de scolarité rétablie à une année pleine dans le but d'affirmer encore plus les capacités tactiques des futurs brevetés, ensuite la **déclinaison de l'innovation technologique** (missiles anti-chars, laser...) dans les champs tactique et opératif alors que cette même innovation est aujourd'hui au cœur des préoccupations du ministère des armées, enfin la **puissance de sa réflexion tactique** qui propose dans une démarche incrémentale d'aller jusqu'à modifier l'articulation même du système de forces de son époque alors que cette même tactique générale revient au goût du jour à l'École Militaire, avec la création d'une Chaire de tactique générale de l'armée de terre.

Une capacité iconoclaste de réflexion

En rédigeant son *Essai sur la non-bataille* lors de sa scolarité à l'École supérieure de guerre (1972-74), le commandant Brossollet, tout en soutenant avec force la dissuasion décrite dans le *Livre Blanc sur la Défense Nationale* de 1972, souligne l'ambiguïté de l'emploi des armes nucléaires tactiques de l'armée de terre (missiles Pluton) et remet en cause la primauté du char de combat, instrument principal de la bataille.

Rappelons tout d'abord le contexte environnant la parution de cet ouvrage, assez emblématique de l'application du concept de liberté d'expression au sein d'un système hiérarchique et régalien, tel que les armées. En publiant son ouvrage, froidement accueilli par l'institution militaire mais autorisé de parution, Brossollet s'inscrit dans la lignée des penseurs de rupture français, initialement décriés mais dont la postérité a souvent validé tout ou partie de leurs réflexions avant-gardistes, comme avant lui Charles de Gaulle avec son *Vers l'armée de métier* de 1934 et David Galula avec son *étude de Contre-Insurrection*, publiée par la RAND Corporation en 1968. Ce refus « d'écouter les voix qui dérangent » a d'ailleurs été finement analysé par Pierre Servent dans *Le complexe de l'autruche, pour en finir avec les défaites françaises 1870-1914-1940*, paru en 2011.



Fortuitement quasi-simultanément avec la parution de *l'Essai sur la non-bataille*, le ministre de la défense lance, en juillet 1975, une nouvelle revue d'information, *Armées d'aujourd'hui*, dont la couverture du n° 1¹ et l'article « Une Nation et sa défense » du général d'armée aérienne François Maurin, chef d'état-major des armées, sont tous deux illustrés par une image de la cérémonie nocturne de clôture de la manœuvre *Mourmelon 75*: des soldats de l'armée de Terre impeccablement alignés devant des chars AMX30 et des lance-missiles Pluton...

Devant le succès d'édition de *l'Essai sur la non-bataille*, la rédaction prit donc le parti d'ouvrir, dans le numéro 2, daté d'août 1975, ses colonnes au commandant Brossollet, afin de lui permettre de présenter son ouvrage, tout en offrant un espace d'expression équivalent au colonel Dominique de La Motte², adjoint de l'inspecteur général de l'armée de terre, pour un article intitulé « Réponse à la non-bataille ».

¹ Cote P 0975 du Centre de documentation de l'école militaire.

² Auteur en 2012 de *De l'autre côté de l'eau*, réflexion sur la liberté et la guerre, issue de son expérience d'Indochine.

Cette réaction de l'état-major peut s'expliquer par la nécessité militaire de l'unité d'action dans l'expression publique. En effet, lors de chaque Loi de Programmation Militaire, dans un contexte budgétaire rarement favorable, le CEMA doit inlassablement convaincre de la nécessité de sauvegarde d'un modèle d'armée complet, meilleure garantie de la capacité future de réponse à toute surprise stratégique, le fameux cygne noir de Juvénal. Dès lors, si les propositions alternatives sont évidemment constructives en phase d'élaboration et offrent l'incomparable mérite de stimuler la réflexion d'état-major, les voix divergentes postérieures, prônant un modèle toujours soi-disant plus économique, risquent clairement de devenir contre-productives en affaiblissant l'outil. Il n'est que de se souvenir des propositions budgétaires apocalyptiques (modèles « Y » et « Z ») lors des travaux préparatoires à la Loi de programmation militaire 2014-19³, faisant porter l'effort sur les forces spéciales, en arguant de la supériorité de la « qualité » sur la « quantité »... De même, à l'époque de Brossollet comme aujourd'hui, la réalité du recours à une défense européenne reste loin d'être acquise, même si la politique des petits pas produit peu à peu ses effets en ce domaine.

Voyons maintenant le côté iconoclaste de la réflexion, basé sur une analyse lucide de la contradiction entre la coutume militaire de son temps et le défi tactique posé par l'irruption de l'atome sur le champ de bataille.

Dans sa partie PRÉTEXTE, Brossollet souligne la fascination dans la pensée militaire française pour la bataille et l'action offensive, égratignant au passage l'offensive à outrance du début du siècle et minimisant la pérennité des enseignements à dominante offensive de Foch, qualifié de « dieu des écoles qui règne discrètement mais efficacement sur la pensée militaire française (p. 31) » alors que le *Livre Blanc* de 1972 prône clairement une stratégie défensive : « La France n'a ni revanche à prendre, ni frontière à modifier, ni hégémonie à imposer ou maintenir ». Dès lors l'articulation même des forces terrestres autour de la composante blindée, avatar ultime des cataphractaires antiques, lui paraît coûteuse et obsolète, alors même que le fait atomique est susceptible de bouleverser l'art de la guerre, tel qu'il est pratiqué depuis des siècles. L'articulation du schéma de manœuvre global de l'époque en quatre phases :

- Déploiement et marche à l'ennemi d'un détachement d'avant-garde ;
- Engagement offensif des divisions ;

³ Jean Guisnel, *Vers une apocalypse budgétaire pour les armées*, Le Point, 13 et 26/03/2013.

- Frappe nucléaire massive ;
- Exploitation par l'action offensive des divisions ;

induit à ses yeux « confusion entre *action* et *signification* et oblige le gouvernement, au niveau tactique, au tout ou rien (p. 24) ». Brossollet propose donc de bouleverser l'organisation et l'équipement des forces en prenant acte des possibilités technologiques qui semblent à cette époque redonner l'avantage au glaive sur le bouclier, via le missile anti-char, et de séparer clairement les forces conventionnelles des forces nucléaires tactiques. Face à l'écrasante domination matérielle du Pacte de Varsovie, il recommande, non pas de nous battre d'une manière dissymétrique vouée à l'échec, mais d'user d'un mode d'action indirect en « nous opposant :

- à la vitesse de l'adversaire, par la profondeur de notre dispositif ;
- à sa masse, par notre légèreté ;
- au nombre, par l'efficacité (p. 66) ».

Dans cette approche destinée à rester sous le seuil nucléaire, les forces nucléaires tactiques conservent un rôle de *signification* de la volonté politique, avant toute frappe stratégique. Brossollet prouve en deux lignes sa parfaite compréhension de l'intrication entre les niveaux tactique, opératif et stratégique : « si l'action relève du domaine militaire, la signification, elle, relève uniquement du politique. Et l'une ne se plie pas forcément aux impératifs de l'autre (p. 24) ».

Dans son approche prospective iconoclaste Brossollet prend évidemment le double risque de déplaire et de se voir partiellement contredit par le futur. Ainsi, par exemple, sa critique, essentiellement sous l'angle financier, de « la vieille dame qu'est l'artillerie (p. 50) » et de ses nouveaux AUF1 GCT résiste mal à la preuve ultérieure de l'utilité stratégique de leur emploi, tant en 1995 pour briser le siège de Sarajevo, qu'au Liban en appui des chars Leclercs déployés au sein de la FINUL II, puis lorsque leurs successeurs Caesar participèrent à la conquête de Mossoul en 2017...

L'innovation technologique au service de la tactique

Avec une rare lucidité à ce stade de la carrière, le commandant Brossollet décrit les opportunités tactiques rendues possibles par les progrès technologiques de son temps, en particulier des missiles antichars, mis en œuvre par des fantassins ou des hélicoptères.

Au fil de son *Essai*, Brossollet fait preuve d'une impressionnante maîtrise technico-tactique interarmes et interarmées, détaillant les récents moyens nécessaires à la dissuasion (Mirage IV, engins balistiques et SNLE⁴, p. 21), citant tour à tour les systèmes les plus modernes de sa décennie : missile léger antichar Milan⁵ (p. 68), Atila (automatisation des tirs et des liaisons de l'artillerie, p. 77), terminaux hertziens (p. 116), afin de les combiner au mieux dans son système de combat.

Véritable intégrateur des capacités nouvelles, il entrevoit le potentiel naissant de l'informatique⁶, essentiellement pour fluidifier la remontée d'information en allégeant les traditionnelles chaînes de commandement pyramidales (p. 70), suffoquées par l'afflux d'information. C'est d'ailleurs l'un des principaux arguments de ses détracteurs, lui reprochant une confiance exagérée dans une approche purement scientifique et décentralisée du mode d'action défensif, niant le rôle des échelons supérieurs de commandement dans la gestion de la bataille, et en particulier le déclenchement des contre-attaques, remettant ainsi en cause l'un des principes fondamentaux du commandement au combat : « *l'acheminement et l'emploi des réserves est, avec la manœuvre des feux, la responsabilité essentielle du chef pendant la bataille* »⁷.

Dans le paragraphe PERSPECTIVES (p. 107) Brossollet décrit précisément l'emploi futur des munitions guidées laser, telles qu'elles ont été popularisées par les forces américaines lors des deux guerres du Golfe, puis adoptées par les forces conventionnelles françaises, essentiellement à partir de l'engagement en Afghanistan. Sa compréhension du potentiel tactique de cette innovation est absolument remarquable, dans la mesure où, au tout début des années 70, les premiers autodirecteurs en étaient tout juste à la phase d'essai en vol et le prototype d'un illuminateur laser portatif n'était alors qu'en cours de réalisation⁸.

Son étude particulièrement exhaustive, qui souligne des lacunes réelles de l'outil de défense, est de plus complétée par un examen des possibilités financières du pays à l'égard de sa Défense, prenant en compte l'amélio-

⁴ Entrée en service du Mirage IV en 1964, du SNLE le Redoutable le 1^{er} décembre 1971.

⁵ Mis en service dans l'armée de terre en 1973.

⁶ Outil informatique IRIS 35 M développé à la fin des années 60, dans le cadre du « Plan calcul militaire ».

⁷ Rapport du lieutenant-colonel Langlais, commandant le Groupement aéroporté, à propos de la bataille de Dien Bien Phu, paru le 4 mai 1963 dans le Figaro Littéraire.

⁸ Catalogue de l'Exposition des Armements terrestres de Satory 1973..

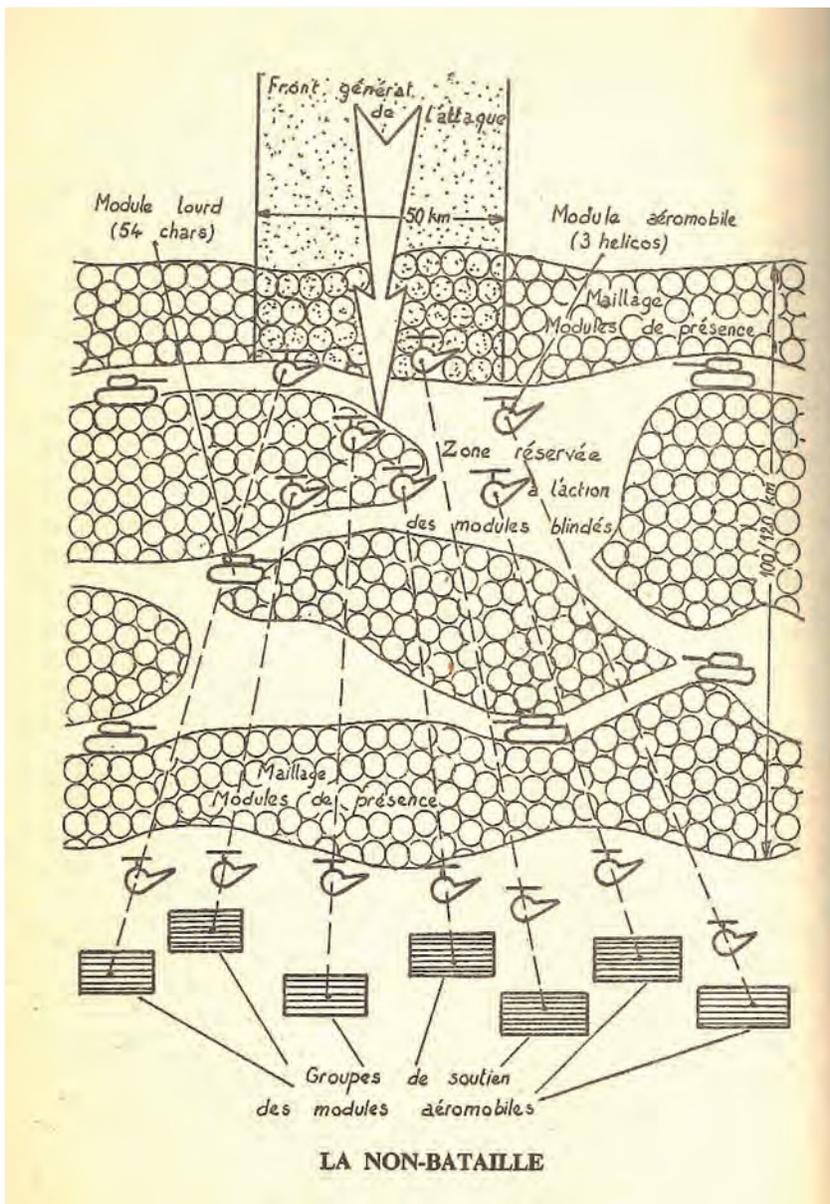
ration de la condition du personnel par redistribution des budgets dégagés des systèmes d'armes dont il recommande l'abandon (p. 103), ajoutant ainsi une réelle dimension organique, parfois réputée comme aride, à sa réflexion.

Les implications stratégiques de la réflexion tactique

Reconnu comme le plus authentique, voire le seul, penseur militaire français par le Professeur Coutau-Bégarie, chargé d'enseignement à l'École de guerre, Brossollet maîtrise parfaitement les implications stratégiques de ses conceptions tactiques. Dans son argumentation il décline méthodiquement les capacités traditionnelles de la composante tactique terrestre: commandement, mêlée (au contact et de réserve), appuis, soutien, capacité intégratrice interarmées, dont l'harmonieuse combinaison est source d'efficacité opérationnelle. Au-delà de son titre, qui pourrait à l'époque être compris comme un clin d'œil pacifiste dans l'air du temps, alors que l'auteur n'hésite pas une seconde à l'emploi cinétique des moyens, la *non-bataille* de Brossollet est en fait une manœuvre défensive décentralisée, à l'image « des mailles d'un vaste filet » (p. 67), basée sur l'emploi de « modules terrestres de présence (p. 67) », reliés par des « modules de liaison (p. 76) », combinés à des « modules lourds à base de blindés (p. 74) » et des « modules aéromobiles de destruction (p. 72) ». Le schéma (p. 82) illustre à lui seul son concept.

Ce mode de combat, qualifié par l'auteur de « fractionnaire » est en fait une adaptation simplifiée d'une défense d'usure et dans la profondeur, essentiellement basée sur l'attrition progressive de l'ennemi.

Ce qui reste particulièrement intéressant dans la démarche de Brossollet, et offre d'ailleurs prise à la critique de ses détracteurs, c'est la démarche incrémentale, qui serait aujourd'hui qualifiée de *bottom-up*, s'appuyant sur la cellule de base d'un volume d'une quinzaine de soldats aux ordres d'un lieutenant, comprenant 3 ou 4 équipes de « lutte anti-char » et une équipe « mortier de 81 ». Ce module recevrait « un secteur de combat et une tâche – destruction de trois engins adverses (p. 69) ». Cette cellule de combat élémentaire n'aurait vocation qu'à être employée une seule fois, réduisant ainsi les contraintes logistiques. La chaîne de commandement est prévue jusqu'au niveau bataillonnaire mais l'auteur reste silencieux au-delà, citant uniquement un commandement centralisé « disposant au sommet d'une banque de données (p. 77) » aux ordres « d'un chef-système, suprême organisateur et connecteur de ce vaste assemblage de modules synchrones (p. 113) », privilégiant clairement une approche déconcen-



trée du commandement. Son constat de l'affrontement des masses sur des espaces immenses conjugué à l'existence du fait nucléaire tactique, arme dont la décision d'emploi revient au pouvoir politique, rend en effet à ses yeux impossible la bataille traditionnelle, et donc plus que tout la manœuvre centralisée, aux ordres d'un chef, héritier du « mythe des Grands Décideurs (p. 45) ». Ce constat de la complexité des conflits

modernes a d'ailleurs été partiellement résolu par le général (US) Stanley Mc Chrystal dans son ouvrage *Team of teams*⁹, issu ses expériences de commandement des forces spéciales américaines en Irak puis de la coalition en Afghanistan, dans lequel il délaisse le « chef joueur d'échec » au profit d'un « chef jardinier, ayant une vision d'ensemble qui favorise la création d'un écosystème dans lequel son organisation opère ».

Conclusion

Certes Brossollet n'a pas été forcément prophète en son pays, brutalisant sans doute par trop une armée de terre à l'époque en plein bouleversement : accession à la capacité nucléaire tactique, entraînement focalisé en vue d'un engagement massif du corps de bataille blindé-mécanisé face au potentiel ennemi soviétique suite à l'écrasement du Printemps de Prague, crise de moral des comités de soldats¹⁰... Mais il faut reconnaître que la pertinence de son analyse stimula au sein de l'état-major l'évolution de l'organisation des forces : concept de la trame anti-char, cœur de l'entraînement tactique des années 80, concrétisation de son concept des « forces d'interventions aéromobiles (p. 98) » par la création de la force d'action rapide (FAR) en 1984, avènement de l'aérocombat (« Force Éclair » créée par regroupement des hélicoptères du 1^{er} CA en 1982 puis création de la 4^e DAM en 1985 et aujourd'hui du pilier ALAT dans le modèle « Au contact »), entre autres. De plus, le démantèlement en 1997 des missiles Hadès [successeur du Pluton, déjà recommandé par Brossollet comme un « Super Pluton » (p. 95)] faisant suite à l'élection du président Chirac en 1996 et à l'évolution de la force de dissuasion, qui passe alors de 4 à 2 composantes, illustre la pertinence de son propos relatif à l'ambiguïté d'emploi du nucléaire tactique.

Certains admirateurs voient également en lui l'un des concepteurs de la *techno-guérilla*¹¹ telle qu'elle a été pratiquée au Liban en 2006 par le Hezbollah ou encore de la guerre hybride, mêlant emploi des technologies les plus récentes, drones et cyber, avec les moyens plus traditionnels – chars et artillerie..., comme par exemple au Donbass en 2016.

⁹ Penguin, mai 2015.

¹⁰ *Appel des 100*, revendication de soldats appelés aux candidats de l'élection présidentielle de 1974.

¹¹ Concept développé dans les années 80 par un auteur allemand Horst Afheldt (*Verteidigung und Frieden*, traduit en français par Pour une défense non suicidaire en Europe).

Enfin, compte tenu de la politique de dissuasion qu'il ne remet jamais en cause, Brossollet rappelle le rôle de nos armées qui consiste à « manifester à tout agresseur notre volonté de défense, ce qui implique de recourir aux armes de répression massive si la menace l'exigeait, et de permettre ce recours au moment choisi par le gouvernement (p. 61) ». À cet effet Brossollet recommande donc l'articulation des forces terrestres en trois forces complémentaires : forces conventionnelles de *test* et d'*information* [du gouvernement en vue de sa prise de décision d'emploi de l'arme atomique], forces nucléaires de *signification*, forces d'*intervention*. Dans une sorte d'inversion de la formule Clauzewitzienne, il est possible d'en conclure que la frappe nucléaire, acte politique par essence, est bien la continuation de l'action de guerre conventionnelle par un autre moyen, sujet qui méritera un développement ultérieur.

Revue de littérature

- *Compte-rendu sur « Essai de la non-bataille »*, Jean KLEIN, *Politique Étrangère*, 40-5, pp. 560-563, 1975.
https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1975_num_40_5_1757_t1_0560_0000_2
- *La mort de Guy Brossollet, théoricien de la non-bataille*, Jean-Dominique MERCHET, *l'Opinion*, 16 septembre 2015.
<https://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/mort-guy-brossollet-theoricien-non-bataille-28161>
- *Essai de la non-bataille, de Guy Brossollet*, *Le Conflit*, 5 novembre 2009.
<http://www.leconflit.com/article-essai-sur-la-non-bataille-de-guy-brossollet-38822163.html>
- *Guy Brossollet : stratège, précurseur et esprit libre*, Jean GUISNEL, *Le Point*, 24 septembre 2015.
https://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/guy-brossollet-strategie-precurseur-et-esprit-libre-24-09-2015-1967519_53.php
- *Des théories françaises reprises par les stratèges de Daesh*, Jean GUISNEL, *Le Point*, 29 septembre 2015 (entretien avec Joseph HENROTIN).
https://www.lepoint.fr/editos-du-point/jean-guisnel/des-theories-francaises-reprises-par-les-strategies-de-daesh-29-09-2015-1968913_53.php

- *Guy Brossollet ou la dissolution de la pensée dominante*, Rémy HÉMEZ, *Ultima Ratio (IFRI)*, 18 septembre 2015.
<http://ultimaratio-blog.org/archives/7129>
- *Les adaptations de la guerre irrégulière aux nouvelles conditions technologiques : vers la techno-guérilla*, Joseph HENROTIN, *Stratégique*, vol. 93-94-95-96, n° 1, pp. 533-566, 2009.
<https://www.cairn.info/revue-strategique-2009-1-page-533.htm>
- *L'héritage de la pensée militaire française*, Hervé COUTEAU-BÉGARIE, *Revue de la Défense Nationale*, In Memoriam, Tribune, 27 février 2012.
<https://fr.calameo.com/read/0005581156f3e01dd913d>
- *Guy Brossollet's « Non-Battle »*, Alexander R. GALLOWAY, *Culture and Communication*, 10 décembre 2014.
<http://cultureandcommunication.org/galloway/guy-brossollets-non-battle>
- *Armed Forces, States and Threats: Civil-Military Institutions and Military Power in Modern Democracies*, Marc Ronald DEVORE, *Massachusetts Institute of Technology Archives*, 2009
<https://core.ac.uk/download/pdf/4424127.pdf> (G. Brossollet est référencé page 225)
- *Hervé Couteau-Bégarie, la techno-guérilla et la prospective militaire*, Joseph HENROTIN, *Prospective et stratégie*, vol. numéro 8, n° 1, pp. 37-46, 2017.
<https://www-cairn-info-s.acces-distant.sciences-po.fr/revue-prospective-et-strategie-2017-1-page-37.htm?1=1&DocId=502238&hits=4218+4217+3408+3407+905+904+128+127>

Histoire-bataille... Histoire-globale

*Lieutenant-colonel Georges HOUSSET,
CDEC, pôle études & prospective*

L'« histoire-bataille », c'est-à-dire la narration d'« événements guerriers », parfois fastidieuse, dans un ordre chronologique, avec plus ou moins force détails, a subi par le passé¹ une sorte de disqualification de la part des milieux académiques². Elle a pourtant, avec ses faits simples, clairs et émouvants, facilité l'enseignement de l'histoire à « nos têtes blondes ». En effet, il est plus aisé d'intéresser à Godefroy de Bouillon, Jeanne d'Arc et Bonaparte qu'à Étienne Marcel, Colbert ou Turgot. De même, il a toujours été plus facile de captiver l'attention d'un auditoire en narrant les faits d'armes d'un général se ruant à la tête de ses troupes un étendard à la main, plutôt qu'en se livrant à une étude sur la chute du ministère Sarraut³.

Mais cette histoire événementielle a donné lieu à une histoire populaire de mauvaise qualité. À ce courant, est donc venu s'opposer l'école des annales (1929), puis celui de la nouvelle histoire des années soixante-dix⁴. On en est alors pratiquement arrivé à nier tout intérêt pour l'« événement » de façon générale et même à la chose militaire, *a fortiori* lorsqu'il s'agissait de batailles.

Ce désintérêt n'est pas à mettre au crédit des militaires. Souvent confrontés à des protagonistes armés, ces derniers ont au contraire et de tout temps étudié les manœuvres de leurs anciens. En créant l'École de guerre après le désastre de 1870, ils se sont même lancés dans une « science de la guerre », englobant « l'ambiance dans laquelle ont agi les stratèges » :

¹ Aujourd'hui, l'« histoire-bataille » semble connaître un regain d'intérêt.

² Mignet (François-Auguste), par exemple, dans son « Histoire de la Révolution française », qui va de 1789 à 1814, évoque « en passant » les campagnes de Bonaparte-Napoléon, parfois sans nommer les batailles, dont les succès seraient surtout attribués à son armée de citoyens, plutôt qu'à son génie.

³ Sarraut remplace Daladier le 4 novembre 1933 et chute le 24 du même mois.

⁴ Sous l'influence des travaux de John Keegan, « Anatomie de la bataille », de Georges Duby, « Le dimanche de Bouvines ».

c'est-à-dire les conditions géographiques, les hasards et même les accidents qui ont desservi et parfois complètement transformé l'action du chef au combat, sans laisser de côté les aspects démographiques, industriels, sociaux et politiques du moment, faisant de l'« histoire des batailles » une histoire globale. Les conflits du XXI^e siècle, qui confèrent désormais à la bataille un rôle mineur dans le règlement d'un conflit, confirment toute l'importance de considérer l'environnement de la bataille, au sens large.

L'accusation : la vision du monde académique

La rareté des sources est un premier argument dans la bouche des détracteurs de « l'histoire-bataille ». Dans l'Antiquité en effet, il est difficile de savoir comment se déroulaient les batailles. Les récits sont très littéraires. Ils sont écrits pour séduire un auditoire qui écoute la lecture de ces textes. En fait, ils apparaissent plutôt comme une propagande qui vante les exploits d'un chef militaire. La guerre des Gaules est connue de manière largement unilatérale grâce au récit de César, qui en a très certainement occulté des pans entiers⁵. Nous n'avons pas de chiffres, peu de schémas, ne parlons pas des pertes toujours très approximatives. Les reconstitutions postérieures par des stratèges sont donc faussées. En effet, on ne peut pas sérieusement étudier une bataille si on ne connaît pas le terrain. Ainsi, comment étudier la bataille de Carrhes, perdue en 53 av. J.-C. par les Romains contre les Parthes ; on ne sait pas exactement où elle se déroule⁶. Autre exemple, on est encore aujourd'hui partagé sur le site d'Alésia (52 av. J.-C.) : en Bourgogne ou dans le Jura ? Par ailleurs, les circonstances de la reddition de Vercingétorix sont toujours sujettes à caution. Pour la période du Moyen Âge, on retrouve les mêmes problèmes. Les chroniqueurs prennent beaucoup de libertés : personnages évoqués non présents, discours qui n'ont jamais été prononcés, etc. Pour la bataille des Champs Catalauniques (451 après J.-C.), les historiens sont partagés entre une localisation géographique qui serait à Troyes ou à Châlons-

⁵ Ce problème touche l'histoire dans son ensemble. Combien de dossiers ont-ils été « épouillés », arrangés... dans certains cas, il ne fait aucun doute que l'on se trouve devant une documentation officielle. La bataille du pont d'Arcole (15 septembre 1796) en est un exemple. Loin de l'image d'Épinal, la réalité est la suivante : Bonaparte qui s'est élancé un drapeau à la main, est bousculé et tombe dans un marais d'où il est retiré avec difficulté. Sa colonne recule... La véritable bataille d'Arcole se déroule le lendemain et le surlendemain de l'affaire du pont, à dire vrai, marginale. « Dictionnaire Napoléon », sous la direction de Jean Tulard, Aubin, Poitiers, 1987.

⁶ En outre, son récit date de plusieurs siècles après l'événement ! Mais, rien n'est réhibitoire. L'archéologie militaire est un moyen de combler les « vides historiques ». Ainsi, on a dernièrement découvert à Pompéi une inscription datant de deux mois après la date communément retenue de la destruction de la ville.

sur-Marne. Par ailleurs, si les chevaliers témoignent, on n'a aucun récit des « manants » (archers, piquiers et autres piétons). Ainsi, l'absence de sources fait de la bataille d'Azincourt (1415) un récit peu fiable. Les plans étudiés sont donc, là encore, plus ou moins faux, puisque l'on n'a pas une connaissance précise de la plupart des champs de batailles. Ces différents événements sont donc traités et analysés selon des procédés non scientifiques. Les exemples pourraient être répétés à l'envie.

On fait également la critique de cette vision de l'histoire qui sème, en les glorifiant, les vertus militaires et qui cultive le culte du héros. Elle serait destinée à entretenir dans la nation un esprit guerrier et on s'insurge contre cette culture de la guerre et cette histoire revancharde. La question est posée de savoir si le temps des malheurs doit prendre le pas sur le reste de l'évolution des civilisations. On souligne que l'histoire de l'humanité ne peut se résumer à l'étude du chaos, l'analyse des inventions techniques qui ont civilisé le monde doit trouver sa place...

La critique va enfin à l'historien lui-même. Le sérieux d'un auteur consiste à donner des preuves de ce qu'il avance : des témoignages, des pièces justificatives. C'est ce qu'on appelle le Positivisme. Mais, on peut objecter que, tout comme dans le domaine judiciaire, une preuve est fragile, contestable, incertaine. Deux écueils guettent l'historien. En amont de son travail, il est confronté à des sources qui vont servir « d'architecture » à son propos. Mais, quelles sources choisir ? Dispose-t-il de toutes les sources ? Prenons un exemple historique.

Dans la nuit du 20 au 21 décembre 1813, violant la neutralité de la Suisse, les coalisés franchissent le Rhin à Bâle et entrent en Alsace. Un ordre de Berthier du 26 décembre enjoint au maréchal Marmont (6^e corps d'armée et 1^{er} corps de cavalerie) de quitter ses positions (région de Coblenz-Spire) pour prendre la direction de Strasbourg. La division Ricard s'ébranle vers le Sud. Mais, dans son mouvement, la queue de sa colonne est attaquée. **Commentaire du général** : il rend compte à Berthier du passage de l'ennemi sur la rive gauche du Rhin et son repli dans l'intérieur sur la ville de Sarrebruck. **Commentaire du chef d'escadron de Freytag de Bellancourt (1^{er} régiment de gardes d'honneur)** : « ... on rassembla quelques troupes pour se porter au-devant d'un parti qui s'en fut notre approche...⁷ ». **Commentaire d'un soldat** :

⁷ Dossier individuel-Série 2YE.

« ... on nous dirigea sur Trêves. C'était presque retourner sur nos pas. Je le dis en passant, il nous a souvent paru extraordinaire que l'on nous fit faire autant de marches et contremarches... peut-être était-ce nécessaire mais cela nous paraissait louche⁸ ». **La réalité** : le corps prussien de York franchit le Rhin à Kaub, le 1^{er} janvier 1814 et coupe la colonne française en deux avant de se rabattre sur la place de Mayence.

Ainsi donc, pour le même fait, on dispose de trois témoignages différents. On comprend toute la difficulté d'approcher la réalité à travers trois sources pourtant authentiques. Le second danger réside dans la critique d'aval, sur l'utilisation du document. L'utilisation de l'archive peut être biaisée par l'historien, en fonction de son expérience, de sa personnalité et de sa volonté de vouloir « prouver ». Prenons un autre exemple.

Le 5 janvier 1814, l'arrière-garde du général Ricard a « un léger engagement » à Saint-Wendel avec la tête d'avant-garde du général York. Cette qualification de « léger » figure dans le compte rendu qu'il adresse à Berthier. Mais, depuis cinq jours, l'armée française subit revers sur revers et son moral est au plus bas. On est alors avide de bonnes nouvelles. Au fil des comptes-rendus hiérarchiques, le « léger engagement » devient un franc succès. Dans son rapport qu'il fait à l'Empereur, le 8 janvier, le major général écrit : « je reçois une lettre du duc de Raguse... Il annonce qu'à Wendel (sic), les gardes d'honneur ont eu un engagement avec une avant-garde prussienne et que l'avantage a été de notre côté...⁹ ». Or, tout de l'armée française est en retraite, le nombre des gardes d'honneur sur ce point est d'environ 180 sabres et la tête d'avant-garde de York compte, au bas mot, 1 000 hommes (sabres et baïonnettes) !

Que reste-t-il donc de l'objectivité ? L'histoire positive est donc orientée et biaisée dès le départ. C'est ce qui permet à Paul Valéry de signaler après le second conflit mondial que « l'histoire est maîtresse d'erreurs¹⁰ » et à un auteur américain cité par le colonel Fox : « Dieu ne peut changer le passé,

⁸ Garceau (E.M.), « Le carnet de route d'un garde d'honneur », *aux carrefours de l'histoire*, N° 44, sd.

⁹ Archives nationales AFIV 1667.

¹⁰ Valéry (Paul), « Regards sur le monde actuel », Paris, Stock, 1931.

les historiens le peuvent¹¹ ». Marc Bloch dans ses notes relatives à son *Apologie pour l'histoire*, métier de l'historien prétend : « tout livre d'histoire digne de ce nom devrait comporter un chapitre... qui s'intitulerait à peu près : comment puis-je savoir ce que je vais écrire ?¹² ». Pour ces derniers, les conditions dans lesquelles la guerre se fait sont toujours nouvelles. Il semble donc qu'en parlant de guerre, on se meuve dans un élément tout à fait fugace, toujours variables. En conséquence, pourquoi perdre son temps à étudier des choses qui ne se reproduiront plus ?

La parole est à la défense

À la différence du milieu académique, l'« histoire-bataille » n'a jamais été traitée d'un air dédaigneux par l'institution militaire. Au contraire même, l'étude des opérations passées a toujours été d'un vif intérêt pour les grands capitaines qui l'ont, pour la plupart, passionnément étudiée. Gustave Adolphe, Turenne, Condé et Napoléon en sont des exemples.

Le 14 octobre 1813, en pleine campagne de Saxe, Napoléon écrit au maréchal Marmont : « je vous envoie une relation de la bataille de Gustave Adolphe¹³ qui traite des positions que vous occupez ».

« ... La connaissance de la guerre ne s'acquiert que par l'étude de l'histoire des guerres et des batailles des grands capitaines et par l'expérience » explique Napoléon. Ce dernier, alors qu'il n'est que Premier consul, n'hésite d'ailleurs pas, à faire réimprimer à ses frais, l'*Essai général de tactique* de 1770 du comte de Guibert¹⁴. Il suffit de parcourir la correspondance de l'Empereur, ou le mémorial de Sainte-Hélène, pour découvrir avec quelle minutie le grand homme avait, dès son adolescence, analysé les campagnes des siècles précédents, notamment celles de Turenne et de Frédéric II. Pourquoi cet intérêt ?

¹¹ Fox (colonel), « Introduction à l'étude de l'histoire militaire », École d'État-major, années 1952-1953, XIV^e promotion, Cours d'Histoire militaire.

¹² Marc Bloch, mobilisé en 1939-1940, entreprend de tromper l'oisiveté pendant « la drôle » de guerre en rédigeant l'ouvrage sus-cité. Fusillé en 1944, on ne retrouve dans ses papiers que quelques notes, notamment son introduction à son ouvrage à peine ébauché.

¹³ Gustave II Adolphe (1594-1632), roi de Suède, décédé dans une bataille à Lützen.

¹⁴ Jacques-Antoine-Hippolyte, comte de Guibert (1743-1790).

En étudiant une bataille, on s'aperçoit, comme dans tous les faits sociaux, qu'il existe certaines lois. Certains rapports entre les actes et leurs effets restent souvent constants, tandis que certaines circonstances et certaines causes ont toujours un caractère décisif. En revanche, d'autres éléments constitutifs de la bataille portent les germes du changement ou du fortuit. L'objectif est de discerner ces deux groupes de lois. Le premier sous-ensemble représente la règle permanente de toute action de la guerre, le second regroupe les conséquences des progrès matériels ou de circonstances particulières. Il ne s'agit pas de demander à l'« histoire-bataille » des « recettes de cuisine », qui sont l'œuvre des règlements, justement très souvent qualifiés de provisoires, mais de déterminer les grandeurs constantes avec lesquelles il faut et il a fallu toujours compter¹⁵.

Thomas-Edward Lawrence, plus connu sous le nom de Lawrence d'Arabie observe que les troupes irrégulières étaient incapables de défendre une position contre une troupe régulière et que leur impuissance était manifeste dans l'attaque d'une position fortement tenue. Il en déduit six principes pour que l'insurrection l'emporte¹⁶ :

- l'insurrection doit se doter de bases inexpugnables aux attaques directes et aux attaques psychologiques ;
- la guérilla doit avoir un ennemi technologiquement évolué, ce qui le rendra vulnérable par ses communications et sa logistique ;
- l'adversaire régulier doit être suffisamment faible en effectifs pour ne pas occuper la totalité du territoire dans sa profondeur ;
- la guérilla doit avoir au moins le soutien de la population, au pire un soutien passif ;
- la guérilla doit avoir des qualités fondamentales d'endurance, la présence, la vitesse et l'autonomie logistique ;
- la guérilla doit avoir les armes pour frapper les communications et la logistique de l'adversaire régulier.

Giap reconnaîtra avoir été influencé par les principes sur la guerre insurrectionnelle, évoqués par Lawrence d'Arabie.

¹⁵ Déjà dans l'Antiquité, Caton prônait « l'économie des moyens », de Guibert défend la nécessité pour le chef de préserver « sa liberté d'action », Napoléon s'en tient à « l'initiative, la concentration des forces et la surprise ».

¹⁶ Cité par Gérard Chaliand, « Anthologie mondiale de la stratégie », Robert Laffont, 1990 ; ouvrage régulièrement réactualisé.

Le grand danger peut provenir d'une mauvaise analyse qui consisterait à confondre les lois fondamentales immuables et les procédés qui dépendent, en grande partie, des progrès de la technique. Ces derniers créent des conditions nouvelles qui exigent d'être impérieusement prises en considération dans la pratique.

Étudier les batailles, certes mais, quelles batailles ? La référence systématique aux conflits proches dans le temps peut être trompeuse. En effet, l'évolution de l'art militaire n'est pas rigoureusement linéaire. Le Premier conflit mondial, par exemple, offre une rupture très nette avec ceux qui l'ont immédiatement précédé. D'autre part, on constate aussi des retours vers le passé. Par exemple, la Renaissance remet à la mode le modèle de la légion et par conséquent celui du choc et de la manœuvre (Antiquité), alors que l'emploi de la poudre développe l'utilisation du feu, successeur des armes de projection (arcs, catapultes)¹⁷. La bataille de Stalingrad (17 juillet 1942-2 février 1943), a souvent été comparée au siège de Saragosse (20 décembre 1808-21 février 1809) pour l'acharnement des combats de rues. Après la Seconde Guerre mondiale, le général Halder, chef d'état-major d'Hitler, regrettera qu'en dépit de ses immenses lectures, le Führer n'ait pas pris en considération la victoire de Staline sur Denikine à Tsaritsyne (1919), car la manœuvre de Stalingrad n'en est que la répétition à vingt ans de distance¹⁸. Dans les années 80, les troupes tchadiennes d'Hissène Habré sont équipées de nouveaux matériels, mais font usage de tactiques anciennes : « l'attaque en essaim », qui remonte à la manière d'opérer des Turcs au Haut Moyen Âge¹⁹, l'effet de surprise, le raid en profondeur... À l'heure de l'intervention française au Mali, la longue expérience française des guerres coloniales (XIX^e et XX^e siècles) pourrait être un sujet d'intérêt²⁰.

L' « histoire-bataille » devenue histoire globale ?

En réalité, l'analyse de la « bataille », pour importante qu'elle soit chez les militaires, ne s'est jamais vraiment limitée à l'étude stricte de l'événement chez ces derniers. Au Premier Empire, déjà, les écrits militaires

¹⁷ Dans le même registre, l'équipement des forces de l'ordre (casques à visière, boucliers et gilets pare-balles), n'est-il pas une résurrection de l'armement défensif du Moyen Âge ?

¹⁸ Lieutenant-colonel de Cossé-Brissac, « Conférence inaugurale au cours d'histoire militaire », 1947-1948.

¹⁹ Wanty (Emile), « L'art de la guerre de l'Antiquité chinoise aux guerres napoléoniennes », Gérard & Co, Verviers, 1967. (Bataille de Dorylée en 1097).

²⁰ Il suffit pour s'en convaincre de considérer les excellents retours suscités par les récents écrits du PEP sur « L'armée des dunes ».

débordent largement du conflit armé. Il suffit pour s'en convaincre de consulter l'*Histoire des Français des divers états aux cinq derniers siècles*²¹, de Monteil, professeur d'histoire à l'école militaire de Fontainebleau et, en 1814, bibliothécaire de l'école de Saint-Cyr. Dans cet ouvrage, l'auteur complète ce qu'il appelle « l'histoire-bataille, celle des faits de guerre et des actions des rois, racontés par les autres historiens », en écrivant l'histoire des peuples, c'est-à-dire de toutes les classes de la société. Dans ce dessein, il étudie chaque état en particulier, dans son « éducation », ses mœurs, ses travaux et ce qu'il appelle son « génie spécial ». Les hommes de tout rang, de toutes professions viennent successivement se montrer au lecteur, accompagnant les changements de conditions qui ont marqué leur existence aux différents siècles.

La création de l'École de guerre après la défaite de Sedan, s'inscrit dans la volonté du militaire de faire de l'« histoire-bataille » une histoire globale. Le commandant Bonnal²², responsable de 1892 à 1896 du cours de stratégie et de tactique générale, étudie les campagnes napoléoniennes. Son intention est d'en tirer des enseignements au point de vue de la Grande tactique et de la stratégie, mais en s'occupant moins de l'exécution que de la conception, c'est-à-dire de l'idée de manœuvre. Il tend non seulement à exposer les faits de l'histoire, mais à les raisonner, à les discuter, à les comparer, de façon à développer les qualités intellectuelles et la faculté de décision des officiers. Foch, qui lui succède, s'adressant à des officiers, se plaisait à souligner : « mes amis, étudiez, non pas l'histoire des faits, mais l'histoire des hommes ». En effet, un événement militaire est le produit de plusieurs séries de « causes » qui ne sont pas toutes techniques et militaires. Comprendre la guerre, c'est également connaître les moyens dont une puissance peut se doter pour se défendre ou attaquer, qu'ils soient humains, matériels, financiers, administratifs. On ne peut donc pas s'affranchir d'ignorer l'histoire du peuple, son organisation militaire (armée de conscription/armée de métier) de laquelle découle une doctrine. De même, on ne peut méconnaître son économie, de laquelle va dépendre sa technologie, le contexte politique (un État totalitaire/un état libre). Tout s'enchaîne... En 1924, Camon remarque : « en portant sur une carte les voies ferrées construites par les Allemands dans les dernières années (avant la Grande Guerre) aux environs de la Hollande, les ponts nouveaux sur le Rhin, les quais de débarquement, il eût été facile de pronostiquer la forme de la manœuvre et le passage de la masse de la manœuvre, sinon

²¹ Monteil (Amans-Alexis), *Histoire des Français des divers états aux cinq derniers siècles*, Paris, 1827-1844.

²² Guillaume-Auguste-Balthazar-Eugène-Henri Bonnal (1844-1917).

par la hollandaise, au moins par la Belgique centrale²³ ». Mais, la guerre s'inscrit aussi dans l'histoire des relations entre les États et notamment le jeu des alliances. Il convient donc d'étudier les relations internationales... Le « champ » de la bataille est donc élargi à plusieurs disciplines auxiliaires de l'histoire.

Dans la guerre moderne, selon Foch, la destruction complète de l'adversaire est le moyen de la victoire. Aujourd'hui, la bataille n'est plus une finalité pour les forces armées. Jusqu'à une époque récente, la destruction de « l'autre » était la réponse adaptée à la situation conflictuelle. Ce n'est plus le cas. Le rôle de la bataille est désormais réduit. L'idée n'est pas nouvelle et on s'inspire aujourd'hui de Gallieni et de Lyautey.

« Un pays n'est pas conquis et pacifié quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé toutes les têtes²⁴ ».

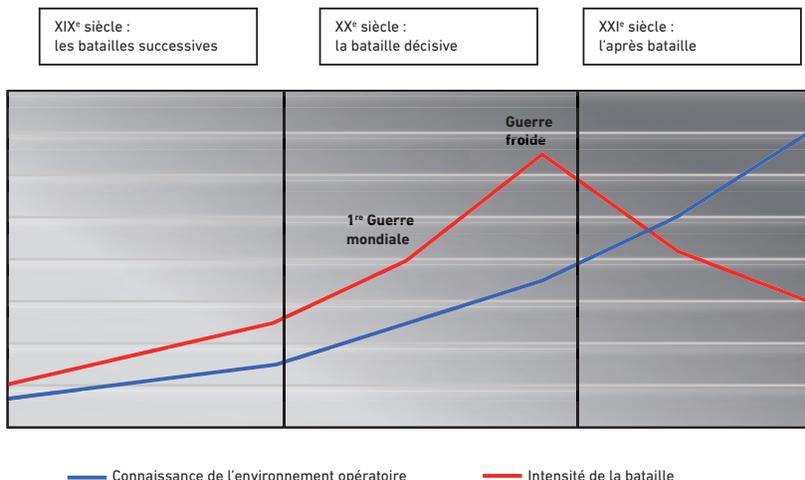
La bataille est nécessaire, peut être violente, mais elle doit être brève. D'une finalité, elle est devenue une condition du succès stratégique qui se décline en une phase de stabilisation, la nouvelle phase décisive. Enfin, une phase de normalisation doit favoriser le retour à la paix. Plus que jamais, évoluant au sein des peuples, il est d'une importance capitale de bien les connaître. Vaincre, aujourd'hui s'apparente surtout à conquérir les cœurs et les esprits des populations locales. Cette vision des choses, qui minimise l'événement, sans pour autant l'occulter, débouche sur des disciplines nouvelles introduites par la légitimité de l'action et l'aspect juridique des interventions.

Le croquis suivant, qui caractérise schématiquement la bataille au fil des âges est destiné à mettre en perspective « les ingrédients » dont la maîtrise est indispensable pour les militaires afin de remporter *la victoire*. On constate que :

- la connaissance de « l'événement » a toujours débordé sur des facteurs périphériques à la bataille ;
- l'environnement opérationnel qu'il convient de maîtriser grandit avec le temps ;
- l'intensité de la bataille n'a pas de lien avec cet environnement opérationnel toujours plus complexe.

²³ Camon (général), « L'étude des campagnes napoléoniennes est-elle encore de quelque utilité », *Revue militaire française*, volume 2, avril/juin 1924.

²⁴ Lyautey (colonel), « Du rôle colonial de l'armée », Paris, Armand Colin & Cie, 1900.



- Connaître son armée
- Connaître ses alliés
- Connaître son adversaire
- Connaître le terrain
- Maîtriser les relations internationales

- Connaître son armée
- Connaître ses alliés
- Connaître son adversaire
- Connaître le terrain
- Maîtriser les relations internationales
- Maîtriser les nouvelles technologies

- Connaître son armée
- Connaître ses alliés
- Connaître son adversaire
- Connaître le terrain
- Maîtriser les relations internationales
- Maîtriser les nouvelles technologies
- Connaître les peuples
- Connaissances juridiques
- Composer avec le monde politique, les médias, les ONG

En conclusion, la démonstration est faite que la bataille n'est aujourd'hui envisagée qu'intégrée dans une « histoire globale », celle des peuples comme celle des techniques. Depuis ces dernières décennies, on assiste à une mondialisation et à des bouleversements géopolitiques qui transforment profondément la guerre. Elle est plus que jamais ce caméléon donc parlait Clausewitz. On assiste aussi aujourd'hui à une dilatation du champ de bataille qui bouscule les modèles classiques. Les distances explosent, de nouvelles dimensions apparaissent : le cyberspace et l'espace extra-atmosphérique. Il faut y ajouter le champ des perceptions : l'adversaire, les alliés, l'opinion politique, celle des populations, des médias... enjeux et acteurs des crises et des guerres. La bataille classique cède désormais le pas à une « nouvelle intervention armée ». Si son étude reste nécessaire pour en dégager des principes, son enseignement doit englober, plus que jamais, toute une série de paramètres périphériques.

Quelques réflexions autour de *Gladiator*¹

*Colonel Fabrice CLÉE,
chef du pôle études et prospective*

*Diu apparandum est bellum, ut vincas celerius*².

La scène de bataille ouvrant l'excellent *peplum* du réalisateur américain Ridley Scott se déroule vers 180 après J.-C., date de la mort de l'empereur Marc-Aurèle. Comme bon nombre de réalisations hollywoodiennes, ce film destiné à un large public ne doit pas être retenu pour la rigueur historique, tant de son scénario, que de la représentation du combat en lui-même, émaillée de nombreuses incohérences



ou anachronismes. Pour l'historien Thierry Widemann, « *En dehors du fait qu'aucune bataille décisive n'a eu lieu en 180, année de la mort de Marc Aurèle, on voit l'artillerie envoyer des projectiles à plus de 1 km alors que la portée des balistes romaines ne dépassait pas 300 m. De tels projectiles*

¹ Film américano-britannique de Ridley Scott, sorti en 2000. L'intrigue raconte la chute du général romain Maximus Decimus, destiné à succéder à l'empereur Marc-Aurèle, avant que celui-ci ne soit assassiné par son fils Commode. Trahi et laissé pour mort, Maximus, dont la famille a été massacrée, devient alors gladiateur et gagne par ses talents de combattant une grande popularité à Rome. Il affronte finalement Commode dans un ultime combat dans l'arène.

² Citation de Publius Syrus (vers 85 av. J.-C. - vers 43 av. J.-C.) : il faut longtemps préparer la guerre pour vaincre plus vite.

incendiaires, véritables bombes au napalm, évoquant le bombardement de la lisière dans Apocalypse Now, étaient inconnus des Romains : pour obtenir cet effet, il aurait fallu employer du pétrole qui ne fut mis en œuvre, sous la forme du feu grégeois, qu'au VIII^e siècle par les Byzantins. Une charge de cavalerie en pleine forêt est de toute façon inimaginable, mais ici a fortiori, les forêts primaires de Germanie étant alors d'une densité impénétrable. Les légions s'avancent en lignes successives alors que la tactique romaine, résolument offensive, était fondée sur des attaques en formation profonde. Dans le film, elles se contentent d'encaisser l'offensive des Germains, où le pilum, pourtant bien reconstitué, est employé comme une lance, alors qu'il s'agissait d'un javelot dont le jet préparait l'assaut au glaive. En fait, cette scène de bataille nous renseigne davantage sur une vision anglo-saxonne actuelle de la guerre que sur la tactique romaine. La décision est emportée par les armes techniques : par la puissance de feu, la manœuvre des blindés (suggérée par la cavalerie), et une infanterie destinée à absorber le choc, nettoyer et occuper le terrain »³.

L'objet du propos suivant n'est donc pas de relever dans le détail toutes ces erreurs, ni d'exposer les tactiques employées par l'armée romaine durant le Haut-Empire. Pour cela, le lecteur averti pourra s'orienter vers les remarquables ouvrages de l'historien Yann Le Bohec, dont en particulier son *Histoire des guerres romaines*⁴. Cette scène constitue en revanche une excellente opportunité pour quiconque s'intéresse à la notion de bataille. Il s'agit ainsi de saisir le prétexte pédagogique offert par cette représentation, certes simpliste, mais suffisamment visuelle pour s'interroger sur quelques notions élémentaires de tactique. Que recouvrent et quelles acceptions ont, à la veille de la mise en pratique de la doctrine exploratoire Scorpion⁵, la bataille, le combat, le choc et le feu ? S'agissant de tactique générale, le lecteur pourra utilement poursuivre ses réflexions en se référant à la doctrine actuelle des forces terrestres françaises⁶, à l'indispensable dictionnaire de François Géré⁷ et la réédition de 2008 de

³ Widemann, Thierry, *Quid de la célèbre première scène du film Gladiator*, paru dans *Guerres et Histoire*, n° 6, avril 2012.

⁴ Le Bohec, Yann, *Histoire des guerres romaines : Milieu du VIII^e siècle avant J.-C. - 410 après J.-C.*, Tallandier, 2017.

⁵ Centre de doctrine et d'enseignement du commandement, *Lettre de la doctrine*, n° 8, juin 2017, <https://www.penseemiliterre.fr/ressources/30084/41/lettre-08.pdf>.

⁶ Centre de doctrine et d'emploi des forces, *FT-02 - Tactique générale*, 2009, <https://www.cdcd.defense.gouv.fr/layout/set/print/publications/doctrine-des-forces-terrestres-francaises/les-documents-fondateurs/ft-02>.

⁷ Géré, François, *Dictionnaire de la pensée stratégique*, Larousse, 1999. Cet ouvrage n'est plus disponible en librairie classique, mais peut encore être acquis en version électronique.

*l'introduction à l'histoire militaire*⁸ d'Éric Muraise. Ardant du Picq⁹ reste bien entendu un incontournable, dont la lecture aujourd'hui encore, apporte un éclairage plus que pertinent sur ces notions. Enfin, bien que les dimensions historiographiques de la bataille ne soient volontairement pas abordées dans ce document, on ne peut que recommander le *Batailles* d'Hervé Drévilion¹⁰, parmi tant d'autres, pour finir d'aborder le sujet dans sa globalité.

« *Roma victor !* »¹¹ La relation entre la tactique, la stratégie et la victoire.

La victoire obtenue dans le film de Ridley Scott, par le général romain Maximus, peut être considérée comme une bataille décisive, puisqu'en permettant la destruction des dernières forces d'opposition barbares, elle conclut la campagne de Germanie et permet à l'empereur Marc-Aurèle d'imposer la *Pax romana* sur ses frontières orientales. Au cours de l'histoire, on a effectivement pu compter un certain nombre d'affrontements majeurs de ce type, limités dans l'espace et dans le temps, ayant permis à un belligérant de contraindre son adversaire à suspendre les hostilités pour une durée plus ou moins longue. Gaugamèles, Azincourt, Waterloo, Sadowa, Dien Bien Phu constituent à ce titre des batailles décisives.

Le mot tactique, qui vient du grec *Τακτική* (de *τάσσειν*, ranger), désigne à l'origine l'ordre ou la disposition des troupes en vue de la bataille. Elle consiste d'une part à disposer sur le terrain les unités de choc, infanterie et cavalerie, en bénéficiant du feu dispensé par l'archerie, puis de l'artillerie, du génie et de l'aviation tactique; d'autre part à combiner leur action en vue à la fois d'obtenir des effets sur l'ennemi, mais aussi de protéger ses propres troupes. Ainsi que le représente assez correctement le film, la bataille peut donc être comprise au sens strict comme un affrontement violent entre deux formations armées et de taille limitée, dans un espace réduit et durant un temps limité. Conceptuellement, le combat constitue la phase des opérations militaires durant laquelle les adversaires s'affrontent physiquement en utilisant les ressources dont ils disposent.

⁸ Muraise, Éric (de son vrai nom Maurice Suire, 1908-1980), *Introduction à l'histoire militaire*, Lavauzelle, 1964, rééd., 2008.

⁹ Ardant du Picq, Charles, *Études sur le combat : combat antique et combat moderne*, Hachette & Dumaine, 1880, rééd. Economica, 2004. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k750536/f1.image>.

¹⁰ Drévilion, Hervé, *Batailles. Scènes de guerre de la Table Ronde aux tranchées*, Seuil, 2007.

¹¹ La citation est reprise du dialogue du film. Il serait néanmoins grammaticalement plus correct de dire « *Roma vicit* » ou « *Roma victrix (est)* ».

Le combat produit des effets de destruction ou de neutralisation des ressources physiques et morales chez les adversaires et dont les conséquences décident de la victoire ou de la défaite de l'une ou plusieurs des parties belligérantes. Une guerre est ainsi généralement composée de campagnes, ponctuées de batailles, décisives ou non. Ces batailles sont elles-mêmes composées de combats. La tactique se raisonne donc à différents niveaux et en amont de l'action, c'est ce que l'on désigne sous le terme général de conception et de planification (*Command*); puis lors de la conduite de l'action (*Control*). Le prolongement de la tactique permet en aval d'exploiter les effets obtenus sur l'adversaire en vue de la bataille suivante, dans le cadre d'une campagne (c'est le rôle du niveau opératif); et/ou du succès stratégique, si cette bataille a été décisive. L'historien militaire John Keegan définit la bataille comme étant « *quelque chose qui intervient entre deux armées menant à la destruction morale puis physique de l'une ou l'autre d'entre elles* »¹². Clausewitz énonce ainsi que « *toutes les fois où on ambitionne de s'attaquer aux œuvres vives de l'ennemi, à ses intérêts vitaux, c'est la bataille qui en est le moyen le plus naturel, et (...) le meilleur*»; *qui se dérobe à la grande décision en subira le châtement* »¹³. Dans ses réflexions sur la relation entre la stratégie et la bataille, *Die Schlacht* (1912), Helmuth von Moltke l'Ancien considère également que la stratégie a les moyens, grâce à la tactique, de réaliser les choses au bon moment et au bon endroit. Elle met ainsi en œuvre à travers la bataille des décisions planifiées à l'avance.

La bataille constitue donc pour les stratégestes occidentaux classiques une condition essentielle pour atteindre la victoire. La recherche obsessionnelle de la bataille décisive, ou de son évitement, constitue un fil directeur dans l'évolution de la pensée stratégique jusqu'à aujourd'hui. La conception occidentale de cette relation entre stratégie et tactique nourrit très directement les réflexions portant sur les responsabilités des différents niveaux de décision opérationnelle, sur l'organisation du commandement, sur les dimensions capacitaires de nos appareils militaires et bien entendu sur nos doctrines d'emploi des forces. Cette relation permet donc de faire très nettement la distinction entre la stratégie (détermination des objectifs politico-militaires, conception et conduite des opérations); l'opérative (conception et conduite des campagnes), conceptualisée par les Soviétiques dans les années 1930; et la tactique (conduite de la bataille et du combat). Cette distinction nourrit toutefois une controverse fonda-

¹² Keegan, John, *The Face of Battle: A study of Agincourt, Waterloo, and the Somme*, London, 1976. (*Anatomie de la bataille*, Robert Laffont, 1993 - rééd. Perrin, 2013).

¹³ von Clausewitz, Carl, *Vom Krieg (De la guerre)*, 1832, rééd. Tempus, 2014.

mentale depuis le début du XX^e siècle. En effet, l'obsession de la bataille décisive peut conduire à subordonner la stratégie à la tactique, c'est-à-dire à adapter les objectifs stratégiques aux aboutissements tactiques. Pour Moltke l'Ancien, qui a profondément marqué la pensée militaire allemande d'avant-guerre, « devant la tactique se taisent les prétentions de la stratégie, qui doit savoir s'adapter à la situation nouvellement créée ». Foch estimait pour sa part que « la stratégie n'existe pas par elle-même, elle ne vaut que par la tactique puisque les résultats tactiques sont tout »¹⁴. Cette inversion de subordination a ainsi caractérisé les opérations du Premier conflit mondial, qu'il s'agisse de l'attaque de Verdun par les Allemands en 1916, ou de la désastreuse offensive du Chemin des Dames en 1917. Cette controverse, au cœur de laquelle se retrouvent des conflits de compétence entre militaires et politiques, a également pu caractériser à certaines périodes les engagements occidentaux après la Deuxième Guerre mondiale. Les opérations en Algérie pour l'armée française ou la guerre du Viêt-Nam pour les Américains constituent à ce titre de bonnes illustrations.

« À mon signal, déchaîne les enfers ! » La manœuvre : la relation entre le choc et le feu.

À défaut d'être historiquement réaliste, la représentation spectaculaire de la bataille de *Gladiator* met en exergue un second point essentiel de la bataille : la manœuvre. Celle-ci ne se résume en effet plus depuis fort longtemps à la rencontre frontale entre deux masses non réactives. Le choc et le feu sont les deux moyens principaux dont dispose le tacticien pour protéger ses troupes et pour attaquer celles de l'adversaire. Le terme feu recouvre en fait tous les procédés de combat à distance. Le terme de choc concerne, quant à lui, le combat de contact sous toutes ses formes. La mobilité, l'organisation du terrain et la protection démultiplient la puissance du choc et permettent d'atténuer à la fois les effets du choc adverse et ceux de ses feux. Les effets matériels du feu et du choc sont indissociables de leurs effets psychologiques, dont l'atteinte conditionne principalement le succès ou la défaite tactique. L'ensemble des actions visant à réaliser ces effets se retrouve donc dans la bataille. Celle-ci recouvre théoriquement une phase préparatoire, destinée à modeler le milieu et l'adversaire ; une phase d'atteinte d'objectifs décisifs ; et enfin une phase d'exploitation. L'assaut, qui s'accompagne parfois d'un corps-à-corps, ne

¹⁴ Foch, Ferdinand, *Des principes de la guerre. Conférences faites à l'École supérieure de guerre*, Berger-Levrault, 1903, (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86515g>), rééd. Economica, 2007.

constitue que l'un des instants paroxysmiques du choc et peut se retrouver dans n'importe quelle phase de la bataille. Il n'en constitue donc pas forcément son moment ultime. La supériorité du feu sous toutes ses formes, caractérisant les conflits du XX^e siècle a vu une tendance grandissante à l'évitement de l'assaut, permise par les progrès technologiques et l'accroissement de l'efficacité des moyens de combat à distance. Le choc reste toutefois indispensable pour garantir la maîtrise du milieu dans la durée, comme l'ont montré nos récents engagements opérationnels.

Les phases successives de la bataille nécessitent, d'une part une planification préalable, d'autre part une aptitude en conduite à gérer la contingence, c'est-à-dire ce qui n'avait pas été imaginé ou retenu lors de la planification. Cette aptitude à la contingence, et donc à la manœuvre, est rendue indispensable par l'incertitude générée par l'adversaire lui-même et par les frictions impliquées par l'environnement de la bataille et le hasard. Elle suppose donc au minimum une certaine fiabilité des systèmes d'acquisition du renseignement ; une aptitude à la réversibilité des actions, à l'agilité et à la réarticulation des dispositifs ; et la mise en place systématique d'un élément réservé. Cette aptitude à gérer la contingence sous-entend également une capacité à transmettre des ordres de conduite le plus rapidement possible. La qualité des systèmes d'information et de communication sous-entend donc fondamentalement l'aptitude à la manœuvre. C'est tout l'enjeu du concept de combat infovalorisé, aujourd'hui porté par le programme Scorpion.

Cette conceptualisation relativement claire du combat souffre toutefois d'un certain nombre de limites flagrantes. La nature, la forme et la dimension de la bataille ont en effet considérablement varié au fil des siècles et notamment à partir de l'entrée dans l'ère industrielle. Un historien français, le général Jean Colin¹⁵, qui fut tué à l'ennemi en Macédoine en 1917, avait envisagé dès 1911 le tournant fondamental qui allait se produire au cours de la Première Guerre mondiale. Selon lui, les batailles s'étendraient dans le temps et dans l'espace. Elles seraient caractérisées par des méthodes propres à la guerre de siège, où l'artillerie de longue portée serait prédominante. Il serait difficile d'exploiter les percées et enfin, la puissance matérielle l'emporterait sur la force morale et les qualités du combattant. On avait effectivement pu pressentir dès la Guerre de Sécession, que la pratique guerrière allait profondément être modifiée au travers de mutations essentielles. En premier lieu, l'irruption de la guerre de mouvement de

¹⁵ Colin, Jean, *Les transformations de la guerre*, Flammarion, 1911, rééd. Economica (avec une postface de Lucien Poirier), 1989.

grande ampleur caractérisant la plupart des campagnes révolutionnaires et napoléoniennes, laissait déjà présager des évolutions profondes dans la manière d'engager, puis d'employer les armes (infanterie, cavalerie, artillerie à l'époque) dans la bataille. Le système divisionnaire « moderne » imaginé par le lieutenant-général de Bourcet¹⁶, réellement mis en œuvre puis optimisé par l'Empereur avec la création du niveau du corps d'armée, permettait effectivement une évolution profonde de l'art de conduire les opérations. La nature de la bataille s'est ainsi transformée en l'espace d'un siècle, moins en raison de l'évolution des armements, que des réponses apportées aux difficultés logistiques de l'époque, des progrès des moyens de communication et de l'accroissement des effectifs à partir du Premier conflit mondial.

La seconde mutation majeure relève du passage de l'effet de choc à la suprématie du feu, définitivement consacrée avec les hécatombes de l'été 1914. À partir de ce tournant, à mesure que les armées occidentales disposaient de moyens technologiques de plus en plus performants, la capacité de toucher l'adversaire de manière industrielle et sans avoir à recourir au contact direct a profondément changé la nature du combat, l'arrachant progressivement à la logique systématique de la mêlée et du corps à corps. Ainsi, la bataille se caractérisait depuis le néolithique, jusqu'aux combats de Tannenberg et de La Marne en 1914, par un engagement généralement bref et violent de quelques heures, culminant avec une phase d'assaut destinée à briser la cohérence du dispositif adverse. À partir du Premier conflit mondial, se substitue donc une autre forme de bataille, constituée d'une succession de combats composant un seul et même engagement de plusieurs semaines, voire plusieurs mois (Verdun, Stalingrad, Koursk, Mossoul). À de très rares exceptions près (Dien Bien Phu par exemple), aucune bataille réellement décisive n'a donc pu être observée dans la deuxième partie du XX^e siècle. De ce constat, un stagiaire de l'École supérieure de guerre, le commandant Guy Brossollet, tire au milieu des années 1970 une thèse audacieuse pour l'époque¹⁷, dans laquelle il remet en cause la nécessité de la bataille face à un adversaire numériquement supérieur. Il propose un système de défense modulaire et dans la profondeur qui inspirera ultérieurement les réflexions allemandes sur la techno-guérilla, mise en œuvre avec succès par le Hezbollah contre Israël en 2006.

¹⁶ de Bourcet, Pierre-Joseph, *Principes de la guerre de montagnes*, Imprimerie Nationale, 1888, rééd. Economica, 2008. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k86486q>

¹⁷ Brossollet, Guy, *Essai sur la non-bataille*, Belin, Paris, 1975.

Mais le fait fondamental ayant réellement transformé la nature de la bataille, relève de la porosité aujourd'hui permanente entre les sphères civiles et militaires dans la guerre. La guerre étant devenue totale, la bataille implique une mobilisation complète de toutes les ressources disponibles pour combattre. L'anéantissement définitif ou l'épuisement complet des ressources de l'un des belligérants, constituent donc désormais la seule limite à la bataille, hormis lorsque l'un des adversaires estime que le coût à consentir pour la victoire est devenu exorbitant. Ce fut le cas avec le Second conflit mondial, sans qu'aucune bataille réellement décisive ne puisse réellement être observée. C'est ce même constat que fait l'historien britannique Hew Strachan. « *Parce que la bataille départage un vainqueur et un vaincu, elle représenterait une fin en soi. Mais, avec la capacité pour les nations de rééquiper leurs armées, s'ouvre la perspective de batailles sans limites dans le temps et l'espace. L'époque de la bataille décisive semble bel et bien terminée* »¹⁸. Cette redécouverte de la guerre illimitée et au sein des peuples, systématisée à partir des conflits de décolonisation, rend donc incontournable une approche globale, civile et militaire, des opérations. La victoire militaire à elle seule restant certes indispensable, mais insuffisante pour garantir une paix durable.

« Les hommes devraient savoir lorsqu'ils sont vaincus. Le saurais-tu Quintus ? Le saurais-je ? »

Pour conclure ce bref propos, rien dans une bataille entre des légions romaines et des tribus germaniques n'aurait vraisemblablement ressemblé à la scène imaginée et filmée par Ridley Scott. L'auteur de ces lignes en recommande toutefois le visionnage, car la qualité générale du film et celle du jeu des acteurs compensent très largement, pour l'amateur de 7^e art peu exigeant qu'il est, l'absence flagrante de réalisme historique. Au-delà des réflexions cinématographiques et tactiques inspirées par cette scène, cette œuvre trouve un autre intérêt. Elle témoigne d'une certaine fascination de nos contemporains, en particulier chez nos alliés américains, pour le fait technologique. La représentation très manichéenne de l'affrontement questionne en outre sur la capacité qu'ont généralement les Occidentaux, à comprendre l'altérité, l'adversité sous toutes ses formes et la complexité caractérisant l'environnement de la bataille. La pensée stratégique et tactique d'aujourd'hui est naturellement profondément attirée et marquée par les promesses offertes par les nouvelles technolo-

¹⁸ Strachan, Hew, sous la direction de Cabanes, Bruno, *Une histoire de la guerre, du XIX^e siècle à nos jours*, Seuil, 2018.

gies. Cette approche a pourtant montré au cours de l'histoire, qu'elle était généralement inefficace. Ainsi que le souligne fort justement l'historien britannique Lawrence Freedman, la « *tentation constante de croire qu'il existerait des solutions technologiques à des problèmes essentiellement politiques* »¹⁹ n'incite ni les prospectivistes, ni les stratégestes à prendre en compte de façon suffisamment globale les ruptures opérationnelles prévisibles. Le problème principal réside dans la difficulté de déterminer avec précision l'impact probable d'une nouvelle technique sur l'art de la guerre. Souvent, cet impact est soit sous-estimé, soit surestimé, ou alors produit des effets tout autres que ceux prévus. L'histoire démontre par ailleurs, et nos récents engagements le prouvent, que la technologie et la puissance de feu ne garantissent ni la victoire, ni la paix, si l'usage de cette supériorité n'est pas guidé par des ambitions et une volonté politique clairement établies avant même l'engagement au combat. L'absence de définition d'objectifs politico-militaires et stratégiques est en soi un gage d'échec. La résurgence de la prééminence du facteur moral, entendu de manière collective, sur le fait technologique, donne ainsi une toute autre résonance à cette célèbre citation du maréchal Foch : « *Accepter l'idée d'une défaite, c'est être déjà vaincu* ».



¹⁹ Freedman, Lawrence, *The future of war, a history*, Public Affairs, 2018.

L'arc anglais face à l'arbalète et face à la chevalerie : vraies fausses leçons de tactique

Colonel Christophe de LAJUDIE

On peut lire sur une page « histoire » d'un site régional¹ le jugement suivant : « *La victoire des Anglais à Crécy fut une victoire de l'obéissance sur l'indiscipline, de l'organisation sur l'imprévoyance, de l'arc anglais sur l'arbalète génoise... La bataille de Crécy constitue pour l'histoire un événement considérable dans la mesure où **pour la première fois la chevalerie sera battue par l'infanterie.*** » Ce résumé n'a rien d'extraordinaire ni ne prouve une particulière incompétence : on en entend de pareils très régulièrement dans nos amphithéâtres et nos salles de travail. Ordinairement, le but du propos est de faire passer d'avance pour « rétrograde » l'argumentaire de toute personne se hasardant à mettre en cause la pertinence des doctrines tactiques que nous qualifierons « d'avant-garde », doctrines reposant au moins en partie sur l'idée que les nouveautés techniques régleront les problèmes tactiques.

Nous focaliserons ici notre propos sur l'arc et l'arbalète et sur la cavalerie face à l'infanterie, deux questions dont les vraies et les fausses leçons tactiques, fondées sur une « histoire bataille » très superficielle assaisonnée de fausses vérités serinées depuis l'école primaire, hantent toujours aujourd'hui le prétoire de l'histoire et les coursives des centres de doctrine.

L'épreuve des guerres de Galles et d'Écosse

Chassés de leurs possessions continentales au siècle précédent par la reconquête de Philippe-Auguste et de ses successeurs, les Plantagenêt consacrèrent leurs efforts à assujettir les Gallois (de 1277 à 1282) puis les

¹ Site Nordmag : http://www.nordmag.fr/patrimoine/histoire_regionale/Crechy/bataille_crechy.htm

Écossais au prix de guerres longues et dures qui transformèrent profondément leur appareil militaire. Les armées galloises consistaient essentiellement en levées de piétons, majoritairement armés d'arcs dans le sud et de piques dans le nord, et menaient une guérilla en se retranchant dans les terrains difficiles, marais, taillis, etc. Ils employaient l'arc comme une arme individuelle et tiraient le plus souvent au but à courte distance des flèches capables de perforer un haubert. Les Anglais profitèrent très vite des différends entre Gallois pour recruter parmi eux des *soldoyers*, dont la plupart venaient du sud et étaient donc archers. À Orewin Bridge (11 décembre 1282) le tir groupé de ces archers désorganisa la formation serrée et statique des piquiers gallois, et la força hors de la position qu'elle occupait.

Les guerres d'indépendance de l'Écosse (1296-1357) confirmèrent progressivement l'intérêt de l'emploi groupé d'archers nombreux tirant à grande cadence et à longue distance. Les armées écossaises étaient constituées d'une petite chevalerie peu nombreuse et relativement mal équipée et d'une forte proportion de paysans sans instruction ni protections, armés de piques grossières, qui se rangeaient en formations serrées, les *schiltrons*, sur une éminence, derrière un terrain défavorable à la chevalerie, renforcé éventuellement de pièges et d'obstacles, d'où ils pouvaient aussi bien décourager une charge qu'attaquer si l'occasion s'en présentait. Instruits par leurs désastres à Falkirk (1298) et Bannockburn (1314), les Anglais combinèrent très progressivement toutes ces leçons dans le but de désorganiser des formations de piétons serrées, mal protégées et relativement peu mobiles et permettre leur abordage par les gens d'armes à cheval ou à pied. Leurs armées comptèrent un nombre et une proportion croissante d'archers, de plus en plus anglais et non gallois, équipés d'arcs améliorés et soutenus par une « logistique » adaptée. Ils prirent l'habitude de les déployer à l'avant puis sur les ailes, sur deux lignes de trois rangs, protégés par des pieux ou par un terrain fort, éventuellement aménagé (marais, terres basses et grasses ou inondées, bois, haies, fossés, etc.). Souvent, en infériorité numérique et toute retraite interdite, ils firent mettre pied à terre à une partie de leurs gens d'armes pour leur faire soutenir les gens de pied.

À Boroughbridge (1322), l'armée de Lancastre vient butter sur celle d'Andrew Harclay, rangée en *schiltrons* encadrés par les archers aux débouchés d'un pont et d'un gué sur l'Ure : ralentie par le passage de l'obstacle, elle est désorganisée par le tir massif puis assaillie par les piquiers. À Dupplin Moor, dix ans plus tard (1332), l'armée du « prétendant » John Baliol, sous Henri de Beaumont, en nette infériorité numérique et menacée d'être encerclée par une deuxième armée écossaise, franchit de nuit la rivière Earn et se fortifie sur une colline où elle attend l'assaut,

ses gendarmes démontés au centre et ses archers aux ailes : les piétons écossais, mal protégés et attaquant en montée, sont accablés et décimés par les archers puis chargés dans la pente par les gens d'armes démontés et les piétons. À Hallidon Hill (1333), le jeune Édouard III applique la « recette » de Beaumont pour arrêter l'armée écossaise du comte de Douglas qui tente de lui faire lever le siège de Berwick. Il retranche ses hommes en trois *batailles*, chacune encadrée d'archers, au sommet d'une colline escarpée précédée de terres basses inondables : ralentis et épuisés par la traversée du borbier puis par la pente, les Écossais, plus nombreux d'un tiers, sont de nouveau désunis et décimés par le tir des archers avant d'être chargés.

Donc dès leur première chevauchée de 1339, le Roi Édouard et ses capitaines disposent d'une tactique éprouvée pour affronter en défensive une armée supérieure en nombre et forcée à l'offensive mais sensiblement inférieure aux plans de l'organisation, de l'équipement et de la tactique. Mais cette tactique surtout défensive sera-t-elle adaptée aux conditions de la campagne offensive dans laquelle ils s'engagent ? Nul ne peut le dire encore.

Les armées au XIV^e siècle

Quelles que soient les prétentions qu'ils agitent pour justifier leur guerre, Édouard III et ses successeurs n'essayent pas de conquérir le trône de France, royaume cinq fois plus peuplé et beaucoup plus riche et développé que le leur, un objectif totalement hors de portée. Leur but, limité, est d'obtenir la souveraineté sur la Guyenne, et éventuellement de l'agrandir, avec la complicité des nobles et des bourgeois aquitains, notamment bordelais et gascons, qui préféreraient évidemment l'autorité d'un roi faible et lointain à celle d'un souverain proche et puissant. Pour cela ils vont multiplier les *chevauchées*, expéditions de pillage qui ont un multiple avantage. Elles ruinent l'ennemi, directement par les dommages causés et indirectement par les dépenses occasionnées pour le maintien d'une défense quasi permanente de tout le territoire. Elles nécessitent une armée réduite, mobile et légèrement équipée. Leur durée n'excède que rarement la durée du service militaire dû au souverain par ses vassaux. Et le butin, de toute façon, paie l'armée. La guerre se caractérisera donc par une dissymétrie absolue, aussi bien des buts de guerre que des moyens nécessaires à la mener.

Il n'y a à l'époque ni impôt ni armée permanente. Les armées, aussi bien anglaises que françaises, sont constituées pour la durée d'une campagne (une saison) par des levées féodales, fondées sur le *service d'ost* par lequel

les vassaux doivent à leur suzerain l'assistance militaire pour une durée variable – pour le domaine royal français, généralement une quarantaine de jours – au-delà de laquelle le service devient complètement facultatif et de toute façon payant. Les rois complètent leurs forces et tentent de se donner une plus grande liberté d'action de diverses manières : *solder*, c'est-à-dire payer, leurs gens au-delà de la durée du service, voire en permanence (les gens ainsi payés sont appelés *soldoyers*) ; imposer par la loi un nouveau service à certaines catégories sociales (ce que font les rois anglais en imposant aux collectivités rurales de fournir des archers entraînés) ; recruter des mercenaires en passant contrat avec des entrepreneurs de guerre (Arnaud de Cervoles dit « l'archiprêtre », les frères Bureau, etc.) ; trouver des alliés (les Génois à l'Écluse et à Crécy).

Le cœur de la puissance militaire est fourni par les *gens d'armes*, la cavalerie lourde regroupant les chevaliers et tout ce qui y ressemble par son équipement (sergents, bacheliers, écuyers, etc.). Ils s'arment et se montent à leurs frais, ou aux frais de leur maître, d'où d'importantes disparités dans leur capacité tactique. Quels que soient leur origine et leur statut², ils sont armés à l'identique, s'entraînent quasiment en permanence, et pratiquent la même tactique. Leur tactique offensive consiste essentiellement à charger *en haie*, la lance en arrêt, pour maximiser l'effet du premier choc, puis à combattre à l'épée dans la mêlée, aussi bien à pied qu'à cheval. En défensive et dans les sièges, ils combattent essentiellement à pied et ne dédaignent pas d'user d'arcs et d'arbalètes, armes dont l'emploi fait partie de leur formation traditionnelle. Au milieu du XIV^e siècle, l'équipement du chevalier et de sa monture est de plus en plus adapté à la recherche du choc initial décisif : armure de plates, bassinot, arrêt de lance et allongement de celle-ci, abandon de l'écu, etc. Parallèlement les tournois ont décliné au profit des joutes, d'où un entraînement plus individuel et technique et moins focalisé sur la manœuvre et la combinaison des différentes « *armes* ». Les défenses de plus en plus sophistiquées protègent assez efficacement le chevalier des traits, surtout de front, mais les montures ne seront caparaçonnées qu'au début du XV^e siècle.

Les *gens de pied* sont pour une bonne part des intermittents mal armés, mal protégés et pas entraînés. L'inefficacité des levées de l'arrière-ban a d'ailleurs conduit les rois, d'un côté à renoncer à convoquer les milices et de l'autre côté à multiplier le recours aux *soldoyers* et aux Grandes

² On distingue parmi les *milites* ou chevaliers : barons, chevaliers *chasés* (pourvus d'un fief), chevaliers *de maisnie* (appartenant à un seigneur dont ils constituent la maison militaire permanente), chevaliers stipendiés ou soudoyés. Les non nobles sont les *sergents*.

Compagnies, et à des alliés plus ou moins techniquement spécialisés. Seuls ces professionnels sont capables de résister à la chevalerie en bataille, ils restent en campagne tant qu'on les paie mais leur emploi est onéreux.

Enfin il faut noter que la dissymétrie des buts et des moyens de guerre que nous avons déjà signalée se traduit au plan tactique par une dissymétrie très importante dans la composition des armées et dans les contraintes qui s'imposent à leurs chefs. Les batailles de la Guerre de Cent ans ne sont pas livrées entre une armée française et une armée anglaise. Elles sont presque toujours livrées entre une armée royale française obéissant à toutes les contraintes politiques, sociales et économiques de l'époque, et une *chevauchée* « anglo-française », expédition de brigandage très inférieure en nombre et en armement, reposant sur l'intérêt immédiat et l'instinct de survie des parties, donc déliée de toutes les contraintes en usage.

Les gens de trait

Toutes les armées de l'époque, anglaises et françaises comme les autres, comprennent des archers et des arbalétriers. Dans leur emploi classique et le plus répandu d'armes de jet individuelles et de précision, leurs missions sont à peu près similaires et l'arbalète démontre une évidente supériorité de précision et de puissance vulnérante, pour un coût en entraînement très inférieur. L'arc est nettement moins cher et présente une nette supériorité de la cadence de tir, mais au détriment de la précision, et il exige un entraînement long, entretenu, socialement et politiquement coûteux : paradoxalement, ces défauts vont faire sa force dans le contre-emploi dans lequel vont désormais le cantonner les Anglais.

Le *longbow* anglais du milieu du XIV^e siècle résulte de l'amélioration progressive de l'arc gallois. Il est taillé d'une pièce, le plus souvent dans du bois d'if d'importation, mesure environ deux mètres et nécessite couramment une traction de 40 à 80 kilogrammes³. Ces caractéristiques interdisent de l'employer à cheval ou dans une position autre que debout, exigent une sélection et un entraînement particulièrement rigoureux, et imposent des contraintes techniques pour éviter le bris de l'arc ou les dommages physiques au tireur : car l'arme est d'emploi délicat et produit des chocs violents susceptibles de blesser gravement le tireur maladroit.

³ Alors que la force de traction exigée par les arcs de compétition contemporains ne dépasse pas 30 kg !

Les rois anglais ont compris dès les guerres d'Écosse le rapport coût/efficacité remarquable offert par cette arme relativement archaïque mais bon marché et n'exigeant qu'une main-d'œuvre robuste, abondante et obéissante, caractéristiques des yeomen. Ils s'appuient sur la capacité unique qu'a le Parlement de voter et percevoir un impôt permanent et sur les dispositions de l'*Assize of arms* de 1251 qui imposent à tout le peuple un service militaire. Dès le règne d'Édouard I^{er}, ils légifèrent pour organiser l'entraînement et la sélection d'archers de plus en plus nombreux, développent et réglementent la production d'arcs, de cordes et de flèches, prohibent l'arrachage des ifs, organisent progressivement une logistique adaptée.

Si le grand arc perce à 60 mètres en tir tendu, avec des flèches à empenage long et pointes perforantes carrées, un haubert ou les défenses secondaires d'une armure de plates (les flancs ou le dos, moins épais et non profilés), ses performances dans cet emploi restent inférieures à celles des arbalètes à cranequin et diminueront à mesure que progressera la technologie des forgerons d'armures.

Mais dans son emploi privilégié, un archer envoie entre 200 et 300 mètres environ, en tir plongeant et sans précision, à une cadence de 10 à 12 traits par minute, des flèches à empenage court et à pointe plate, dévastatrices sur les piétons et les chevaux non protégés. Groupés en compagnies, tirant sur ordre, pourvus en flèches en grandes quantités directement sur le champ de bataille par des personnels dédiés à la logistique, ils produisent un effet tactique nouveau dont on ne prendra que progressivement conscience. Toute formation tactique, peu ou mal protégée, stationnant ou se déplaçant lentement à portée de leurs tirs, subit des pertes et une désorganisation irréparables qui la forcent à sortir rapidement du champ de tir, donc à se retirer ou à charger. Il leur suffit dès lors de choisir une position forte derrière un terrain difficile à la portée de leurs armes, d'interdire l'abordage par des obstacles (escarpement et pieux à Crécy, pieux, haies et vignes à Nouaillé-Maupertuis, fossé, ruisseau, etc.), d'appuyer leurs flancs aux gens d'armes, à un obstacle ou à des chariots.

Le développement de l'archerie anglaise est donc un choix économique et anti-technologique, qui aura des conséquences sociales et politiques importantes sur le long terme. Seule l'Angleterre en Europe a pu disposer des conditions nécessaires à la réalisation d'un tel « système d'armes ». Les autres puissances ne disposaient pas de l'autorité politique nécessaire et étaient réticentes à armer massivement les paysans libres dans le contexte de la Grande Peste et des grandes jacqueries.

« Leçons » et adaptations

À Crécy-en-Ponthieu (1346), le tir des archers anglais retranchés sur une éminence commandant une prairie basse et détremmée met en grand désarroi les arbalétriers génois, statiques et incapables de s'en protéger comme de les contrebattre⁴. La charge désordonnée des gens d'armes, à cheval, ralentie par le borbier, offre une cible quasi-fixe idéale aux tirs de saturation.

Parce que les Anglais, acculés dans une position strictement défensive, avaient aussi démonté leurs gens d'armes, les contemporains semblent en avoir tiré l'idée que ces derniers ne pouvaient pas charger sous le tir des archers et seraient plus efficaces dans l'attaque à pied. Le diagnostic étant faussé, le résultat se révéla décevant : si ce mode d'action évitait de faire inutilement massacrer les chevaux qui, à l'époque étaient encore très peu protégés, il faisait des gens d'armes, lourdement équipés pour combattre à cheval, un objectif plus statique et donc beaucoup plus facile à battre encore que lorsqu'ils chevauchaient.

1^{re} leçon : attaquer à pied

À Poitiers (ou Nouaillé-Maupertuis, 1356), les anglo-gascons ayant disposé de deux nuits et une journée de trêve pour se retrancher dans le bois de Nouaillé, dans les haies et vignes qui le précèdent, et dans le marais de Villeneuve aux abords des gués du Miosson, leurs archers peuvent facilement mettre à mal la bataille du maréchal d'Audrehem lorsqu'à l'aube elle charge à cheval vers les gués pour intercepter l'échappée des Gascons avec le butin. Les archers ont sans doute également participé à déconfire la charge du maréchal de Clermont sur le bois puis les attaques successives des batailles françaises à pied, gens d'armes et piétons mêlés. Il n'est pas certain cependant que leur rôle ait été décisif. La force relative de la position des Anglo-gascons, leurs travaux de retranchement, la plus grande capacité qu'avaient évidemment leurs gens d'armes à combattre à pied en défensive statique contre des adversaires obligés d'attaquer au travers de nombreux obstacles, l'obligation qu'avait leur ennemi de les attaquer, tous ces facteurs cumulés eurent le poids essentiel. À quoi il

⁴ Ils perdaient de la portée en raison de la différence d'élévation, leurs arbalètes, employables en tir tendu, avaient de toute façon une portée moindre, et leur cadence de tir n'excédait pas 4 viretons par minutes quand les archers en envoyaient trois fois plus. De plus la pluie avait détendu leurs cordes en nerfs quand elle tendait au contraire les cordes en chanvre des arcs.

faut ajouter l'obligatoire cohésion d'une petite troupe jouant sa vie et son butin contre l'armée, grande mais fragile, d'un grand état en construction : car les très nombreuses défections de corps entiers n'ayant même pas combattu eurent du côté français un rôle essentiel dans le résultat⁵. C'est pour les endiguer que le Roi va placer sa bataille de réserve en évidence sur la hauteur du champ Alexandre, qui domine les gués et où il espère rallier les fuyards et les indécis. Ce que voyant, les Gascons du Captal-de-Buch, appâtés par la perspective d'une bonne prise, repassent le gué et débouchent derrière le Roi, déclenchant une attaque générale.

Les Français reprendront pourtant en de nombreuses occasions ce mode d'action de l'offensive à pied par les gens d'armes, supposés plus solides que les piétons ordinaires : à leur avantage à Roosebeke (1382)⁶, pour leur malheur à Azincourt.

2^e leçon : se débarrasser d'abord des archers : facile à dire...

À Azincourt (1415), les Anglais, de nouveau acculés, auraient déployé leurs archers en V aux deux ailes, retranchés derrière des pieux, face encore une fois à un bournier encadré par deux bois. Les Français se sont déployés en trois batailles, les deux premières à pied, encadrées par deux ailes à cheval dont la mission semble avoir été de neutraliser les archers dès le début de l'action, la troisième en réserve à cheval, avec les gens de trait et la petite chevalerie. La charge initiale des deux ailes contre les archers échoue. Avançant lentement à pied sur un terrain gras, les gens d'armes français sont pris de flanc par les traits des archers qui les mettent en grand désordre malgré leurs excellentes armures. Les deux premières batailles tentent d'avancer pour se soustraire au tir, s'imbriquent dans une cohue indescriptible. Le désordre est tel que les archers anglais eux-mêmes, plus lestes, suivis par leurs piétons, attaquent et commencent à massacrer les chevaliers sur place avant même l'intervention de leurs gens d'armes. La tentative de neutraliser les archers par une action de

⁵ Les défections en pleine bataille sont alors monnaie courante, elles sont juridiquement autorisées, comme résultant du droit de guerre privée, et elles sont rarement considérées comme une trahison : Arnaud de Cervoles quitte l'armée juste avant Cocherel avec sa compagnie, le comte de Tello, frère du roi Henri de Trastamare, fait défection dès le début de la bataille à Najera (1367). Les règles du temps autorisent même à *se départir d'une bataille ordonnée*. Et l'usage place les fidélités familiales au-dessus des fidélités vassaliques.

⁶ Où il n'y avait pas d'archers anglais, le Roi d'Angleterre n'ayant pas répondu à la demande d'assistance de Jan Van Artevelde. On peut penser que le choix d'attaquer à pied était surtout lié ici au souvenir cuisant de la Bataille des Éperons d'Or (Courtrai, 1302).

cavalerie ne semble pas absurde par elle-même, d'autant qu'en ce début de bataille le terrain, certes détrem্পé, ne devait pas encore être un bourbier. Cette manœuvre, partant d'un ordre de bataille qu'on voit déjà en d'autres circonstances (par exemple face aux Flamands à Roosebeke) réussit et faillit décider de la victoire à Verneuil (1424), le terrain trop sec ayant interdit aux archers anglais de planter leurs pieux, les livrant à la charge des ailes de cavalerie. Mais c'est à Patay (1429), que les Français réussissent enfin à prendre une armée anglaise en flagrant délit de mouvement et à la charger « bille en tête » avant que ses archers aient pu se retrancher : le succès de cette charge *dans la foulée* lancée par une avant-garde dément évidemment toutes les explications caricaturales mettant systématiquement les désastres précédents sur le compte exclusif de l'indiscipline et de la fureur offensive des chevaliers français opposée à une prétendue sagesse et discipline anglaise.

3^e leçon : les faire sortir de leur trou...

À Cocherel (1364), les deux partis se tiennent strictement sur la défensive, les Anglo-navarrais du Captal de Buch retranchés à leur habitude sur une forte colline. Du Guesclin rompt l'équilibre en feignant la retraite et en envoyant les chariots de son convoi franchir l'Eure, provoquant la charge de l'aile anglaise de John Jouel, y compris ses archers, avant de la contre-attaquer. Où on voit que les Anglais n'étaient ni plus ni moins disciplinés que les Français, les Poitevins, les Écossais, les Bourguignons, les Gascons, etc. Le butin était alors un des buts mais aussi le moyen essentiel de la guerre⁷, les armées étaient fort mal nourries et n'étaient payées qu'exceptionnellement : les bagages de l'ennemi exerçaient un attrait irrésistible.

Cette tactique s'imposera d'ailleurs dans presque toutes les batailles de la Guerre des Deux Roses, guerre dans laquelle des corps d'archers importants se neutraliseront mutuellement avec force pertes et où les deux camps tenteront systématiquement de forcer l'autre à l'offensive. À Blore Heath (1459), les Lancastre feignent la retraite attirant les York à attaquer. À Northampton (1460), c'est le contraire. Mais un nouvel acteur qui jusque-là n'avait guère fait parler de lui que dans les sièges va mettre tout le monde d'accord.

⁷ C'est lui qui perd les Franco-écossais à Verneuil.

4^e leçon : *l'invention de la contre-batterie*

À Formigny (1450), les archers anglais se trouvent forcés de charger pour neutraliser deux couleuvrines qui écharpent leur ligne avant que l'opportunité arrivée des Bretons d'Arthur de Richemont sur leurs arrières oblige les Anglais à sortir de leurs retranchements. Pour la première fois, on a réussi à forcer les archers hors d'une position fortifiée. Le canon remplit ici précisément le rôle qu'avaient tenu les archers à Orewin Bridge contre les piquiers gallois...

À Tewkesbury (1471), les Lancastre sont à leur tour forcés à sortir de leurs retranchements et à attaquer pour se soustraire au feu des canons adverses (et des archers), et sont attaqués de flanc par la cavalerie.

Castillon (1453) fournit un exemple différent puisque le vieux Talbot y est incité à attaquer dans la foulée le camp retranché français par la feinte d'une retraite pour se faire massacrer dans ses attaques frontales par le tir de nombreuses bouches à feu.

Que conclure au terme de ce survol rapide d'une période de plus de 175 ans que beaucoup de gens compétents traitent en dix lignes et deux ou trois phrases lapidaires ?

L'archerie anglaise présente un intéressant exemple d'innovation, *incrémentale* dans son concept, *de rupture* dans son emploi. L'archer gallois de 1277, comme l'arbalétrier à toutes les époques et quelle que soit sa nation, est un combattant individuel qui tire sur des cibles individuelles. Les archers anglais de la Guerre de Cent ans et de la Guerre des deux Roses, bien qu'ils servent une arme évidemment individuelle, constituent un système d'arme collectif d'appui à ce qui va bientôt s'appeler l'infanterie (gens *de hast* et gens d'armes démontés) et la cavalerie (gens d'armes à cheval). Ils ne visent pas une cible mais battent collectivement un objectif : ils tiennent donc avant l'heure le rôle tactique de l'artillerie.

Deux observations significatives corroborent cette interprétation : c'est finalement par le canon et non par les arquebuses que les archers seront chassés du champ de bataille ; et la durée de leur emploi dans les batailles après 1453, alors que se multiplient les bouches-à-feu de tous calibres, s'explique par le rapport coût-efficacité extrêmement avantageux par rapport au canon. Si les archers sont peu à peu remplacés homme pour homme par les arquebusiers puis les mousquetaires, ils sont remplacés dans leur emploi tactique par l'artillerie et c'est celle-ci et non l'arme à feu individuelle qui les élimine du champ de bataille.

À y regarder de plus près, on peut même dire qu'ils jouent à la fin de la période un rôle hybride comparable à ce que sera celui des dragons : de plus en plus équipés à la mode des gens de pied en complément de leur arc, les archers anglais vont souvent entrer eux-mêmes délibérément dans la mêlée une fois leur tir terminé. Ils seraient donc tactiquement un hybride tactique entre artillerie et infanterie, comme les dragons entre cavalerie et infanterie.

Dans son emploi d'artillerie de saturation, en tous points comparable par ses objectifs et par ses effets, au concept d'emploi tactique du système LRM face aux masses blindées soviétiques, l'archerie anglaise use le potentiel de son adversaire, préparant son attaque décisive par les autres « armes ». Elle fait apparaître avec plusieurs siècles d'avance l'observation selon laquelle les blindés, comme la cavalerie avant eux, sont vulnérables au feu à l'arrêt. Ce que confirmera, pour n'en prendre qu'un exemple, le sort réservé à la cavalerie hollandaise de l'aile gauche alliée à Fontenoy, écharpée et forcée de se retirer par le feu des quatre pièces de siège en batterie sur la rive gauche de l'Escaut au sud d'Antoing.

Le corps d'armée français Essai de mise en perspective

La revue de tactique générale publiée ci-après la première partie d'une étude fouillée sur le corps d'armée, rédigée par le colonel (R) Claude FRANC.

AVANT-PROPOS

Depuis sa création en 1804 par Napoléon pour parfaire le système divisionnaire qui tenait la place de clé de voûte de l'organisation de la Grande Armée, le Corps d'Armée a toujours constitué le niveau majeur de conception et de conduite de la bataille, l'Armée se situant à la charnière du niveau tactique vers les niveaux supérieurs, opératif et stratégique, et la division étant généralement reléguée au niveau d'exécution de la manœuvre conçue par le Corps d'Armée. On verra que, comme tout schéma, cette affirmation demande à être nuancée, mais, qu'il s'agisse de « prolonger » l'engagement des divisions (période de sa création à 1914), de « démultiplier » la manœuvre de l'Armée (de 1914 à 1945) ou de « tester » la planification froide de son engagement avec les divisions (période de la Guerre froide), l'emploi du corps d'armée relève bien de cette logique.

Le second constat qui saute aux yeux, est que le Corps d'Armée a toujours constitué un échelon de manœuvre « complet », en ce sens qu'il a toujours regroupé en son sein et mis en œuvre l'ensemble des fonctions opérationnelles, dont l'emploi a toujours été préparé par des cellules spécialisées de son état-major.

Troisième constante enfin, certes à éclipses et totalement obsolète de nos jours, pendant longtemps, l'organisation territoriale à base des régions militaires, s'est trouvée associée et même jumelée avec le stationnement des corps d'armée, dans le cadre de ce qui fut dénommé par le général Lagarde, le « commandement fusionné », et codifié par le plus haut niveau qui soit, la loi, celle de 1882, en l'occurrence. En Algérie, entre 1956 et 1962,

c'est également autour de l'échelon du corps d'armée que fut organisé le « quadrillage », le corps d'armée étant alors élevé au niveau civilo-militaire, puisque correspondant à la portion de territoire et aux attributions d'un préfet IGAME (Inspecteur général en mission extraordinaire).

De ce qui précède, on peut tirer deux paradoxes : élément complet de la manœuvre tactico-logistique, depuis sa création, jamais, l'engagement du corps d'armée n'a fait l'objet d'un manuel d'emploi spécifique (il a toujours été absent de la série des TTA 900 du dernier quart du XX^e siècle). Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et l'apparition du Cours Supérieur Interarmées en 1947 (tenant lieu de seconde année de l'enseignement militaire supérieur), jusqu'à la dissolution de l'École Supérieure de Guerre en 1992¹, la scolarité de l'École de guerre tournait en première année sur le niveau divisionnaire, et, en seconde année, sur celui du corps d'armée (c'est d'ailleurs pour traiter du niveau de l'Armée que Foch institua en 1909, pour une pléiade restreinte de stagiaires identifiés une troisième année qui devait traiter de ce niveau et qui, très vite se détacha de l'École de guerre pour devenir le CHEM). C'est pour cette raison que le corps d'armée tient une grande place dans les manuels de tactique générale d'avant-guerre, notamment celui du général Altmayer, publié en 1937. Après la guerre, le rôle du corps d'armée était esquissé, mais jamais détaillé dans les différentes Instructions générales d'emploi des forces terrestres (IGFT) publiées par l'EMAT, toujours très générales quant à la mise en œuvre des moyens.

En second lieu, bien qu'élément central de la manœuvre depuis sa création, les titulaires de son commandement ont été des divisionnaires jusqu'en 1920, puisqu'il n'a jamais existé que deux grades d'officiers généraux, ceux de général de brigade, et de division. C'est en 1920 que la loi introduit la notion de « rang et appellation » de généraux de corps d'armée et d'armée, mais sans en faire des grades spécifiques.

Dernier avatar, il apparaît que les « heures de gloire » du corps d'armée, les deux guerres mondiales et la planification de leur engagement en Centre-Europe dans le cadre de la 1^{re} Armée, correspondent aux époques où, en organisation, le niveau de la brigade avait disparu de l'ordre de bataille de l'armée française. Il conviendra d'analyser ce phénomène avec rigueur, avant d'en tirer des conclusions peut-être un peu hâtives pour aujourd'hui.

¹ En fait, Entre 1947 et 1992, la « Seconde année » se scindait en cinq mois de C.S.I. et quatre mois d'études portant sur le fonctionnement organique de l'armée de Terre.

PLAN

Chapitre I. De la création à la consécration. 1804-1914

- I-1. Boulogne 1804. Napoléon crée le corps d'armée.
La bataille napoléonienne
- I-2. Le cas particulier de la réserve de Cavalerie
- I-3. Le réveil militaire après 1870. Les lois d'organisation de 1872 et 1882
- ANNEXE 1. Les généraux titulaires d'un commandement de corps d'armée en 1872

Chapitre II. Les deux guerres mondiales, des guerres de corps d'armées

- II-1. Du corps d'armée rigide à l'adaptation du C.A. à la bataille
- II-2. Verdun, bataille de corps d'armée, conduite par une armée
- ANNEXE 2. Les généraux titulaires d'un commandement de corps d'armée en 1914
- ANNEXE 3. Les généraux titulaires d'un commandement de corps d'armée en 1918
- II-3. L'entre-deux guerres
- II-4. La Seconde Guerre mondiale

Chapitre III. La guerre froide (1). 1947-1975

- III-1. Les corps d'armée des années cinquante
- III-2. La spécificité de la Guerre d'Algérie
- ANNEXE 4. Les généraux titulaires d'un commandement de corps d'armée en Algérie
- III-3. Les corps d'armées des années 1965-1975
- III-4. Conclusion

Chapitre IV. La guerre froide (2). 1975-1989

- IV-1. La réorganisation Lagarde. Les Grandes Unités 1977
 - Le contexte général de la réorganisation*
 - Le Corps d'armée 1977*
 - Le PC du Corps d'armée 1977*
- IV-2. Les Grandes Unités 1984
 - Le contexte général de la réorganisation*
 - Les Grandes Unités 1984*
 - Les PC 1984*
- IV-3. Conclusion

CHAPITRE I. De la création à la consécration. 1804-1914

I-1. Boulogne 1804. Napoléon crée le corps d'armée. La bataille napoléonienne

Au moment de la constitution de la Grande Armée, suite à la rupture de la Paix d'Amiens en 1803, l'Empereur cherche à la réorganiser à sa main. Si le système divisionnaire a fait ses preuves, il est incomplet, en ce sens qu'il multiplie beaucoup trop les subordonnés directs de Napoléon. Il lui faut des groupes de divisions, indépendants, capables, selon des ordres précis, de réaliser rapidement et de façon autonome la marche à l'ennemi, et en mesure d'être regroupés dans sa main pour la bataille décisive. Ce seront les corps d'armée, dont le commandement est confié aux maréchaux qui viennent d'être élevés à cette dignité : Bernadotte, Marmont, Davout, Soult, Lannes, Ney et Augereau. Les succès de Napoléon tiennent à sa capacité à coordonner les trois armes (infanterie-cavalerie-artillerie) grâce aux corps d'armée, premier niveau tactique complet pour conduire la bataille. De ce fait, les divisions, dont c'était la fonction durant les guerres de la Révolution, en passant sous la subordination des commandants de corps, sont ravalées à un niveau d'exécution.

Chaque corps d'armée est doté d'un état-major (Jomini sera chef d'état-major de Ney lors de la campagne de 1813, après avoir servi à l'état-major de la Grande Armée sous Berthier), deux ou trois divisions d'infanterie dotées de leur artillerie organique, une brigade ou une division de cavalerie légère, une artillerie de corps, un parc du génie et des éléments du Train.

Cette réorganisation doit beaucoup à l'adoption du système d'artillerie Gribeauval, lequel, disposant d'un attelage articulé, peut pour la première fois dans l'histoire, marcher au même rythme que l'infanterie, sans compter le fait que sa portée s'est trouvée doublée par rapport au système qui le précédait.

Quant aux états-majors, même si les premiers précis quant à leur fonctionnement n'ont été rédigés que sous la Restauration, ils comportaient déjà des avancées très modernes en termes de fonctionnement et même de méthode :

- le Renseignement (confié à la Cavalerie légère) : différencie déjà l'ennemi immédiat et futur, en cherchant l'ennemi au contact et dans la profondeur.
- les effectifs ainsi que les remontes sont suivis journallement par un système qui n'est pas sans analogie avec nos « situations de prise d'armes » (S.P.A.).

En revanche, le combat direct (il n'existe pas à l'époque de combat indirect dans le sens où on l'entend actuellement), demeure entre les mains de l'Empereur qui voit son terrain, ses unités et son ennemi et se détermine seul. La notion d'aide à la décision n'existe pas. Avant l'action et en cours d'action, Napoléon donne à ses commandants de corps des ordres précis dont il ne veut pas qu'ils s'écartent. Il se réserve le lieu et le moment (le cadre espace-temps) de l'engagement décisif.

Le meilleur exemple de la souplesse et de l'efficacité du système est donné par la campagne de 1805, au cours de laquelle la Grande Armée, déployée sur les côtes de la Mer du Nord, a rallié dans des délais extrêmement brefs le Haut Danube pour se concentrer et agir groupée à hauteur d'Ulm, à la surprise totale du commandement autrichien, chaque corps d'armée disposant d'un axe en propre le long duquel des dépôts de vivres et de fourrage avaient été constitués, et l'essentiel des mouvements étant camouflés à la vue de l'ennemi par la Forêt Noire. Qu'on en juge : le 1^{er} Corps (Bernadotte) venait du Hanovre, le 2^e (Marmont) de Hollande, le 3^e (Davout) d'Etaples, les 4^e (Sault) et 5^e (Lannes) du camp de Boulogne, les 6^e (Ney) et 7^e (Augereau) partant de l'Ouest. Ce fut une véritable déferlante convergeant vers la même zone, chaque commandant de corps étant autonome. À l'État-major de Napoléon, Berthier a fait établir un tableau qui indique les jours et heures de départ, les itinéraires, les lieux d'approvisionnement et les gîtes d'étape de chacun des corps d'armée. Les étapes journalières sont de 20 à 30 kilomètres et des jours de repos sont planifiés. Le mouvement initial de cette masse de manœuvre de plus de cent mille hommes, complétée par la Garde de Bessières et la réserve de Cavalerie de Murat ne donna lieu à aucun incident.

Le système perdurera durant tout l'Empire, mais, lors de la campagne de Russie, compte tenu de l'immensité du milieu, les corps d'armée perdent leur autonomie. L'Empereur commande directement sa masse de manœuvre, 400 000 hommes sur 600 000, tandis qu'Eugène de Beauharnais et Jérôme Bonaparte commandent des armées « auxiliaires », chargées de couvrir les flancs des Gros ; Le niveau du corps d'armée est dépassé pour atteindre celui de l'armée.

En 1813, Napoléon revient au système des corps d'armée autonomes, qui sont au nombre de 14, ce qui est, manifestement trop. En 1814, lors de la campagne de France, l'Empereur commande l'armée (aux effectifs forts réduits) principale entre Marne et Seine, tandis qu'Eugène, à la tête d'une armée franco-italienne assure la défense de la frontière des Pyrénées.

Face à cette armée française, celles des coalisés vont pâtir jusque vers 1808-1809, d'un retard de « génération » en termes de doctrine, d'équipement et d'organisation. Mais les enseignements tirés des défaites subies à répétition vont porter leurs fruits et, en 1814-1815, l'ordre divisionnaire et l'instauration du niveau du corps d'armée pour le coiffer existent partout au sein des grandes armées européennes, sous des formes assez proches.

I-2. Le cas particulier de la réserve de Cavalerie

La réserve de Cavalerie est la réunion en un Corps de cavalerie², de la cavalerie lourde (cuirassiers, puis carabiniers) et de ligne (dragons), regroupées au sein de divisions de telle ou telle subdivision d'arme, directement aux ordres de l'Empereur qui la destine à « créer la décision ». Quand la Grande Armée a atteint le volume de 600 000 hommes pour la campagne de Russie, la réserve de Cavalerie alignait six corps de cavalerie. Il est très intéressant de s'appesantir un peu sur l'idée que l'Empereur avait de son emploi.

Pour Napoléon, la réserve de Cavalerie, en fait, ne devait jamais être engagée face à un ennemi non déjà pris à partie et « façonné » par les corps d'armée, dans la phase initiale de la bataille. C'est ainsi qu'à Austerlitz, Murat a été engagé pour couper la retraite de Koutousov ; à Iéna, après la déroute prussienne, la réserve a été lancée en exploitation profonde, jusqu'au-delà de Berlin ; et à Eylau, la charge dite des « Quatre-vingts escadrons » visait, elle, à soutenir Augereau. Cette idée que la cavalerie ne pouvait pas être engagée face à un ennemi frais a été perdue de vue par Ney à Waterloo, lors de ses charges, aussi furieuses que désespérées, face aux carrés anglais retranchés. Mais surtout, en 1870, alors que la place de la cavalerie sur le champ de bataille commençait déjà à être fortement remise en question par les enseignements (non lus en France) de la Guerre de Sécession, l'armée française ignorait superbement cette réalité. Ces dispositions d'esprit amenèrent les funestes charges de Woerth lors de la bataille de Frœschwiller : pour soutenir une de ses corps d'aile, Mac Mahon demanda à Bonnemaïn, commandant une division de cavalerie, de charger le dispositif lui faisant face. Connaissant les règles d'emploi de ses régiments, Bonnemaïn demanda à Mac Mahon si l'ennemi qui lui avait été désigné pouvait être soumis au préalable à une préparation d'artillerie. Il s'attira cette réponse dédaigneuse de Mac Mahon : « Depuis quand, mes généraux de cavalerie ont-ils peur ? », ce qui illustre l'incurie totale de Mac Mahon et la justesse de vues de Bonnemaïn.

² Dont le commandement est confié initialement à Murat.

I-3. Le réveil militaire après 1870. Les lois d'organisation de 1872 et 1882

Jusqu'à la guerre franco-allemande de 1870, le corps d'armée n'avait jamais constitué une structure permanente du temps de paix, sauf sous l'Empire, mais ce n'était pas le temps de paix. Napoléon III avait bien esquissé une structure territoriale à peu près équivalente, sous l'appellation de « grand commandement », mais sans que le projet n'aboutisse. Aussi, une des premières mesures de réorganisation prise dès 1872 par voie législative consista à copier le modèle d'organisation territoriale allemande, une région militaire correspondant à la mise sur pied d'un corps d'armée du temps de paix, raison pour laquelle les termes de « région » et de « corps d'armée » sont souvent employés indifféremment pour les désigner. Le territoire fut divisé en 18 régions et une dix-neuvième fut instituée à Alger³.

À ce titre, le corps d'armée est le seul élément complet et homogène, l'armée n'étant pas un échelon constitué en temps de paix⁴, car il dispose en permanence :

- de ses organes de commandement ;
- de troupes ;
- de services.

Tous les éléments du corps d'armée correspondant stationnaient sur le territoire de la région, à savoir :

- deux divisions d'infanterie (seul le sixième Corps à Châlons en disposait de trois) ;
- un régiment de cavalerie légère ;
- un régiment d'artillerie ;
- des éléments du génie ;
- un escadron du train.

Ce système permit de rétablir la conscription sur la base d'un recrutement local.

³ L'Annexe 1 indique l'implantation des régions/corps d'armée, ainsi que les noms des premiers titulaires de leur commandement.

⁴ À compter de 1890, par la création du Conseil Supérieur de la Guerre, les généraux commandants désignés des armées y siègeront et disposeront de leur chef d'état-major, mais d'aucun autre officier. Ils exercent un pouvoir d'inspection sur les corps d'armée désignés pour entrer dans la composition de leur armée, selon la planification alors en vigueur.

Un vingtième Corps fut rapidement institué à Nancy, et, lors de la loi de Trois ans, un vingt et unième à Épinal. La désignation des premiers commandants de région donna lieu à un déferlement d'ambitions, si bien que ce fut Mac Mahon lui-même qui les désigna nominativement, ce qui permet de retrouver un certain nombre de grands noms de l'ancienne armée impériale⁵. Ce n'est donc pas par le haut que s'effectuera la régénérescence intellectuelle de l'Armée, mais par l'École Supérieure de Guerre, créée en 1876 et dont le premier commandant fut Lewal qui sut s'entourer d'une pléiade de cerveaux bien faits. Il est significatif de constater que ces commandants de région, subordonnés directement au ministre, se virent attribuer initialement l'appellation de « général commandant en chef ».

Parmi ces corps d'armée, il convient de distinguer les corps dits « de couverture » : il s'agit en fait de corps frontières chargés dès la mobilisation, de se porter à la frontière, de manière à placer les opérations de mobilisation et de concentration hors de la menace d'une attaque brusquée de la part de l'ennemi allemand.

Les corps d'armée disposent d'un état-major permanent dès le temps de paix, et ils sont même le seul niveau en disposant. Sous le commandement d'un chef d'état-major, ils comprennent quatre bureaux :

- 1^{er} Bureau : personnels, tous ravitaillements et santé.
- 2^e Bureau : renseignement, topographie.
- 3^e Bureau : opérations, planification et conduite.
- 4^e Bureau : mouvements et transports.

Or commandement des armes, le quartier général (terme de l'époque pour désigner le PC) comptait une trentaine d'officiers, et ce chiffre a peu varié jusqu'en 1914.

S'agissant de l'emploi du corps d'armée, les documents officiels de l'époque le désignaient comme constituant l'*unité de bataille*. De par sa composition uniforme et invariable, il constitue la seule Grande Unité qui serve de base aux combinaisons de la manœuvre conduite par le haut-commandement.

Au point de vue tactique, les divisions sont dans la dépendance étroite du corps d'armée qui intervient directement dans la conduite de leur engagement et centralise entièrement sa direction.

⁵ Il était prévu que les commandants de région puissent tenir leur rang, qu'ils disposent d'un hôtel de commandement et qu'ils soient dotés d'une maison militaire.

C'est sur ces bases organisationnelles et doctrinales que l'armée française est entrée en campagne en août 1914. Ces principes, au moins d'organisation, vont évoluer très vite, compte tenu de la contingence de toute bataille. C'est ainsi que, dès le mois de novembre 1914, pour participer à la bataille d'Artois, le général Pétain reçoit le commandement du 33^e C.A., nouvellement constitué à quatre divisions. En revanche, sur le plan de la manœuvre, le niveau du corps d'armée confirme être celui du pivot central de la manœuvre, conçue et conduite à celui de l'Armée, ce qui relègue la division à un niveau d'exécution⁶.

ANNEXE 1

Titulaires des commandements de corps d'armée en 1872⁷

- 1^{er} Corps d'armée, Lille : Général Clinchant. 53 ans, saint-cyrien, campagnes de Crimée et d'Italie, échappé de Metz en 1870. A commandé l'armée de l'Est et le 5^e Corps de l'armée de Versailles lors de la répression de la Commune. Mort Gouverneur militaire de Paris en 1881.
- 2^e Corps d'armée, Amiens : Général Montaudon. 55 ans, saint-cyrien, campagnes de Crimée et d'Italie. Commandant une division du 3^e corps en 1870. Blessé au siège de Paris. Brillant officier.
- 3^e Corps d'armée, Rouen : Général Lebrun. 62 ans, saint-cyrien, campagnes d'Algérie, de Crimée et d'Italie, ancien aide de camp de Napoléon III, commandant le 12^e Corps à Sedan. Fidèle au maréchal de Mac Mahon. Vif, agité, écrivain, artiste.
- 4^e Corps d'armée, Le Mans : Général Deligny. 57 ans, saint-cyrien, s'est distingué à Mascara. Commandant en 1870 la division des voltigeurs de la Garde.

⁶ Néanmoins, le commandement d'une division s'avère une tâche d'autant plus complexe que son état-major est très réduit. Pour illustrer ce fait, il suffit de se rapporter au chapitre des Carnets de Fayolle, publiés en 1964, dans lequel il relate son commandement de la 70^e D.I. sous les ordres de Pétain d'octobre 1914 à juin 1915, date à laquelle il lui succède à celui du 33^e C.A. On est frappé par la différence de niveau de préoccupations de Fayolle qui note ses impressions au jour le jour, sans intention de les voir publiées un jour, ce qui leur donne tout leur intérêt. Cette différence de niveau de préoccupations apparaît d'emblée, dès les premiers jours. Le même constat de complexité du commandement d'une division et de différentiel de niveau entre celui de la division et du corps d'armée apparaît également de façon tout à fait claire dans la *Correspondance* du général Guillaumat, publiée en 2004.

⁷ Lachouque commandant, *Revue Historique de l'Armée* 1964/3, pp. 26 et 27.

- 5^e Corps d'armée, Orléans : Général Bataille, 57 ans, saint-cyrien, campagnes d'Algérie et d'Italie. Commandant une division au 2^e corps de l'armée du Rhin en 1870. Grièvement blessé à Rezonville.
- 6^e Corps d'armée, Châlons sur Marne : Général Félix Douay, 57 ans, issu du rang, campagnes d'Afrique, Crimée, d'Italie et du Mexique. Ancien aide de camp de Napoléon III. Commandant le 7^e Corps à Sedan et le 4^e de l'armée de Versailles.
- 7^e Corps d'armée, Besançon : Général duc d'Aumale, fils du roi Louis Philippe. 41 ans. Vainqueur d'Abd el Kader. Grand bibliophile.
- 8^e Corps d'armée, Bourges : Général Ducrot, 56 ans saint-cyrien, campagnes d'Afrique et d'Italie. Échappé de Sedan. Commandant la 2^e Armée de Paris.
- 9^e Corps d'armée, Tours : Général de Cissey, 63 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique et de Crimée. Commandant une division du 4^e Corps en 1870. Sera ministre de la Guerre et sénateur.
- 10^e Corps d'armée, Rennes : Général Forgeot, 67 ans, polytechnicien, campagnes d'Afrique, de Crimée et d'Italie. Commandant de l'artillerie de Mac Mahon à Sedan.
- 11^e Corps d'Armée, Nantes : Général Lallemand, 56 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique et de Crimée. Philosophe et bohème, ses ordonnances louaient ses chevaux, empruntaient ses habits... Surnommé « le Père des soldats ».
- 12^e Corps, Limoges : Général de Lartigue, 58 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique. Commandait une division du 1^{er} Corps en 1870. Se distingue à Frœschwiller où il est blessé.
- 13^e Corps, Clermont-Ferrand : Général Picard, 60 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique, de Crimée et d'Italie. Commandant en 1870 des Grenadiers et Zouaves de la Garde.
- 14^e Corps, Lyon : Gouverneur militaire Général Bourbaki, 57 ans, saint-cyrien, campagnes de Crimée et d'Italie, aide de camp de Napoléon III, commandant l'armée de l'Est en 1870, vainqueur à Villersexel.
- 15^e Corps, Marseille : Général Espivent de la Villesboisnet, 60 ans, saint-cyrien, campagne d'Afrique. Gouverneur de Lyon en 1871, mâte la Commune à Marseille. Sera sénateur en 1876.

- 16^e Corps, Montpellier : Général Aymard, 53 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique, de Crimée et du Mexique. Commandant une division du 3^e Corps en 1870. Mort Gouverneur militaire de Paris.
- 17^e Corps, Toulouse : Général de Salignac-Fénelon, 58 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique, de Crimée et d'Italie. Gendre du maréchal Randon. Commandant la cavalerie du 6^e Corps en 1870.
- 18^e Corps, Bordeaux : Général d'Aurelle de Paladines, 69 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique et de Rome. Rappelé au service en 1870 pour commander le 15^e C.A. puis l'armée de la Loire. Vainqueur à Coulmiers.
- 19^e Corps, Alger : Général Chanzy, gouverneur général de l'Algérie, 51 ans, saint-cyrien, campagnes d'Afrique et d'Italie. Commandant la 2^e armée de la Loire en 1870. Sera élu député, puis sénateur.

CHAPITRE II. Les deux guerres mondiales, des guerres de corps d'armées

II-1. Du corps d'armée rigide à l'adaptation du C.A. à la bataille

L'impératif de donner aux corps d'armée une structure moins rigide est apparue dès qu'il s'est agi de conduire des actions offensives. Les deux divisions organiques étaient en effet insuffisantes pour mener des attaques sur un front et une profondeur suffisante : 3, 4, parfois 5 divisions ont été estimées nécessaires pour un corps d'armée.

De plus, pour ces opérations, le corps d'armée dut être renforcé par un grand nombre d'unités non endivisionnées, appartenant à différentes armes et lui permettant de disposer de moyens suffisants. Dès 1915, la composition du corps d'armée s'est donc assouplie. Elle est devenue variable et il a été nécessaire de mettre en cohérence les moyens de commandement et de soutien avec l'apparition des besoins nouveaux qui venaient de se révéler.

C'est dans la foulée des enseignements tirés des offensives de 1915 que le G.Q.G. diffuse deux documents qui vont modifier le rôle et la composition du corps d'armée, tout en confortant ce niveau comme l'unité chargée de la conduite de la bataille.

En premier lieu, l'*Instruction du 16 janvier 1916 sur le but et les conditions d'une offensive d'ensemble* marque l'étape essentielle dans l'évolution de la doctrine du combat. Elle rompt définitivement avec les préceptes du règlement de service en campagne de 1913 et consacre le principe de la bataille conduite autour de la préparation d'artillerie. Les offensives doivent être conçues comme une série d'attaques successives dont chacune est limitée en profondeur par les capacités de préparation de l'artillerie; ces attaques devant se succéder à un rythme rapide, de manière à empêcher l'ennemi de se rétablir et de faire rallier ses réserves. La surprise, corollaire de la diminution de la durée de la préparation devra être recherchée par la mise en œuvre d'une densité de formations d'artillerie dont le nombre devra pallier la durée de la phase de préparation.

En second lieu, par l'*Instruction du 26 janvier 1916 sur le combat offensif des grandes unités* la division devient « l'unité d'attaque » et il appartient à son chef de combiner l'action de l'infanterie et les effets de l'artillerie, tout en s'attachant à la recherche du renseignement. Le corps d'armée dont l'importance grandit est défini comme étant « l'unité de combat »; c'est à son échelon que la bataille se trouve désormais conduite et qu'est assurée la continuité de direction de l'engagement, indispensable au succès. En d'autres termes, le corps d'armée devient le pion de manœuvre de l'armée française. À ce titre, deux types de C.A. vont progressivement émerger :

- d'une part, les corps destinés à entrer dans la composition des armées soit chargés d'offensive planifiée à court ou moyen terme, soit déployés dans une zone du front où les opérations demeurent actives, même si de grandes offensives n'y ont pas lieu; ces corps d'armée sont alors articulés autour de quatre divisions (cette structure quaternaire permettant au commandant de corps de manœuvrer, tout en disposant de réserves constituées à son échelon). C'est cette structure qui prévaudra à Verdun lorsque Pétain y prendra le commandement.
- d'autre part, les corps assignés à la « garde » des secteurs passifs du front, notamment en Lorraine et dans les Vosges après 1916: ces corps d'armées sont articulés autour d'une structure binaire de deux divisions.

Ainsi, l'échelon divisionnaire se trouve rétrogradé au rang de grande unité d'exécution du combat de contact et le corps d'armée hissé à celui d'échelon de manœuvre assurant la cohérence tactique et logistique de la conduite de la bataille, capable de marquer un effort dans l'espace et dans le temps, notamment par le balancement des effets de ses appuis orga-

niques ou le renforcement au profit de telle ou telle grande unité subordonnée. L'armée conserve, quant à elle sa fonction initiale de conception et de conduite d'une bataille autonome et d'échelon logistique complet. Dès la bataille de Verdun, cette organisation sera appliquée, puisque Pétain organisera sa zone d'action en zones de groupements correspondant respectivement aux zones d'engagement des corps d'armée dont il dispose. Il est significatif de noter que rien n'est plus écrit sur la brigade qui perd ainsi tout rôle tactique et qui ne correspond plus qu'à un groupement – souvent temporaire – de deux régiments. Ce niveau hiérarchique ne va d'ailleurs pas tarder à disparaître⁸.

Dans le domaine du soutien, une certaine forme de décentralisation fut apportée dans l'organisation générale du corps d'armée.

Les divisions reçurent chacune leur autonomie de soutien, déchargeant ainsi le corps d'armée au sein duquel elles se trouvaient affectées. Les corps d'armée ne conservèrent en propre que :

- a) des organes de commandement chargés de coordonner l'action des soutiens divisionnaires.
- b) des organes d'exécution du soutien strictement indispensables à ceux des éléments endivisionnés qui leur restaient indissolublement liés.

En fait, si les périodes ou phases défensives de la campagne furent marquées par un bouleversement complet de l'ordre de bataille à l'intérieur des corps d'armée, du moins, pour toutes les opérations offensives, et surtout en 1918, lorsque l'initiative des opérations put enfin être reprise, le commandement a cherché à constituer les Armées avec un certain nombre de corps d'armées, dotées de leurs divisions organiques.

Bref, après avoir dans l'ensemble compté :

Fin 1915 :

- 12 Corps d'armée à 3 D.I. ;
- 15 Corps d'armée à 2 D.I. ;
- 23 divisions indépendantes.

⁸ En raison également de la crise des effectifs de l'année suivante, les divisions passant de ce fait de quatre à trois régiments, soit 9 bataillons, cette organisation « ternaire » permettant de conserver le même nombre de grandes unités, et même de les augmenter.

Fin 1916 :

- 2 Corps d'armée à 4 D.I. ;
- 10 Corps D'armée à 3 D.I. ;
- 15 Corps d'armée à 2 D.I. ;
- 20 D.I. indépendantes.

Milieu 1917 :

- 16 Corps d'armée à 4 D.I. ;
- 17 Corps d'armée à 2 D.I. destinés à tenir les secteurs calmes ;
- 14 D.I. isolées.

L'ensemble de l'armée française fut en 1918, aligné sur 30 Corps d'armée à 3 D.I. et 15 D.I. indépendantes, revenant ainsi au principe initial de 1914 du corps d'armée disposant d'un nombre fixe de divisions organiques.

Le mouvement des idées sur cette question ne prit pas fin avec l'armistice. La note du 3 avril 1919 du Maréchal commandant en chef les armées françaises, *sur la conduite des Grandes Unités*, tout en consacrant l'évolution précédemment indiquée, semble revenir à une conception plus souple du nombre des divisions au sein des corps d'armée.

Dans cette étude, rédigée par le 3^e Bureau du G.Q.G. et qui vise à engranger à chaud les enseignements de la guerre, le corps d'armée, demeure une Grande unité à composition variable, un organe de commandement dont les moyens sont suffisants pour pouvoir absorber de nombreux moyens de renforcement. Dans son emploi, il reste l'unité de la bataille, chargé de la conduire, de la coordonner et de l'alimenter, en fonction d'une mission à longue échéance.

En ce qui concerne le nombre des divisions affectées au corps d'armée, la formule préconisée est particulièrement souple, puisqu'elle allie les avantages d'un ordre de bataille aussi invariable que possible, avec les nécessités de l'adéquation du C.A. à ses diverses missions.

Elle prévoit le corps d'armée sous deux aspects :

- Celui du corps d'armée *organique*, à composition fixe, à 2 D.I. et des Éléments non endivisionnés (on dirait aujourd'hui des EOCA).
- Celui du corps d'armée *de bataille*, renforcé d'une ou plusieurs divisions et d'éléments de différentes armes.

Les appoints nécessaires pour transformer le C.A. *organique* en C.A. *de bataille* seront fournis par les divisions indépendantes ainsi que par les réserves générales.

II-2. Verdun, bataille de corps d'armée, conduite par une armée

Selon les normes d'engagement actuelles, et bien évidemment dans un rapport de forces proportionné, la zone d'action de la II^e Armée de 1916 à Verdun, correspondrait aujourd'hui à l'engagement d'une brigade (un GTIA sur la rive droite, un GTIA sur la rive gauche, un GTIA en soutien, à la poignée de l'éventail, du côté du fort de La Chaume⁹, et une artillerie de brigade, certainement renforcée, en mesure de battre jusqu'au parallèle de Montfaucon). Soit *grosso modo* de l'ordre de 5 000 hommes déployés et engagés dans une zone d'action qui fait entre douze et quinze kilomètres de front sur huit au maximum de profondeur. En 1916, sur le même terrain, Pétain a déployé cinq corps d'armée, soit 350 000 hommes, opposés à un volume équivalent et parfois supérieur d'Allemands !

Si la différence d'échelle est de l'ordre de 1 à 70, en revanche, l'effet majeur de ce commandant de brigade actuel serait rigoureusement identique à l'intention de Pétain un siècle plus tôt : Interdire la crête Froideterre – Souville – Tavannes, en faisant effort sur Souville.

Il est donc intéressant de se pencher sur cette « bataille de corps d'armées » sous le double angle des corps d'armée érigés en groupements, et de la « noria ».

a) Les corps d'armée érigés en groupements

La clé de voûte de la défense de Verdun en sera constituée par une subdivision de sa zone d'action en zones de groupements correspondant chacune à la zone d'action d'un corps d'armée. On retrouve ici l'idée maîtresse exprimée par l'*Instruction sur l'emploi des Grandes unités*, signée par Joffre le mois précédent, et qui faisait du corps d'armée l'unité de la conduite de la bataille. Pétain va organiser deux groupements sur la

⁹ Les missions de ces GTIA pourraient être les suivantes :

- GTIA Rive gauche : Interdire la ligne de mouvements de terrain Cote 304 – Mort Homme – Cumières.
- GTIA Rive droite : User l'ennemi entre la ligne Louvemont – Bois des Caures, inclus et Côte de Froideterre – Fort de Vaux inclus.
- GTIA Fort de Chaume : EMD contre-attaquer au profit de l'un ou l'autre des GTIA de premier échelon. Priorité GTIA rive droite.

rive gauche de la Meuse, un à cheval sur la coupure, deux sur la face nord de la rive droite, un sur la face sud et le dernier, face au sud. C'est ainsi que, chaque commandant de corps reçoit sa mission, ses limites et ses moyens. Dès le 26 février 8 heures¹⁰, le groupement Balfourier (20^e Corps) est scindé en deux. À gauche, le groupement Guillaumat (1^{er} Corps) prend à sa charge, en amont de Charny, les deux rives de la Meuse, afin de mieux coordonner les appuis réciproques des deux rives de la coupure. Le 1^{er} mars, le groupement Alby (13^e Corps) s'adjoint sur la rive gauche au groupement Bazelaire (7^e Corps) et s'étend jusqu'à la pointe du Bois d'Avaucourt. Le 2 mars, le groupement Baret (14^e corps) s'intercale sur la rive droite pour assurer la défense des côtes de Meuse face à la Woëvre.

Le général Léon Zeller a rapporté dans ses *Souvenirs* comment Pétain, venant de prendre son commandement en plein chaos de la bataille a organisé lui-même ces groupements¹¹ :

« Vers 9 heures, le général, sortant du bureau que l'on venait de lui attribuer et qui était séparé du nôtre¹² par le palier du premier étage a traversé tranquillement les groupes qui discutaient et péroraient avec animation, mais sans ordre, ni dans les idées, ni dans la répartition du travail. Sa seule apparition avait réussi à faire descendre de plusieurs tons le diapason de rumeurs qui remplissaient la salle. Plus pâle encore que d'habitude, ne parlant à aucun de ceux qui s'écartaient sur son passage, il a invité par un signe le colonel de Barescut¹³ et moi-même¹⁴ à venir auprès de lui, à côté de ma table de travail, debout tous trois devant une grande carte murale que je venais de faire assembler, et sur laquelle j'avais esquissé le tracé probable, mais bien incertain, du front que nos troupes défendaient. Prenant sur ma table un morceau de fusain et résumant ses intentions « Cinq secteurs, disait-il. Dans chacun une voie d'accès... ». Il a tracé ensuite, d'abord en traits pointillés, les axes de communication de ces secteurs, ensuite en traits pleins les limites qui compartimenteraient la zone. Il s'appliquait à cet ajustage délicat de toute son attention, le binocle aux yeux pour bien voir tous les

¹⁰ Pétain a pris son commandement le 26 à 0 heure.

¹¹ Général Léon Zeller, *Souvenirs sur Foch et Pétain, présentés et annotés par le colonel Claude Franc*, Paris, Economica, 2018, p. 138.

¹² Celui du 3^e Bureau.

¹³ Chef d'état-major de la II^e armée.

¹⁴ Lieutenant-colonel Zeller, sous-chef d'état-major.

détails de la carte... et je perçois encore le léger tremblement qui agitait le fusain tenu de sa main droite, alors que sa main gauche effaçait de temps à autre les tracés qu'il jugeait défectueux et qu'il corrigeait aussitôt.

Ce travail dans lequel se concentraient toute son application et toute son expérience a duré quelques minutes à l'issue desquelles il nous a tenu le langage suivant qu'il m'est possible, je crois, de citer mot pour mot : « Établissez rapidement l'ordre suivant, très sommaire en quelques lignes avec un croquis : Je prends le commandement – La zone de l'armée est fractionnée en cinq secteurs dont voici les limites. Dans chaque secteur, un chef prend le commandement absolu des troupes qui s'y trouvent actuellement, et la responsabilité de la défense – Ces chefs sont, de gauche à droite, Bazelaire seul sur la rive gauche – Ensuite Guillaumat, Balfourier, Baret, Duchêne – Répétez ensuite l'ordre donné par le commandant en chef : résistez sur place, personne n'ordonnant aucun repli – À vous l'état-major de me proposer ensuite toute mesure pour remettre de l'ordre en rétablissant le plus tôt possible les liens organiques ... ».

b) La noria

Dans le souci de préservation de ses effectifs, Pétain obtient très rapidement du G.Q.G. que les grandes unités entrant dans la composition de la II^e armée ne soient pas organiques, mais que l'ensemble des divisions d'infanterie de l'armée française tournent à Verdun, de manière à conserver en permanence un niveau élevé de capacité opérationnelle, seule l'armature des corps d'armée demeurant permanente. Ainsi, les grandes unités seraient relevées avant d'avoir atteint un stade d'usure critique nécessitant une reconstitution complète. Ce sera la « noria », chaque grande unité d'infanterie tournant en secteur à Verdun moins d'une semaine avant d'en être relevée et mise au repos. Sur 104 divisions d'infanterie inscrites alors à l'ordre de bataille de l'armée française, seulement une petite vingtaine n'a jamais été engagée à Verdun. La majorité s'y est trouvée engagée deux fois. C'est le système dit de la « noria ».

Ainsi, le corps d'armée qui était devenu précédemment une grande unité extensible, c'est-à-dire susceptible d'engager un nombre variable de divisions et d'éléments en renforcement, devient alors, théoriquement tout au moins, un Groupement de divisions interchangeable et un organe permanent chargé d'assurer la continuité des opérations dans un secteur du front.

Une telle organisation apporte évidemment une souplesse considérable dans l'organisation du commandement sur le champ de bataille et l'exécution des relèves. Mais, en acceptant à l'intérieur de chacun de ces corps d'armée le principe de ces mutations de divisions, on ouvre la porte à des modifications fréquentes, pour ne pas dire continues de l'ordre de bataille. Les liens organiques indispensables entre le corps d'armée et la division sont rompus (un seul exemple, ni les chefs ni les états-majors ne sont plus habitués à travailler ensemble) et il en résulte une diminution du rendement des grandes unités, rançon inévitable de la souplesse qu'induit cette nouvelle organisation.

Pour pallier cet inconvénient, le commandement fut contraint de réaliser un éternel compromis entre les nécessités du maintien des liens organiques et le souci de satisfaire aux contraintes de la conduite de la bataille.

II-3. L'entre-deux-guerres

La conception arrêtée en 1919 a été rapidement modifiée pour aboutir au système suivant. Le corps d'armée ne comprend plus que ses organes de commandement et ses éléments organiques. Il peut recevoir, selon les missions qui lui sont confiées, un nombre variable de divisions et des éléments de renforcement. En revanche, le commandant de corps d'armée est toujours commandant de région, sur le territoire de laquelle stationnent nombre d'unités qui ne rentreront pas dans la constitution du corps d'armée correspondant, lors de sa mise sur pied. En outre, les régions frontalières, anciens corps de couverture, engagent maintenant les éléments des régions fortifiées (Ligne Maginot), désormais en charge de la couverture.

ANNEXE 2

Commandants de corps d'armée en 1914

- 1^{er} Corps d'armée : Général Franchet d'Espèrey. Saint-cyrien. 58 ans. Commandant d'armée en septembre 1914.
- 2^e Corps d'armée : Général Gérard. Saint-cyrien. 57 ans. Commandant d'armée en avril 1915.
- 3^e Corps d'armée : Général Sauret. Limogé le 25 août.
- 4^e Corps d'armée : Général Boëlle. Saint-cyrien. 64 ans.
- 5^e Corps d'armée : Général Micheler. Mort pour la France en 1917.

- 6^e Corps d'armée : Général Sarrail. Saint-cyrien. 58 ans. Commandant d'armée en septembre 1914.
- 7^e Corps d'armée : Général Bonneau. Saint-cyrien. 63 ans. Limogé le 14 août 1914.
- 8^e Corps d'armée : Général de Castelli. Saint-cyrien. 58 ans. Limogé le 14 octobre 1914.
- 9^e Corps d'armée : Général Dubois. Saint-cyrien. 62 ans. Commandant d'armée en mars 1915.
- 10^e Corps d'armée : Général Defforges. Saint-cyrien. 62 ans. Décédé en mars 1915 des suites d'une maladie contractée en service.
- 11^e Corps d'armée : Général Eydoux Saint-cyrien. 62 ans.
- 12^e Corps d'armée : Général Roques. Polytechnicien. 58 ans. Commandant d'armée en janvier 1915. Ministre de la Guerre en mars 1916.
- 13^e Corps d'armée : Général Alix. Saint-cyrien. 60 ans.
- 14^e Corps d'armée : Général Pouradier-Duteil. Saint-cyrien. 60 ans. Limogé le 24 août 1914.
- 15^e Corps d'armée : Général Espinasse. Saint-cyrien. 61 ans. Limogé le 31 août 1914.
- 16^e Corps d'armée : Général Taverna. Saint-cyrien. 60 ans. Limogé le 7 novembre 1914.
- 17^e Corps d'armée : Général Poline. Saint-cyrien. 62 ans. Limogé le 21 août 1914.
- 18^e Corps d'armée : Général de Mas Latrie. Saint-cyrien. 63 ans. Limogé le 4 septembre 1914.
- 20^e Corps d'armée : Général Foch. Polytechnicien. 63 ans. Commandant d'armée en août 1914. Commandant de groupe d'armée en octobre 1914. Commandant en chef interallié en mars 1918.
- Corps d'armée Colonial : Général Lefèvre. Saint-cyrien. 60 ans.
- Corps de cavalerie : Général Sordet. Saint-cyrien. 62 ans. Limogé le 8 septembre 1914.

De cette énumération, un certain nombre de remarques s'imposent.

En premier lieu, sur l'âge des commandants de corps d'armée. Leur moyenne d'âge s'établit autour de 60 ans, avec 57 ans pour le plus jeune et 64 pour le plus âgé. Cette ancienneté est sans doute la raison qui a voulu qu'en novembre 1918, seuls deux d'entre eux exerçaient encore un commandement actif, Foch et Franchet d'Espèrey.

En second lieu, on ne peut que constater une surreprésentation des saint-cyriens par rapport aux polytechniciens, donc des généraux issus des armes de mêlée par rapport à ceux issus des armes d'appui.

Quant à la suite de leur carrière, si quatre d'entre eux, ce qui est faible, seront très rapidement promus au commandement d'une armée, en revanche, neuf seront limogés pour insuffisance. Il convient de noter que parmi ces limogés, figurent tous les commandants de corps recrutés dans le Sud de la France, ce qui n'a pas contribué à asseoir la réputation de valeur opérationnelle de ces personnels.

En termes d'exercice de leur commandement, aucun de ces généraux n'a exercé celui de son corps d'armée durant toute la guerre. Néanmoins, pour certains d'entre eux, on peut observer une très grande stabilité dans leur commandement: le général Maistre a exercé celui du 21^e C.A. depuis septembre 1914 (lorsqu'il a relevé Legrand Girarde) jusqu'à mai 1917 (lorsqu'il a relevé Mangin au commandement de la 6^e Armée), soit plus de deux ans et demi; Le général Berdoulat a exercé successivement le commandement de deux corps d'armée (le 1^{er} C.A.C., puis le 20^e C.A.) sans discontinuer d'août 1915 à février 1919, avant d'être nommé GMP. Mais le commandant de corps d'armée le plus emblématique demeurera le général Balfourier qui a commandé le 20^e C.A. depuis août 1914 (date à laquelle il y a relevé Foch) à septembre 1916, date à laquelle il a pris, pour moins d'un an le commandement du 36^e C.A. Il a toujours refusé de commander une armée, estimant que le commandement d'un corps d'armée représentait pour lui la quintessence du commandement tactique. Le général de Bazelaire qui commandait le 7^e Corps de novembre 1915 à juin 1918, avec notamment Verdun, la Somme et le Chemin des Dames, ne pensait pas autre chose.

ANNEXE 3

Commandants de corps d'armée en 1918

- 1^{er} Corps d'armée: Général Lacapelle. Saint-cyrien. 49 ans. Admis en 2^e section en 1931.
- 2^e Corps d'armée: Général Philippot. Saint-cyrien. 53 ans. Admis en 2^e section en 1927.

- 3^e Corps d'armée: Général Lebrun. Saint-cyrien. 57 ans. Admis en 2^e section en 1923.
- 4^e Corps d'armée: Général Pont. Polytechnicien. 53 ans. Admis en 2^e section en 1927.
- 5^e Corps d'armée. Général Pellé. Polytechnicien. 55 ans. Décédé en activité à 60 ans.
- 6^e Corps d'armée. Général Duport. Saint-cyrien. 54 ans. Admis en 2^e section en 1926.
- 7^e Corps d'armée: Général Massenet. Polytechnicien. 54 ans. Admis en 2^e section en 1926.
- 8^e Corps d'armée: Général Hély d'Oissel. Saint-cyrien. 61 ans. Admis en 2^e section en 1919.
- 9^e Corps d'armée: Général Garnier du Plessis
- 10^e Corps d'armée: Général Vandenberg. Saint-cyrien. 62 ans.
- 11^e Corps d'armée: Général Prax. Saint-cyrien. 54 ans. Admis en 2^e section en 1926.
- 12^e Corps d'armée: Général Graziani Saint-cyrien. 59 ans. Admis en 2^e section en 1924 (maintenu en activité trois ans après la limite d'âge).
- 13^e Corps d'armée. Général Linder. Polytechnicien. 59 ans. Admis en 2^e section en 1921.
- 14^e Corps d'armée: Général Marjoulet. Saint-cyrien. 59 ans. Admis en 2^e section en 1921.
- 15^e Corps d'armée: Général Riot de Fonclare. Saint-cyrien. 61 ans. Admis en 2^e section en 1919.
- 16^e Corps d'armée: Général Deville. Saint-cyrien. 56 ans. Admis en 2^e section en 1924.
- 17^e Corps d'armée: Général Hellot Saint-cyrien. 55 ans. Admis en 2^e section en 1925.
- 18^e Corps d'armée: Général de Pouydraguin. Saint-cyrien. 56 ans. Admis en 2^e section en 1924.

- 20^e Corps d'armée : Général Berdoulat. Saint-cyrien. 57 ans. Admis en 2^e section en 1923.
- 21^e Corps d'armée : Général Naulin. Saint-cyrien. 48 ans. Général d'armée. Admis en 2^e section en 1932.
- 30^e Corps d'armée : Général Pénet. Saint-cyrien. 51 ans. Admis en 2^e section en 1929.
- 31^e Corps d'armée : Général de Toulorge. Saint-cyrien. 56 ans. Admis en 2^e section en 1924.
- 32^e Corps d'armée : Général Passaga. Saint-cyrien. 55 ans. Admis en 2^e section en 1925.
- 33^e Corps d'armée : Général Leconte Saint-cyrien. 58 ans. Décédé en activité en 1919.
- 34^e Corps d'armée : Général Nudant. Polytechnicien. 57 ans. Admis en 2^e section en 1923.
- 35^e Corps d'armée : Général Jacquot. Saint-cyrien. 56 ans. Admis en 2^e section en 1924.
- 36^e Corps d'armée : Général Nollet. Polytechnicien. 53 ans. Général d'armée. Grand chancelier de la Légion d'honneur 1934-1940.
- 38^e Corps d'armée : Général de Mondésir. Polytechnicien. 61 ans. Admis en 2^e section en 1919.
- 1^{er} Corps d'armée colonial : Général Mazillier. Saint-cyrien. 56 ans. Admis en 2^e section en 1924.
- 2^e Corps d'armée colonial : Général Claudel. Saint-cyrien. 47 ans. Admis en 2^e section en 1936.
- 1^{er} Corps de cavalerie : Général Féraud. Saint-cyrien. 56 ans. Admis en 2^e section en 1924.
- 2^e Corps de cavalerie : Général Robillot. Saint-cyrien. 53 ans. Admis en 2^e section en 1927.

En comparant avec le tableau précédent de 1914, un indiscutable rajeunissement saute aux yeux. En fait, de 60 ans en 1914, la moyenne d'âge est tombée à 55 ans et demi. Entre temps la limite d'âge des généraux était passée de 65 à 62 ans. La conséquence s'impose d'elle-même : les généraux de corps d'armée vont continuer à exercer des responsabilités

en moyenne, encore six ans et demi après l'Armistice. Par le même effet, la moyenne d'âge des généraux commandants les armées était tombée de 62 ans en 1914 à 54 ans et demi en 1918, soit un an de moins que leurs subordonnés directs. Ceci veut dire que la perspective d'avancement des généraux de corps d'armée pour accéder à une cinquième étoile est, sauf exception, nulle ! Des exceptions, il n'y en aura que deux : Naulin et Nollet. Le premier sera commandant supérieur des troupes au Maroc durant la guerre du Rif, ce qui explique sa promotion. Le second avait des affinités politiques nettement marquées. Proche des radicaux-socialistes, il sera ministre de la Guerre d'Herriot au moment du Cartel des Gauches. Ce qui est vrai vers le haut, le sera également à l'encontre de leurs subordonnés immédiats : les divisionnaires de 1918, à quelques exceptions près, la plus emblématique étant Gamelin, verront également leur avenir bouché. En fait, conséquence du rajeunissement général qui a marqué tous les grades d'officiers généraux durant la guerre, le système est bloqué et il faudra attendre la fin des années vingt et le début des années trente pour voir une relève générationnelle des généraux. Cet état de fait aura deux conséquences !

La première sera la mise en place d'un véritable « magistère bleu-horizon » sur l'armée française jusqu'au début des années trente (Pétain sera vice-président du Conseil jusqu'en 1931 et Gouraud, par exemple, indéboulonnable GMP, membre du Conseil supérieur de la Guerre jusqu'en 1938). La pensée militaire sera figée sur la « recette » de la victoire. Le front continu, avatar de la tyrannie exercée par le feu durant les années de guerre sera élevé au rang de dogme, sans prendre en considération, par exemple les enseignements de la guerre – de mouvement – sur le front russe.

Le second, c'est une « fuite des cerveaux » militaires. Exaspérés des conditions d'avancement qui leur sont imposées, les meilleurs généraux de la génération suivante démissionnent et entreprennent une nouvelle carrière, souvent dans le monde industriel où ils réussiront très bien d'ailleurs, à l'instar des généraux Duval, le « père » de la Division aérienne après avoir été le chef d'état-major très apprécié de Fayolle ou d'Estienne, « père » des chars (le char B1 qu'il a lancé en 1922, avant de démissionner, sera toujours à l'état expérimental douze ans plus tard). Quant au général Tanant, incomparable chef d'état-major de la 3^e Armée durant la guerre, général de brigade de 49 ans à l'Armistice, il va « croupir » six ans dans le commandement subalterne de l'École de Saint-Cyr, avant de prendre le commandement d'une division, et, à l'extrême limite de sa carrière, celui d'une région militaire.

II-4. La Seconde Guerre mondiale

Lors de la campagne de 1940, l'engagement des corps d'armée s'est effectué conformément à la doctrine en vigueur avant-guerre. Il conserve la place prépondérante qui était la sienne au niveau de la conduite de la bataille : la richesse de son état-major, le volume de ses éléments organiques (armes et services), en font la grande unité interarmes capable de manœuvrer sur plusieurs directions, de mener des actions prolongées et d'emporter la décision.

Le corps d'armée américain (et donc les corps d'armée français de 1943-1945, totalement identiques) est une structure très forte, afin de pouvoir engager les moyens de combat et d'appui qui renforcent les divisions ou renforcent les situations. Premier échelon logistique complet, c'est aussi le niveau d'un volume de soutiens et de services qui dépasse largement tout ce qui était alors réalisé en Europe.

La logistique est conçue à la fois pour faire face aux consommations les plus élevées selon les normes retenues et en fonction de critères qui font appel à la puissance pour écraser l'ennemi. Elle doit aussi assurer tout ce qui est nécessaire aux unités américaines qui vont se battre, par définition sur un sol étranger. Aucune rupture de stocks ne peut être envisagée et, pour Eisenhower, la logistique détermine la décision opérationnelle.

En ce qui concerne les PC, le nombre de véhicules et de moyens radio (phonie notamment), sont d'une abondance jamais connue auparavant : en ce domaine, les Alliés reprennent nettement l'avantage sur les Allemands. Mais, par suite, les PC avec leurs véhicules hérissés d'antennes deviennent des cibles imposantes et toutes désignées d'autant plus qu'il leur faut se déployer sur les points hauts, les liaisons se faisant de « poste à poste ». Ceci explique pourquoi, du niveau de l'armée à celui de la division (donc les liaisons « Haut » et « Bas » du corps d'armée), le téléphone est systématiquement installé avec des centraux.

Sur le front occidental, pour les armées alliées, si la bataille était conçue au niveau de l'Armée, comme au cours du conflit précédent, elle était conduite à celui du corps d'armée. C'est ainsi que dans l'armée américaine, après la percée d'Avranches, Patton a scindé son armée en lançant un corps d'armée en Bretagne jusqu'à Brest, un corps d'armée vers la Loire, jusqu'à Orléans, puis en direction de Troyes, et un corps d'armée pour bifurquer après Le Mans vers le Nord pour – mal – fermer la poche de Falaise ; dans l'armée britannique, c'est le 30^e d'Horrocks (qui y a laissé sa carrière) qui a échoué à atteindre Arnhem par la voie terrestre ; de Lattre avec la

Première Armée n'est pas en reste : chacun de ses deux corps d'armées ont participé à la poursuite de la XIX^e armée allemande, de part et d'autre du Rhône depuis la Provence jusqu'au seuil des Vosges. Puis, la bataille des Vosges a été celle de Monsabert, tandis que celle de Haute Alsace a été celle de Béthouart.

Quant à l'armée soviétique, elle a délibérément ignoré le niveau du corps d'armée. Cela est dû à un étirement vers le haut des niveaux de commandement : comme c'est l'école de pensée soviétique de l'académie de Frounzé qui a identifié et codifié l'art opératif, cela s'est traduit, dès 1942, par la multiplication des « fronts », en fait des groupes d'armées, à qui revenait l'application de cette manœuvre opérative. Le niveau immédiatement subordonné était l'armée, et, en dessous directement les divisions qui bénéficiaient des effets ou directement de l'adaptation des appuis de l'Armée.

Pour la lecture des chapitres 3 et 4 de cette étude, portant sur les corps d'armées de la Guerre Froide, nous invitons nos lecteurs à attendre avec vigilance la sortie de notre deuxième livraison prévue en avril prochain.

Colonel Christophe de LAJUDIE

BATTRE

On avait initialement envisagé de deviser ici sur le mot « bataille » et ses dérivés mais il nous est apparu que « battre », d'où est issu « bataille », avait rang de préséance. C'est pourquoi on reparlera de bataille, de combat, et de bataillon, dans une prochaine livraison de votre revue.

Battre nous vient du latin *battuere* qui signifie frapper, et le plus souvent de façon répétée, comme fait le maréchal qui bat le fer tant qu'il est chaud mais le bat froid à qui ne lui revient pas. C'est le principe même de la guerre et d'une bonne partie du vocabulaire guerrier à la fois, ce qui lui donne la préséance.



Aimé Morot - Charge de cuirassiers à Rezonville, 16 août 1870-1886 (détail),
Paris, Musée d'Orsay.

Le verbe battre est le principe de la guerre en tant qu'il désigne son origine, son aboutissement et son but. Car frapper un adversaire, constitue l'acte originel qui fait basculer tout conflit contrôlé dans la violence par nature incontrôlée. C'est aussi la plus petite activité véritablement guerrière, l'action la plus élémentaire de la bataille, et la représentation ultime de la guerre. On songe à la furieuse mêlée des cuirassiers allemands et français à Rezonville dans le tableau de Morot (en voilà qui se le battent froid dans les deux sens du terme...).

Battre, dans un sens second, désigne aussi l'objectif poursuivi par chaque belligérant et l'acte ultime par lequel toujours se conclut l'affrontement, quand un des protagonistes doit reconnaître qu'ayant reçu plus de coups qu'il n'a pu en férir, il est indiscutablement battu, c'est-à-dire vaincu. D'éminents orientalistes n'auront pas manqué d'observer d'ailleurs tout ce que dit cette dérive du sens, de frapper à vaincre, de notre culture guerrière, stratégique ou tactique : dans le parler d'Occident, vaincre consiste à repousser ou renverser l'ennemi en le rouant de coups, à le *bouter à lance rompue*, affaire de boxeur et non de judoka. D'autres termes ont d'ailleurs connu la même évolution sémantique comme rosser, qui du sens premier de frapper d'une gaule (du latin *rustia* qui désigne la gaule) en vint à signifier frapper en général et finalement vaincre, ainsi que l'on traduit le mot de sa Grâce le duc de Wellington s'adressant à quelque officier d'ordonnance le matin de Waterloo alors qu'il déployait son armée, les derrières aux défilés de la forêt de Soignes : « *Sans doute on dira à Londres que nous avons été rossés...* ».

Mais battre est aussi le principe du vocabulaire guerrier en ce qu'il a donné combat, combattre, rabattre, bataille et batailler, batterie, bataillon, et toutes les expressions qui en découlent, et une quantité d'expressions et de locutions guerrières ou d'inspiration guerrière : battre la charge ; battre la chamade ; battre en retraite ; battre en brèche ; battre les bois, le fourré, l'estrade ou la campagne, et on en passe.

Il arrive qu'un des protagonistes ait nettement le dessous et soit *battu à plates coutures* comme un costume épais battu et rebattu par le tailleur afin d'en aplatir les coutures, ou qu'il soit *battu comme plâtre* comme fait le plâtrier pour gâcher son enduit. On notera ce que ces expressions impliquent d'inertie de la part du vaincu, soit qu'il ne soit pas de force à affronter son adversaire, soit que les premiers coups l'aient désarmé. Mais comme l'homme de guerre, contrairement au fer, aux coutures, au plâtre ou à la terre, se laisse rarement battre sans réagir, le battre implique presque toujours d'accepter d'être soi-même battu, d'encaisser

des coups en retour, d'échanger avec lui *force horions*, en un mot de se battre mutuellement. Et il est évident que *se battre* ne se comprend pas dans un sens réfléchi, sauf dans le cas de la sentinelle de la troisième veille qui se gifle vigoureusement pour échapper à l'engourdissement tout en battant la semelle dans l'espoir de se réchauffer les pieds.

Les Anciens n'avaient pas plus que nous une haute considération pour la violence, même s'ils la rangeaient au chapitre des maux nécessaires, ce qu'indiquent les mots batterie (comme chamaillerie, rouerie, fâcherie, coucherie, etc.) qui signifie originellement le fait, voire la manie, de se battre, ou bataille, qui vient de l'italien *battaglia* mais dont la terminaison prend en français une coloration légèrement péjorative (comme dans valetaille, marmaille, piétaille, boustifaille, etc.)

Comme les chasseurs battaient les buissons à coups de bâtons pour en débusquer le gibier, on en vint à dire *battre* pour *fouiller* un lieu et *rabattre* pour désigner l'action de pousser quelqu'un à grand bruit dans une direction opposée. On envoya l'infanterie légère *battre le bois*, le fourré, ou la lisière (et comme on prit l'habitude de recruter ces hommes parmi les braconniers, on les appela *chasseurs*). La cavalerie légère reçut mission de *battre l'estrade* c'est-à-dire courir les routes (de l'italien *strada*) ou de *battre la campagne*, afin de découvrir l'ennemi et d'intercepter ses coureurs et ses porteurs de dépêches. Comme les allées et venues des patrouilles de cavalerie évoquent les mouvements apparemment erratiques du limier cherchant la voie, *battre la campagne* et *battre l'estrade* finirent par signifier errer sans fins ni but ou vagabonder. Et de même, sans doute parce que les éclaireurs bien souvent ne trouvent rien et passent à côté de l'ennemi, on en vint à dire du tireur maladroit qu'il battait la campagne.

Le sens du terme évolua encore avec le progrès des armes de jet puis des armes à feu. Puisque *battre* un adversaire signifiait lui porter des coups, ce qui revient à dire que les coups doivent atteindre un but déterminé, on en vint à dire d'une arme dont les projectiles – qu'on finit par appeler eux-mêmes *coups* – atteignaient effectivement un but ou un objectif, qu'elle *battait l'objectif*. Puis par une nouvelle extension, la possibilité même de toucher l'objectif détermina le sens du terme et un terrain fut considéré comme *battu* dès lors que des armes étaient positivement en mesure de le battre. C'est ainsi qu'un terrain, un passage, un obstacle, furent dits battus alors qu'aucun coureur ne les parcourait et qu'aucune arme n'y tirait, par la seule magie de la volonté du chef qui avait adroitement placé des tireurs susceptibles de battre effectivement tout ennemi qui s'y présenterait.

Chacun entend bien, en effet, que le principe selon lequel *tout obstacle doit être battu par le feu*, ne suppose pas qu'on soit en permanence en train de tirer sur ledit obstacle.

Battre en vint à ne s'appliquer quasiment qu'aux bouches-à-feu de gros calibres qu'on qualifie d'*armes lourdes*. De là l'habitude de dénommer à son tour batterie le groupement de canons, puis le lieu même qu'on devait aménager pour installer ces canons. On creusait donc la batterie après avoir ouvert la tranchée, on entraînait en batterie et on en sortait, opérations aussi difficiles que périlleuses du temps où il fallait 8 à 12 chevaux pour tirer une pièce de siège. Comme personne n'accepte sans réagir de se faire battre, on imagina bientôt le moyen de battre la batterie ennemie pour l'empêcher de battre son objectif, ce qui donna *contrebatterie* et *contre-batterie* : et on observera que contrebatterie retrouve le sens d'action qui était originellement celui de batterie.

En raison de la modicité des portées et de la forme des trajectoires, l'emplacement des premières batteries était directement déterminé par la nature ou le but des tirs qu'on voulait appliquer et les batteries étaient désignées par leur mission : on eut donc *des batteries à ricochet, de revers, d'écharpe, d'enfilade, de brèche...* Cette dernière avait pour mission de battre en brèche une courtine ou plus souvent encore la face d'un bastion, ce qui au XVII^e siècle revenait à envoyer un millier de boulets au pied de l'escarpe pour provoquer l'effondrement de la maçonnerie, permettant à l'infanterie de franchir le fossé et couronner la brèche, opération qui conduisait habituellement le gouverneur à rendre la place, donc à faire *battre la chamade* dont il est question un peu plus loin.

Abattre, qui signifiait d'abord *frapper jusqu'à terre* ou à mort, finit par signifier simplement tuer ou faire tomber, d'où le verbe dériva vers le pronominal dans le sens d'une chute volontaire et nettement agressive : ainsi le faucon *s'abattit sur* sa proie et les cosaques sur les traînards de la Grande Armée (au sens figuré parce que les cosaques sortent des bois et ne tombent pas du ciel), avant que, dans le ciel moderne, les bombardiers en piqués ne s'abattent sirènes hurlantes sur les défenseurs des ponts de la Meuse.

Les instruments de musique à percussion jouant un rôle aussi éminent qu'universel dans la psychologie (voire la neurologie ?) guerrière, et battre étant synonyme de percuter, on battit bientôt tambour puis, du tambour, on en vint à appliquer directement le verbe aux musiques qu'on exécutait et qui servaient à animer l'armée. On battait donc *aux champs* pour annoncer l'arrivée d'un général. On battait *la charge* pour déclencher et encourager

une marche rapide en avant jusqu'au corps-à-corps. On *battait la chamade* pour annoncer l'intention de rendre la place ou d'amener son pavillon et, soit que la rapidité de la mesure évoquât les battements du cœur amoureux, soit que la reddition de la place évoquât la fin de la résistance de la personne aimée, l'expression passa dans le registre de la séduction. On *battait la diane* à l'aube pour éveiller le bivouac et la *retraite* le soir pour rappeler les patrouilles et les corvées envoyées en dehors du camp. On *battait en retraite* durant le combat pour ordonner à l'armée d'abandonner le champ de bataille et, contrairement à Larousse, nous ne pensons pas que l'expression signifiait « combattre en retraite » parce qu'il fallut attendre la fin du XVIII^e siècle pour qu'on puisse effectivement livrer combat tout en reculant. Batterie signifiant le fait même de battre, on appela bientôt batteries les morceaux et signaux exécutés par les tambours et de là le mot finit par désigner ceux-là même qui battaient, et le corps des tambours devint la batterie. Et comme on battait les œufs très vivement pour faire une omelette et qu'il y fallait une certaine dextérité, les soldats baptisèrent « omelette » une batterie très rapide et d'exécution difficile et le surnom resta au célèbre Rigaudon d'honneur, batterie pour virtuoses composée sur l'ordre de l'Empereur pour distraire les grognards lors du long séjour au camp de Boulogne. On observera pour clore ce chapitre que les instruments de musique sont doués de personnalité, qu'on donne le nom de l'instrument à celui qui en joue. C'est ainsi qu'on dit que les *invincibles Mayençais* sortirent de la place *tambours battants et mèches allumées* comme si, en quelque sorte, leurs tambours avaient battu tous seuls.

Nous clorons cette rubrique avec le battage et le verbe rabattre qui, comme les tambours, ramènent aux considérations sur le bruit et la transmission des ordres. Le battage désigne toujours l'action de battre les épis mais faire du battage revient à faire de la publicité ou de la réclame. Or, *le battage* a aussi désigné autrefois la capacité d'un canon à tirer sans obstacle, donnant le *secteur de battage*, angle à l'intérieur duquel aucun obstacle n'empêche de pointer ou de tirer. On ne manque pas de s'interroger sur le rapport qu'il peut y avoir entre le tir du canon et la publicité. *Rabattre* pourrait nous fournir un indice. Après avoir été employé dans le sens de *parer un coup*, rabattre en vint à signifier *pousser ou repousser dans une autre direction*. Et comme les rabatteurs battent à grand bruit les taillis afin de pousser le gibier vers la ligne de battue, il arrive qu'une troupe se fasse voir ou entendre dans le seul but d'attirer l'attention de l'ennemi ou de le pousser dans une direction opposée. Il arrivait souvent au XVII^e et au XVIII^e siècle que la cavalerie reçoive mission d'aller *faire du bruit*. Et une frégate envoyée en reconnaissance devait virer de bord à la vue de



l'ennemi et *se rabattre sur* son escadre en annonçant à coups de canon l'arrivée de l'ennemi. Ce détail nous aide d'ailleurs à comprendre que les canons attachés aux détachements d'arrière ou d'avant-garde dans les guerres du XIX^e siècle n'avaient peut-être pas pour fonction essentielle de ralentir l'ennemi ou de le tenir à distance mais bien d'informer le commandement sur la position de l'ennemi bien mieux et plus vite que n'aurait pu faire un agent de liaison. En ce temps-là, *marcher au canon* n'était pas seulement une façon de parler mais un acte élémentaire, et *faire du battage* revenait peut-être à donner l'alerte à coup de canon.

Où l'on voit que le *fracas des armes* est non seulement l'effet du combat et de la bataille mais bien souvent un de ses buts essentiels quand il n'en est pas le but unique, ce qui nous renvoie à la question de la publicité d'une part, de la nature de la bataille d'autre part.

Revue de tactique générale

CDEC, 1 place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07

Directeur de la publication

Général de division Pascal FACON

Rédacteur en chef

Colonel Christophe de LAJUDIE. Tél. 01 44 42 52 63

Éditeur rédactionnel

Capitaine Soraya AOUATI

Crédits photos

Couverture :

Photos 1 et 4 : © armée de Terre

Photo 2 : © Musée Crozatier (Le Puy-en-Velay)

Photo 3 : © Réunion des Musées Nationaux et du Grand Palais (Paris)

Conception graphique

M^{me} Nathalie THORAVAL-MÉHEUT

Maquettiste-infographiste

M^{me} Sonia RIVIÈRE

Impression et routage

ÉDIACA, 76 rue de la Talaudière - CS 80508,

42007 Saint-Étienne CEDEX 1

Tél. 04 77 95 33 21 ou 04 77 95 33 25

Diffusion

CDEC/DAD/PUB. Tél. 01 44 42 43 18

Tirage

1 800 exemplaires

Dépôt légal

Janvier 2019

ISSN de la collection « Revue de tactique générale »

En cours

ISBN du volume (version imprimée / version électronique)

En cours

La version électronique de ce document est en ligne sur le site intradef du CDEC

<http://portail-cdec.intradef.gouv.fr>

Les documents classifiés ne peuvent être téléchargés que sur des réseaux protégés.



CDEC Centre de doctrine
et d'enseignement du commandement

1, place Joffre - Case 53 - 75700 Paris SP 07